Léon Dion (1923-1997)

Politologue, département des sciences politiques, Université Laval
(1962)

“Opinions publiques et systèmes idéologiques”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
Professeur sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Dans le cadre de "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Léon Dion,

“Opinions publiques et systèmes idéologiques”.

Un article publié dans **Écrits du Canada français**, no XII, 1962, pp. 9-171.
Montréal: Les Écrits du Canada français.

[Autorisation formelle accordée, le 30 mars 2005, par Mme Denise Dion, épouse de feu M. Léon Dion, propriétaire des droits d'auteur des œuvres de M. Léon Dion, de diffuser la totalité des œuvres de M. Léon Dion, politologue.]

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 18 janvier 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Léon Dion (1962)

“Opinions publiques et systèmes idéologiques”

Un article publié dans **Écrits du Canada français**, no XII, 1962, pp. 9-171. Montréal: Les Écrits du Canada français.

Table des matières

Biographie Léon Dion

Introduction

1. Actualité du phénomène des opinions publiques dans la société canadienne-française.
2. Facteurs de l'émergence des opinions publiques dans la société moderne.
3. L'opinion publique vue dans une perspective sociologique.
4. Position du problème
5. Plan de l'étude.

1^{re} partie. L'opinion publique et l'idéologie communiste (Russie soviétique)

1. Théorie du système de contrôle.
2. Détenteurs des positions de puissance et de décision
3. Techniques d'influence sur la masse
4. Modalités d'expressions de la masse
5. Moyens d'information et d'expression
 - a) la presse
 - b) la radio
 - c) le cinéma.

Conclusion de la première partie

2^e partie. L'opinion publique et l'idéologie libérale (États-Unis)

1. Conception libérale du contrôle
 - a) Libéralisme originel
 - b) Libéralisme du statu quo
 - c) Le Welfare State
2. Détenteurs des positions de puissance et de décision
3. Techniques d'influences sur la masse
4. Modalités d'expression de la masse
5. Moyens d'expression et d'information
 - a) Le livre

- b) [Les magazines](#)
- c) [La presse](#)
- d) [La radio et la télévision](#)

Conclusion générale

- 1. [Idée de but et opinions publiques](#)
- 2. [Liberté et opinions publiques](#)
- 3. [Vérité et opinions publiques](#)
- 4. [Éducation et opinions publiques](#)

Léon Dion (1962)
“Opinions publiques et systèmes idéologiques”

Un article publié dans *Écrits du Canada français*, no XII, 1962, pp. 9-171.
Montréal: Les Écrits du Canada français.

Biographie de Léon Dion

[Retour à la table des matières](#)

LÉON DION - Né à Saint-Arsène de Rivière-du-Loup en 1923. Docteur en Science Politique (1954) ; sujet de thèse : *L'Idéologie politique du national-socialisme*. Études classiques : Rimouski. Études Universitaires : Laval, La Sorbonne, Zurich, Cologne. Séjours de recherches à Harvard, durant les mois d'été de 1948 à 1950 ; de 1953 à 1959 et en 1961. Directeur du Département de Science Politique (1960) ; professeur titulaire à Laval (1961). Membre de plusieurs sociétés savantes dont l'ACFAS, la *Canadian Political Science Association* et l'*International Association for the History of Ideas*, Auteur de plus de trente articles en langue anglaise et en langue française. L'auteur remercie le Centre de Recherches de la Faculté des Sciences Sociales de même que le Conseil des Arts du Canada pour leur assistance financière fournie en plusieurs occasions.

Introduction

1. Actualité du phénomène des opinions publiques dans la société canadienne-française.

[Retour à la table des matières](#)

Nous prenons graduellement conscience de l'ampleur de l'évolution dans la mentalité collective qui a accompagné la profonde transformation des structures de la société canadienne-française depuis une vingtaine d'années. L'émancipation politique de la province de Québec à la suite de la chute du régime Duplessis, par la suppression des obstacles qui bloquaient la libre circulation des idées, nous a brusquement mis en présence de courants d'opinions dont le caractère et l'orientation étonnent ceux-la même qui avaient contribué à l'élaboration d'une pensée radicale dans notre milieu. Nous nous rendons maintenant compte que le régime Duplessis a opéré à la façon d'un barrage : il a bloqué la libre circulation des idées, mais il les a laissées s'accumuler en réserve. Maintenant que les digues sont rompues, le flot des opinions se déverse dans toutes les directions sans que personne ne sache comment les canaliser ni les utiliser de façon à produire une énergie créatrice d'entreprises et de projets constructeurs.

Parmi toutes les questions sociales qui nous confrontent actuellement, nous devons dorénavant accorder une importance particulière aux opinions publiques. Que nous le voulions ou non, leur existence même nous obligera, durant les prochaines années, à les mesurer, à les interpréter et à les utiliser. Nous ignorons leur intensité, leur poids et leurs centres de gravitation. Nous ne connaissons pas les facteurs ni

les groupes qui les sous-tendent. La variété, de même que le caractère apparemment insolite de certaines de ces opinions constituent un signe évident non seulement de la complexité accrue mais aussi de la démocratisation de notre société. Les élites traditionnelles, pour conserver leur position de prestige, devront tenir compte de courants de pensée qui sans doute parfois leur paraîtront incompréhensibles ; inversement, les élites nouvelles, chercheront probablement à trouver en eux un appui dans la lutte pour la reconnaissance sociale dans laquelle elles se trouvent engagées.

Le présent travail ne porte pas sur les opinions publiques telles qu'elles se présentent de façon spécifique dans la société canadienne-française. Néanmoins, il nous semble que ce travail ne sera pas tout à fait dénué d'intérêt pratique pour le lecteur. Il le familiarisera avec un ordre de questions que notre littérature, même scientifique, a presque ignore ; il lui permettra de voir comment les problèmes ont été ailleurs posés et comment les enquêtes ont été menées ; il le mettra en présence d'éléments de solution. Bref, le présent travail voudrait procurer au lecteur des outils intellectuels qui lui seront utiles, sinon nécessaires, dans les recherches, maintenant devenues urgentes, sur les opinions publiques dans notre milieu.

2 - facteurs de l'émergence des opinions publiques dans la société moderne.

[Retour à la table des matières](#)

Selon J. Djordjevic, l'expression « opinion publique » fut utilisée pour la première fois en Angleterre, en 1159, par John Salisbury qui considérait l'opinion publique comme une arme utilisée par le Parlement dans sa lutte contre la royauté ¹. Mais ce n'est pas avant la fin du XVIIIe siècle européen que l'expression commence à se généraliser. Les facteurs favorables à la généralisation de cette expression sont

¹ Djordjevic, J., « Le problème de l'opinion publique dans la démocratie socialiste », dans *L'Opinion publique*, deuxième session du Centre de science politique de l'Institut d'études juridiques de Nice, P.U.F., Paris, 1957, 388.

d'ailleurs faciles à dégager : des groupes sociaux nouveaux se constituent par suite de l'érosion des féodalismes ; les luttes religieuses et les crises des monarchies détruisent l'unité des cultures et font surgir des systèmes idéologiques opposés à la recherche d'appuis populaires ; la philosophie rationaliste et les idées libertaires émergent et proclament l'émancipation de l'individu et la promotion sociale de la bourgeoisie ; de nouveaux systèmes de communications et de nouveaux mass media, liés au démarrage industriel, se développent et créent des publics à distance ; les progrès techniques et une meilleure utilisation de la main-d'œuvre accroissent la productivité et permettent des loisirs accrus chez les groupes les plus favorisés de même qu'ils tendent à élever le niveau des masses.

Plus récemment, d'autres facteurs ont fait peser leur influence pour stimuler les recherches sur les opinions publiques. Parmi ceux-ci mentionnons : les intérêts financiers, commerciaux et industriels qui provoquèrent le développement de techniques complexes d'analyses des marchés et d'études dans le domaine de la publicité ; les activités gouvernementales accrues, par suite de la crise économique des années '30 et surtout de la deuxième guerre mondiale, qui firent naître le besoin de nouveaux moyens d'information et d'échanges entre le gouvernement et les groupes sociaux et surgir de nouvelles techniques d'influence sur la masse en conformité avec les conditions du moment ; enfin, l'impulsion économique et politique a développé chez les chercheurs un désir désintéressé de contribuer à l'accroissement des connaissances scientifiques dans les divers domaines qui touchent, de près ou de loin, à l'opinion publique.

Déjà au XVI^e siècle, Machiavel déclarait que le Prince doit tenir compte des attitudes et des comportements populaires. La complexité croissante des structures sociales et politiques, à laquelle s'est ajoutée l'émergence des idéologies collectives, tend aujourd'hui à placer le phénomène de l'opinion publique parmi les premières préoccupations tant de l'homme de science que de l'homme d'action.

3. l'opinion publique vue dans une perspective sociologique.

[Retour à la table des matières](#)

L'opinion tient à la fois de l'attitude et de la conduite. C'est pourquoi l'étude de ce phénomène constitue un domaine privilégié de la psychologie individuelle et de la psychologie sociale. De nombreux ouvrages de psychologie ont été publiés afin d'élucider la nature et les caractères de l'opinion, la distinction entre opinion privée et opinion publique, l'évaluation, la détermination et la distribution des opinions. Dans la présente étude, nous n'avons pas

l'intention de reprendre ces travaux. Qu'il suffise ici de renvoyer le lecteur au volume classique de Jean Stoetzel ².

Des auteurs récents déplorent cependant le fait que les recherches sur les opinions aient été orientées presque entièrement du côté de la psychologie et que la contribution de la sociologie ait été relativement minime. Tarde, qui fut le premier à aborder le phénomène des opinions de façon systématique, ouvrit la voie à cette orientation : « ... la division d'une société en publics, division toute psychologique, et qui correspond à des différences d'états d'esprit, tend, non pas à se substituer sans doute, mais à se superposer de plus en plus visiblement et efficacement à sa division religieuse, économique, esthétique, politique, en corporations, en sectes, en métiers, en écoles, en partis... Ainsi quelle que soit la nature des groupes entre lesquels se fractionne une société, qu'ils aient un caractère religieux, économique, politique, national même, le public est en quelque sorte leur état final et, pour ainsi dire, leur dénomination commune ; c'est à ce groupe tout psychologique d'états d'esprits en voie de perpétuelle mutation que tout se ra-

² Stoetzel, Jean, *Théorie des opinions*, P.U.F. :, Paris, 1943, 346 et suiv. Pour des indications bibliographiques, voir : Lasswell, H. D., Smith, B. L., Casey, R.D., *Propaganda, communications and public opinion* Princeton, U.P., 1946 ; *Bibliographie française, science politique*, Paris, 1960 ; et les volumes annuels de *Bibliographie internationale de science politique* publiée par l'UNESCO.

mène » ³. Depuis Tarde, la grande majorité des études sur l'opinion ont été menées d'après la formule suivante : « Qui dit quoi, à qui et avec quel effet » ⁴. Sans prétendre le moins du monde minimiser l'importance toute première des études psychologiques sur l'opinion, il n'en reste pas moins qu'il faut déplorer le fait que les sociologues se soient jusqu'à récemment assez peu intéressés à ce phénomène et surtout qu'ils soient demeurés si largement tributaires des concepts et des perspectives de la psychologie.

Mais une réaction, non pas tout à fait étrangère d'ailleurs aux préoccupations de la psychologie, est en cours qui devrait aboutir à la conquête d'un nouveau domaine d'expérience pour la sociologie. Merton, qui a lui-même dirigé des enquêtes d'opinions, est au centre de ce mouvement. Plus récemment, J.W. Lapierre et Jacques Lambert ont posé les jalons d'une sociologie de l'opinion publique ⁵. Au début de son magnifique volume sur *L'Opinion publique en Russie Soviétique*, Alex Inkeles plaide en faveur d'une sociologie de l'opinion publique dont « l'analyse se concentrera avant tout sur l'effet que produit un genre particulier de système social sur la structure et le fonctionnement des moyens d'information et l'effet réciproque de ces moyens sur le système social » ⁶. Mais, c'est Stoetzel lui-même, dans le chapitre XIII de son livre, qui a établi avec le plus de bonheur comment la perspective sociologique peut se dégager dans les études de l'opinion publique. Selon lui, l'opinion constitue pour le psychologue un phénomène « embarrassant », parce qu'elle tient à la fois de l'attitude et du comportement. Et il poursuit : « La sociologie, presque entièrement dominée par la notion de valeur, paraît au contraire beaucoup mieux préparée à adopter les problèmes d'opinion, à les intégrer à son sys-

³ Tarde, Gabriel, *L'opinion et la foule*, Félix Alcan, Paris, 2e éd., 1904, 21-22, 28. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁴ Lazarsfeld, Paul F., Stanton, Frank, eds., *Communication research*, 1948-1949, New York, 1949, 13-14.

⁵ Lapierre, J.W., « Les facteurs sociologiques dans la formation de l'opinion publique » et Lambert, Jacques, « Structure sociale et opinion publique », dans : *L'opinion publique*, op. cit., pp. 57-70 et 71-107.

⁶ Inkeles, Alex, *L'opinion publique en Russie Soviétique une étude sur la persuasion des masses*, les Iles d'or, Paris, 1956. (D'abord publié en américain sous le titre de : *Public opinion in soviet Russia*, Harvard U.P., Cambridge, 1950).

tème. La culture, l'organisation sociale, les processus fondamentaux de l'interaction, la contrainte sociale elle-même et peut-être surtout, trouvent leur explication définitive dans la communauté reconnue des valeurs, dans les opinions... l'opinion publique est l'organe des valeurs sociales. Qu'on les appelle préjugés, conventions, stéréotypes, les choses auxquelles un groupe est attaché, il les contient, il les exprime, il en prend conscience par l'opinion publique ». Prenant comme exemple l'opinion anti-prohibitioniste de Tom O'Leary et de son groupe, Stoetzel écrit que ce qui est intéressant dans cette opinion c'est « qu'elle prend sa place dans un système de conduites sociales, c'est qu'elle s'enchaîne avec des moeurs, des mesures législatives et administratives, des crimes, des troubles, des campagnes de presse, des intrigues électorales, et qu'elle prépare des bouleversements sociaux, politiques, moraux, dans une grande nation ». D'où, toujours selon Stoetzel, la manière la plus légitime pour la sociologie d'aborder le problème des opinions, « c'est d'étudier, d'une part, la position de l'individu en face de son groupe ... et d'autre part, réciproquement, la *manière dont la société se présente et s'impose aux individus* ».

Le problème demeure cependant de savoir sous quelle forme, dans l'opinion publique, se présentent les valeurs sociales. Les distributions des opinions en forme de J ou de U qui, selon tous les auteurs, trahissent en termes statistiques l'existence des opinions publiques, manifestent la présence de facteurs de conformité sinon de contrainte. Si on envisage ceux-ci sous l'angle des valeurs, on est en droit de supposer l'existence d'une norme sociale non ambiguë à laquelle adhéreraient un grand nombre d'individus. D'où on peut avec Stoetzel émettre la proposition suivante : « Les valeurs auxquelles le corps social souscrit d'une manière quasi unanime constituent l'objet de référence de l'opinion publique ».

De son côté, Halbwachs a insisté sur la nécessité d'étudier les « sentiments de groupe » pour comprendre l'opinion publique. Reprenant les concepts de Pareto, il montre que dans la psychologie collective du raisonnement, une fois écartés les éléments de caractère purement logique, on décèle des résidus, tels que la coutume et la tradition, et des dérivations ou rationalisations servant à justifier ces pensées extra-logiques.

Or, dans les sociétés modernes, la forme sociale la plus générale sous laquelle se présentent les valeurs communes sont les systèmes idéologiques qui sous-tendent l'organisation politique et sociale et qui définissent les buts auxquels doivent être ordonnées les conduites des individus, des groupes et des institutions. À la lumière de l'incursion précédente, on peut donc émettre l'hypothèse générale suivante : dans une société donnée, les opinions publiques tendent à refléter un ajustement entre, d'une part, le système idéologique et, d'autre part, les situations concrètes dans lesquelles le cours des événements place les individus en tant que membres de groupes et d'institutions. Les nombreux corollaires qui se déduisent de cette hypothèse seront formulés au fur et à mesure de l'étude qui va suivre.

Il est opportun toutefois de préciser le sens et la portée de l'hypothèse.

En premier lieu, il ne saurait y avoir incompatibilité entre cette hypothèse et le postulat de la liberté de l'homme. Sans doute, la conformité des opinions manifeste la contrainte qu'exercent l'idéologie et les contrôles sociaux sur la masse des individus. Mais cette contrainte n'aliène pas la liberté essentielle de l'homme. Pour faire comprendre que cette conclusion cache autre chose qu'un paradoxe ou qu'une concession obligée et toute formelle aux impératifs moraux, il suffit de reproduire les admirables remarques que Stoetzel, dans son ouvrage, consacre à ce problème. Les opinions publiques, dit-il en substance, expriment les intentions sociales de l'individu. Si elles appartiennent à la société, elles ne sont pas pensées par le groupe mais par l'individu. « En prenant position, l'individu se situe à l'intérieur ou à l'extérieur de son groupe ... Les déterminations externes [les systèmes idéologiques tout autant que le sexe et la race] ne sont Pas les causes efficientes de l'opinion. Ce sont les cadres dans lesquels il pense et agit... L'individu peut y être soumis ou s'y rebeller ... Il se rallie à l'opinion commune, ou s'en dégage par un mouvement qui est souvent de la révolte ».

En second lieu, il faut voir que l'ajustement (adhésion, conformisme, soumission, rébellion, etc.) que reflète l'opinion publique peut ne pas se conformer aux attitudes profondes et aux opinions privées

de l'individu. R.L. Schanck ⁷ a établi expérimentalement la preuve de la divergence et même parfois de l'incompatibilité qui peuvent exister entre les opinions privées et les opinions publiques. A la suite de plusieurs auteurs, citons cette expérience classique. Il existe deux confessions religieuses à Elm Hollow : l'une baptiste dont la doctrine n'admet que le baptême par immersion et l'autre méthodiste qui ne reconnaît que le baptême par aspersion. Interrogés à titre de membres de l'une ou l'autre confession, les fidèles répondent conformément aux maximes de leur Église respective :

<i>opinions</i>	<i>Méthodistes</i>	<i>Baptistes</i>
Aspersion seulement	91%	0%
Aspersion ou immersion [ou indifférents]	9%	33%
Immersion seulement	0%	67%

Mais interrogés à titre privé, les fidèles fournissent des réponses tout à fait différentes :

<i>opinions</i>	<i>Méthodistes</i>	<i>Baptistes</i>
Aspersion seulement	16%	0%
Aspersion ou immersion [ou indifférents]	78%	85%
Immersion seulement	6%	15%

Cette expérience montre que l'opinion publique n'est pas constituée par la somme des opinions privées ; elle prouve aussi que l'opinion publique n'engage pas la personnalité entière de l'individu mais existe plutôt comme une structure de pensée qui se superpose à la pensée individuelle sans normalement l'annihiler.

En troisième lieu, enfin, le degré de non-conformité entre les grands clichés ou stéréotypes idéologiques et les opinions publiques portant sur des problèmes précis est considérable. Il est facile de conclure superficiellement à l'inconsistance de l'opinion publique.

⁷ Schanck, R.L., « A study of a community and its groups and institutions conceived as behaviors of individuals », *Ps. Mon.*, no 195, 133.

Mais, selon notre hypothèse, la non-conformité des réponses aux questions générales et aux questions particulières résulte de la co-existence de Plusieurs systèmes idéologiques divergents dans l'esprit de l'individu : celui-ci formule ses opinions par référence tantôt a un système et tantôt à un autre système. Ainsi, par exemple, selon un sondage Gallup fait à la fin de 1940 ⁸, 97% d'un échantillon national des Américains affirmèrent qu'ils croyaient à la liberté de parole. Mais seulement 23% de ces 97% étaient prêts à concéder la liberté de parole aux fascistes et aux communistes. Un tel écart s'explique ici par le fait que les Américains, dans le premier cas, se situent implicitement par référence à l'idéologie libérale et capitaliste propre aux États-Unis, laquelle, selon eux, permet la liberté de parole, alors que, dans le second cas, ils réagissent en fonction d'idéologies non-américaines qu'ils considèrent comme opposées a la liberté de parole. Cet écart ne révèle donc pas une inconsistance logique entre les deux opinions formulées, comme les auteurs qui s'intéressent exclusivement aux mécanismes psychologiques seraient enclins à conclure ⁹. Il montre plutôt que la conscience de l'incompatibilité des systèmes idéologiques est fortement ressentie chez les Américains et qu'ils se refusent à admettre que ces systèmes alternatifs sont compatibles avec la liberté. Dans nos sociétés contemporaines, au sein desquelles les conflits idéologiques sont si violents et pénètrent si profondément les esprits, il est essentiel de tenir compte des systèmes idéologiques comme l'un des facteurs constitutifs de l'opinion publique. Il faut aussi ajouter, par ailleurs, que la même incompatibilité peut exister entre le système idéologique général et les idéologies de relais que les divers groupes au sein d'une même société élaborent. L'opinion publique reflétera alors ces incompatibilités.

⁸ Cité dans : Cantril, Hadley, et al., *Gauging public opinion*, Princeton U.P., 1944, 22.

⁹ Voir, notamment, la façon dont Leonard W. Doob traite cet exemple dans son livre : *Public opinion and propaganda*, Henry Holt, New York, 1948, 163.

4. Position du problème

[Retour à la table des matières](#)

Dans la présente étude, nous chercherons à montrer comment les systèmes idéologiques conditionnent les grandes configurations de l'opinion publique. Le choix de deux ensembles extrêmes, l'Union Soviétique et les États-Unis, fera apparaître ce conditionnement avec plus de clarté. Il ne s'agira pas de comparer les opinions publiques des deux sociétés. Une telle comparaison d'ailleurs serait logiquement impossible parce que les opinions publiques dans l'un et l'autre cas réfèrent à des systèmes idéologiques et sociaux différents ¹⁰. Il s'agit de prouver que les différences dans les processus de dégagement et les caractères des opinions publiques soviétique et américaine tiennent, du moins pour une part, à des différences sur le plan idéologique et institutionnel ¹¹.

Les conclusions qui se dégageront de l'étude devraient être profitables tant pour les chercheurs qui ont à construire des questionnaires et à interpréter des résultats statistiques que pour les hommes d'action en général qui ont à tenir compte, dans leurs décisions, des opinions de ceux que leurs actes sont susceptibles d'affecter. De même, bien qu'ils constituent des cas limites, les exemples soviétique et américain, devraient nous éclairer sur les conditions des opinions publiques dans les autres sociétés. Ils constituent, selon nous, des cas types, que les autres sociétés, qu'elles soient capitalistes ou socialistes, reproduisent de façon approximative. Enfin, cette étude devrait aussi nous permettre d'établir éventuellement des hypothèses précises sur les modalités de dégagement des opinions publiques dans les sociétés afro-asiatiques

¹⁰ Certes, l'impossibilité d'une comparaison logique n'empêche pas de porter un jugement moral d'après des critères éthiques transcendant les systèmes idéologiques et sociaux.

¹¹ Robert K. Merton formule la même proposition sous une forme légèrement différente, lorsqu'il dit que les moyens et les procédés de l'opinion publique diffèrent d'une société ou d'une époque à l'autre, selon les différences entre les structures sociales. Dans : *Social theory and social structure*, Rev. and enl. edition, The Free Press, Glencoe, Ill., 1957, 355.

qui, préférant ne pas opter en faveur de l'un ou l'autre des deux systèmes, s'efforcent d'élaborer des idéologies et de créer des institutions indépendantes.

Il est opportun de réfuter à l'avance une critique d'ensemble que d'aucuns ne manqueront pas d'adresser à cette façon de situer le sujet. En effet, plusieurs auteurs, surtout américains, estiment qu'il n'existe des opinions publiques authentiques que dans les démocraties de type occidental. L'opinion publique, selon ces auteurs, postule la liberté préalable de pensée et d'expression et certaines autres conditions que seules présentent les démocraties occidentales. Or puisque la liberté de pensée et d'expression ne peut exister en Union Soviétique parce que celle-ci s'inscrit en faux contre les postulats libéraux, il ne saurait donc y avoir, selon eux, des opinions publiques authentiques dans ce pays. Notons que les Soviétiques aboutissent exactement à la même conclusion, mais en l'inversant : il n'y aurait pas de véritable opinion publique aux États-Unis, parce que tout ce qui se pense et se dit dans ce pays serait dicté par les intérêts de ceux qui possèdent les moyens de production et d'expression.

Une pareille objection ne peut être retenue, précisément parce qu'elle confond deux ordres différents, l'ordre moral et l'ordre scientifique. Quand nous disons que l'opinion publique doit être libre nous exprimons par là un jugement moral ; nous voulons dire que l'éthique commande à ceux qui occupent les positions de puissance et de décision (« decision makers ») de ne pas intervenir par la violence ou autrement dans les opinions de leurs subordonnés, soit en leur fournissant des informations biaisées, soit en faussant délibérément les mécanismes de leur perception et ainsi de suite. Nous voulons dire aussi que les démocraties occidentales reposent sur un postulat fondamental qui est l'autonomie essentielle du citoyen par rapport à l'État. Mais il ne s'ensuit pas que la liberté soit un critère scientifique de l'opinion publique, c'est-à-dire que seules les idées librement exprimées puissent être considérées comme opinions publiques. S'il en allait ainsi, il appartiendrait aux seuls moralistes, et non aux hommes de science, de définir ce qui constitue ou ne constitue pas l'opinion publique. Et si l'on en juge d'après l'état de pessimisme qui règne généralement chez les moralistes de tous les pays, le domaine de l'opinion publique s'en trouverait dangereusement réduit. La transgression des genres conduit

à la confusion des objets ; la science et la morale qui en découlent sont également mauvaises ¹². En définitive, il n'y a de science que parce que des facteurs de conditionnement enveloppent l'action libre de l'homme. Il n'existe des opinions publiques que parce qu'interviennent des facteurs de conformisme, parce que pèse sur l'homme libre la contrainte des systèmes idéologiques et sociaux. A la morale revient la tâche d'établir les conditions et les limites de cette contrainte de façon à ce que les individus soient en mesure de faire servir à la production d'actes libres les déterminismes qui s'exercent sur eux. Mais il appartient à la science de reconstituer les processus, la structure et les fonctions des phénomènes et des comportements.

Alfred Sauvy nous fournit notre conclusion aux remarques qui précèdent : « L'opinion publique, cette puissance anonyme, est souvent une force politique, et cette force n'est prévue par aucune constitution » ¹³.

5. Plan de l'étude.

[Retour à la table des matières](#)

L'étude comprendra deux parties : dans une première partie, prenant comme exemple l'Union Soviétique, nous montrerons comment les prémisses idéologiques qui servent de normes aux individus dans la définition de leurs rôles sociaux permettent en même temps de fixer

¹² Le même raisonnement pourrait être repris pour ce qui concerne tous les jugements moraux : l'opinion publique doit être « vraie », « éclairée », « bien informée », « compétente », « non superficielle », « consciente d'elle-même », etc. Il est à remarquer que les jugements moraux inversent précisément les « constatations » psychologiques où on déclare que l'opinion publique est « stéréotypée », « ambiguë », « ignorante », « incompétente », « superficielle », « inconsciente », etc. On voit par là les conséquences, sur le plan scientifique, du choix inconscient de prémisses éthiques considérées à tort comme des postulats de la démarche scientifique. En conséquence, beaucoup d'études des opinions publiques aboutissent en définitive à des plaidoyers pro domo, confirmant le lecteur dans sa conviction préalable d'une supériorité de son système idéologique et social.

¹³ Sauvy, Alfred, *L'opinion publique*, P.U.F., Paris, 1956, 6.

les modèles de participation des groupes et des individus à la vie sociale et politique de même qu'à établir les conditions et les modalités concrètes par lesquelles les opinions publiques se manifestent ; dans notre seconde partie, nous reconstituerons une analyse similaire en prenant l'exemple des États-Unis. Dans notre conclusion, nous aborderons de façon systématique le problème des jugements de valeur.

Première partie

L'opinion publique et l'idéologie communiste (Russie soviétique)

[Retour à la table des matières](#)

« Le régime soviétique, écrit Alex Inkeles, a créé l'un des systèmes les plus vastes et les plus complexes d'information publique du monde. Le parti communiste a forgé un système parallèle de contrôle, plus minutieux et complet qu'aucun autre qui existe encore depuis la guerre » ¹⁴. Dans cette première partie, nous allons résumer la théorie qui gouverne le fonctionnement de ce système de contrôle, identifier le groupe qui exerce les contrôles, décrire les techniques au moyen desquelles ce groupe cherche à gagner la masse du peuple à ses vues, reconstituer les modalités selon lesquelles la masse fait connaître aux dirigeants ses impressions et ses désirs et, enfin, décrire la nature et les modes d'opération des principaux moyens d'information et d'expression.

¹⁴ Inkeles, Alex, *L'opinion publique en Russie Soviétique*, op. cit., 291. Dans cette première partie, nous avons largement puisé, dans les matériaux contenus dans cet ouvrage. Dans « Recent Developments in Soviet Mass Communications » (*Gazette, International Journal of the Science of the Press*, (1959) Inkeles a relevé les développements concernant ce sujet qui se sont produits en U.R.S.S. entre 1950 et 1959.

1. Théorie du système de contrôle.

[Retour à la table des matières](#)

D'après Lénine, de même que pour tous les théoriciens subséquents, le régime soviétique, dans sa forme actuelle, présente encore certaines des formes étatiques traditionnelles. Cependant, assure-t-on, l'État prolétarien diffère grandement de l'État libéral bourgeois tout en conservant certains caractères de celui-ci. L'État prolétarien s'apparente à l'État libéral bourgeois en ce qu'il comporte encore un résidu de violence. Mais, à la différence de ce dernier, la violence est ici reconnue seulement comme un moyen nécessaire pour conduire la société soviétique à la phase supérieure du communisme tandis qu'elle constitue l'essence même de l'État libéral bourgeois.

La violence, même en régime soviétique, est un moyen nécessaire afin de permettre la suppression des trois grands facteurs qui empêchent l'établissement immédiat du communisme intégral : l'insuffisante industrialisation de la Russie, l'existence du socialisme en un seul pays (ou en un petit nombre de pays) et, enfin, la nécessité de former les hommes à la mentalité communiste. Au troisième Congrès des Soviets, Lénine avait quelque peu refroidi l'enthousiasme de ses auditeurs en déclarant : « Il n'est jamais entré dans la tête d'aucun socialiste de « promettre » l'avènement éventuel de la phase supérieure du communisme... [Les grands théoriciens socialistes] présupposaient à la fois une productivité du travail différente de la productivité actuelle et un être humain différent de l'homme qu'on rencontre aujourd'hui dans la rue ». Et ailleurs, parlant de l'éducation comme du premier souci du régime soviétique, Lénine comparait le difficile Processus d'éducation à la mentalité communiste à une lourde chaîne qui se transforme par l'habitude de la porter en chaînon d'or.

Dans les conditions actuelles, le régime soviétique, tout comme l'État bourgeois lui-même, repose donc sur un équilibre de coercition et de persuasion. La persuasion, c'est-à-dire l'effort systématique pour influencer les attitudes et les comportements, est considérée comme la

forme première et normale de contrôle ; la coercition, c'est-à-dire l'usage de la force publique pour punir les adversaires et les récalcitrants, est un procédé de dernier recours. « Nous devons, a dit Lénine, convaincre d'abord et garder la force en réserve ».

Cette position, certes, n'exprime pas le désaveu du recours à la force. Mais elle affirme que celle-ci ne doit pas constituer l'unique support du régime communiste en Russie. Émus à juste titre par le déploiement de la violence généralisée en ce pays, les auteurs récents ont tendance à minimiser le rôle de la persuasion comme mode de contrôle alternatif ¹⁵. Bien que la présente étude doive porter uniquement sur le contrôle par la persuasion, il est opportun de souligner que la contrainte représente à sa façon un moyen qu'utilisent les dirigeants pour contrôler l'état d'esprit du peuple : à toutes les époques et dans tous les pays, les rapports, notamment ceux de la police politique, fournissent de précieux renseignements sur les opinions privées et secrètes - par opposition aux opinions publiques et manifestes dont il s'agit ici - des individus. Dans un pays dictatorial, il est clair que l'écart entre les deux formes d'opinion est susceptible d'être relativement grand et il s'ensuit que la fonction d'information remplie par la police politique (observation de la rumeur populaire, des idées qui ont cours dans des institutions comme l'école, les Églises, les Clubs sociaux, les sociétés secrètes et ainsi de suite) a d'autant plus de valeur aux yeux du groupe dominant.

On a dit de l'État libéral qu'il est l'ami de tous et l'ennemi de chacun. L'État prolétarien se dit aussi l'ami de tous, mais, étant donné ce qu'il représente dans la vie des citoyens, il ne doit être l'ennemi de personne.

« Le prolétariat, écrivit Lénine, a besoin du pouvoir de l'État, d'une organisation centralisée de la force, de l'organisation de la violence, tant pour briser la résistance des exploiters que pour guider la grande masse de la population - les paysans, la petite bourgeoisie, les semi-

¹⁵ Sur le phénomène, les modalités et le rôle de la coercition en Union Soviétique, voir : Feliks Gross, *The seizure of political Power in a century of revolution*, Philosophical Library, New York, 1958.

prolétaires - dans le travail d'organisation de l'économie socialiste » ¹⁶.

Lénine, ici, indique les deux grandes fonctions de l'État prolétarien : fonction de coercition et fonction de persuasion. Mais comment justifier ce rôle dominant attribué à l'État ? C'est qu'il est à la fois l'instrument chargé de la réalisation du but poursuivi par la société socialiste et l'unique porteur des moyens devant conduire à ce but.

L'État prolétarien se voit d'abord confier la responsabilité de l'instauration finale du communisme. Dans la phase de transition du socialisme au communisme, il est le gardien de l'objectif ultime et le responsable de la fidélité de chacun aux « alignements » successifs qui marquent autant d'étapes vers le terme à venir. Or, assure-t-on, ce n'est pas pour son profit propre que l'État se montre aussi vigilant puisque chaque étape franchie, chaque combat remporté, le conduisent un peu plus près de sa destination finale, c'est-à-dire vers sa disparition en tant qu'il accomplit sa fonction de gouvernement des hommes. La vigilance dictatoriale de l'État, dans la théorie soviétique, se justifie donc d'abord par l'excellence du but poursuivi et ensuite par la nécessité où il se trouve de former des citoyens éventuellement parfaits, susceptibles d'agir conformément à l'idéal communiste, de leur propre gré et par leurs propres moyens, sans l'appui ni la protection des mécanismes étatiques. Mais cette condition ne sera remplie que le jour où les fins individuelles des citoyens s'identifieront parfaitement au but qu'incarne temporairement l'État. De la sorte, dans la phase de transition du socialisme au communisme, l'État constitue le centre et le terme de la vie des individus. Dans le système communiste, il est proprement impensable que l'individu revendique le droit de s'opposer aux fins qui lui sont prescrites, puisque c'est seulement par la fidélité à ces fins qu'il peut contribuer à l'établissement des conditions de sa propre libération. De fait, dit-on, l'individu n'est présentement libre que dans la mesure où il insère consciemment et sans restriction ses fins propres dans les fins générales de l'État. La liberté personnelle, selon cette théorie, ne peut être que le fruit d'un effort collectif. « C'est seulement dans le collectif, a dit Marx, qu'il est possible à l'individu de trouver les moyens de développer ses inclinaisons personnelles

¹⁶ Lénine, V. I., *Collected Works*, London, 1927-1930, XXI (2), 169.

dans toutes les directions » ¹⁷. Cette solidarité de vues entre le citoyen, la collectivité et l'État doit nécessairement se refléter dans l'unité des opinions. D'où on doit prévoir que la théorie soviétique du contrôle, parce qu'elle privilégie l'unité, se reflétera dans un régime des opinions publiques constitué de façon à permettre le dégagement des expressions favorables à un climat d'unité (expressions de camaraderie, de solidarité d'équipe, d'émulation enthousiaste, etc.).

L'État prolétarien est ensuite l'unique entrepreneur. Non seulement il monopolise l'ensemble des moyens de production, mais, encore, il est le propriétaire d'un complexe réseau de services essentiels dont dépendent le bien-être et même l'existence de tous les citoyens. Il va de soi qu'il possède tous les moyens d'information et d'expression, tels la presse, la radio, le cinéma et les principales maisons d'édition de livres et de revues. Aucune puissance pareille n'a encore jamais existé dans l'histoire des Églises et des États. Le gouvernement soviétique emploie à son service immédiat des dizaines de millions d'individus ; de fait, l'ensemble de la population, d'une façon ou d'une autre, dépend de lui. Trois conséquences principales devraient résulter pour l'opinion publique d'une application aussi rigoureuse de la formule socialiste dans la détermination du système social.

En premier lieu, l'opinion publique devrait généralement privilégier l'aspect « communautaire » ou « collectif » d'un problème ou d'un événement au détriment de l'aspect individuel. Elle devrait normalement faire primer le bien des « cadres » sur celui des membres individuels. Dans un contexte de planification intégrale, en effet, le bien-

¹⁷ Il est important de souligner ici l'incompatibilité de la conception de la liberté qui prévaut dans l'idéologie communiste et de celle qu'affirme l'idéologie démocratique occidentale. On peut dire, en général, que, selon l'idéologie démocratique occidentale, l'individu est considéré comme libre lorsqu'il agit comme acteur indépendant au sein des institutions économiques et sociales et que celles-ci ne sont pas sous le contrôle de l'État. Tandis que selon l'idéologie communiste, l'individu est considéré comme libre lorsqu'il prend conscience que les actes que l'État (ou plus exactement les fonctionnaires du parti) l'oblige à poser, sont en même temps ceux que lui-même désire accomplir. Il est clair qu'une incompatibilité aussi fondamentale se répercutera profondément sur les caractères des opinions publiques dans une société communiste et dans une société libérale.

être de l'individu dépend de la collaboration de tous - du comportement des groupes et des institutions de même que de l'utilisation rationnelle des moyens collectifs d'action et des mécanismes socio-économiques. Bref, tandis que, comme nous le verrons par la suite, l'opinion publique dans les sociétés capitalistes s'intéresse davantage aux hommes (chefs d'État, vedettes, maniaques, criminels, millionnaires, etc.) qu'aux processus institutionnels (fonctionnement des Parlements, rendement des usines et des fermes, etc.), en Union Soviétique on s'intéresse surtout aux processus institutionnels et aux hommes seulement dans les limites de leur rôle social.

En second lieu, dans une société où les individus concèdent des pouvoirs si étendus au groupe dominant, il faut s'attendre à ce que ceux qui administrent les biens publics - et ils doivent être relativement nombreux - soient un important sujet de préoccupation pour l'opinion. Le socialisme, a-t-on dit, écrasera la bureaucratie, sinon, la bureaucratie écrasera le socialisme. De fait, comme nous le verrons par la suite, la bureaucratie est la principale préoccupation des dirigeants soviétiques et le principal sujet d'intérêt de l'opinion publique en U.R.S.S.

En troisième lieu, dans une société où un seul entrepreneur, l'État, possède les biens et les services, il est moins nécessaire de recourir à la publicité pour stimuler artificiellement les goûts et les besoins des consommateurs que dans une société où la production des biens et des services dépend des initiatives d'entrepreneurs privées. L'État, en effet, par le monopole qu'il détient possède un moyen plus puissant que toute forme de publicité pour écouler ses produits. Il ne recourra à la publicité que dans la mesure où les conditions d'une économie planifiée l'exigeront. Or, nous montrerons par la suite que, dans les sociétés capitalistes, la publicité permet l'existence même des moyens d'information et d'expression de l'opinion publique et, par son contenu, contribue largement à la créer.

2. Détenteurs des positions de puissance et de décision

[Retour à la table des matières](#)

La structure socio-politique de l'Union Soviétique repose sur deux organisations pyramidales parallèles mais reliées l'une à l'autre à tous les paliers par suite d'une « union personnelle » résultant de la présence des mêmes hommes à la tête de l'une et l'autre organisations : celle du gouvernement et celle du parti communiste bolchevique. Pour autant qu'il est possible de caractériser ce système des plus complexes, disons que les chefs du gouvernement régneraient à la façon des rois constitutionnels anglais c'est-à-dire sans gouverner, tandis que les dirigeants du parti représenteraient le gouvernement effectif, à la façon du Parlement. Mais la situation est bien plus complexe du fait que les dirigeants du parti et les chefs du gouvernement sont les mêmes personnes. Poursuivant l'analogie avec la monarchie constitutionnelle anglaise, tout se passe comme si le roi en tant que roi se contentait de régner sans gouverner et qu'en même temps il gouvernerait sans régner comme premier ministre au Parlement. Mais, en Russie Soviétique, le gouvernement, dans sa fonction la plus élevée, dans la seule fonction précisément qui lui sera allouée dans la période du communisme supérieur, consiste dans « l'administration des choses ». De la sorte, les mêmes hommes qui contrôlent le parti et le gouvernement contrôlent aussi les entreprises, les services, les syndicales ouvrières, les mouvements de jeunesse, les institutions d'éducation et les moyens d'information et d'expression de l'opinion. Ce contrôle généralisé s'accomplit grâce à un réseau extrêmement intégré de « rouages de transmission » qui, à partir du centre situé à Moscou, descendent, en rangs parallèles mais encore une fois liés les uns aux autres, aux Républiques, de celles-ci aux Provinces, et de là aux régions et aux districts, pour aboutir finalement aux localités. Et le chef d'une institution locale est rigoureusement responsable vis-à-vis de son chef régional immédiat et ainsi de suite jusqu'aux quelque cinquante chefs suprêmes qui se contentent généralement du modeste titre de ministres du gouvernement de l'U.R.S.S.

Le groupe dominant dans la société soviétique est donc facile à identifier. Il est constitué de tous ceux qui sont en charge de la direction des rouages à un niveau quelconque du système multi-pyramidal. Ce groupe forme ce qu'on appelle en Russie Soviétique les cadres, cadres du parti, de l'industrie, de l'enseignement, de la presse, et ainsi de suite. il comprend les hommes de science, professeurs et autres catégories d'intellectuels, les administrateurs supérieurs, les techniciens et les ouvriers hautement spécialisés ¹⁸. Il est évident que plus la position occupée est élevée parmi les multiples échelons que comporte l'une ou l'autre des pyramides de fonctions, plus le rôle qui y correspond est revêtu d'autorité et de prestige. Mais, inversement, il va de soi que toutes les fonctions de responsabilité, aussi humbles qu'elles puissent être, procurent à ceux qui les détiennent une autorité et un prestige bien plus considérables qu'elles ne le comportent en elles-mêmes, du seul fait qu'elles associent ces hommes à une structure de contrôles bien définie et toute-puissante. Or, quel que soit le type de fonction qu'un individu soit appelé à remplir -qu'il s'agisse de gérance de ferme collective ou d'entreprise, de secrétariat d'une section locale du parti, d'enseignement ou de journalisme, peu importe - personne ne peut aspirer à de brillantes promotions dans son secteur sans devenir membre du parti ou du moins sans témoigner activement sa sympathie à l'égard de ce dernier. Dans la terminologie soviétique, les individus appartenant à cette catégorie de sympathisants et d'aspirants s'appellent bolcheviques « sans parti ». On peut donc conclure qu'en Russie Soviétique, c'est l'adhésion au parti qui ouvre la voie au prestige social. Il va de soi, bien sûr, que d'autres facteurs entrent nécessairement en ligne de compte dans le choix des candidats aux divers postes de l'industrie ou des services : qualifications requises, traits de tempéraments et ainsi de suite.

D'après ce critère, les détenteurs des positions de puissance et de décision en Union Soviétique seraient au nombre d'environ dix ou douze millions, le degré d'influence dont chacun est revêtu correspondant, dans la plupart des cas, à la position occupée dans la pyramide du parti. Mais il faut ici mentionner deux aspects importants de la structure de contrôle en ce pays.

¹⁸ Inkeles, Alex, « Social stratification and mobility in the Soviet Union : 1940-1950 », *American Sociological Review*, 1950, pp. 465-479.

Premièrement, même dans le cas de celui qui est à la tête du plus modeste rouage au niveau local, l'autorité qu'il détient vis-à-vis de ses subordonnés est absolue tout comme il est lui-même absolument responsable du fonctionnement du rouage vis-à-vis de son supérieur immédiat. Il est donc un chef dans le sens fort du terme et il exerce ainsi une influence profonde sur son entourage immédiat.

Deuxièmement, ce groupe dominant constitue un groupe rigoureusement fonctionnel. Son influence s'exerce d'une façon toute pragmatique, à l'occasion du travail, des loisirs, de l'enseignement, etc. Elle en pénètre d'autant plus profondément ceux qui la subissent.

Les élites dirigeantes étant identifiées, il s'agit maintenant d'apprécier les conditions de son action sur l'opinion publique. Ces conditions permettent une action virtuellement très efficace. En effet, les mêmes hommes qui exercent les fonctions de responsabilité dans les domaines les plus divers se trouvent en même temps en mesure, grâce à leur monopole des moyens d'éducation, d'information et d'expression, de dicter à la masse les opinions qu'ils désirent. À aucune autre époque de l'histoire et dans aucun autre pays, un groupe dominant ne s'est encore trouvé dans une position aussi favorable vis-à-vis de l'opinion publique. Le système de contrôle soviétique ne connaît pas d'autres limites que celles qui découlent des déficiences de fonctionnement au sein de la structure sociale. Et comme on le verra par la suite, l'opinion publique en Russie Soviétique se concentre précisément sur ces déficiences, afin de les faire connaître, de les critiquer et de demander qu'elles soient corrigées (tyrannie ou incompétence des fonctionnaires locaux, négligence des travailleurs, retards dans la production, etc.).

L'élite directoriale justifie sa situation par le recours à plusieurs arguments idéologiques qu'il importe de relever pour faire comprendre les processus de dégagement de l'opinion publique en Russie.

Les conditions du processus révolutionnaire en Russie tsariste conduisirent Lénine à reformuler les rapports établis par les marxistes entre la masse et l'élite ¹⁹.

Selon Lénine, le succès du mouvement révolutionnaire dépendait à la fois de la conscience de classe et de l'organisation du parti. Il fallait, à la tête du mouvement, un petit groupe de révolutionnaires professionnels, capables de tromper la vigilance de l'*Okrana* (police tsariste), d'agiter dans le secret et d'éveiller « du dehors » la conscience de classe chez les masses. Il traduisit cette exigence révolutionnaire sous la forme de deux concepts : pour lui, l'élite révolutionnaire éprouvée représente la « conscience objective » du mouvement prolétarien tandis que la masse en est la « conscience spontanée ». Celle-ci, qui formait il est vrai la trame de fond du processus révolutionnaire, demeurait cependant impuissante tant qu'elle n'était pas « activée » par la première.

Pour Lénine, le parti représentait « l'état-major général » de la classe ouvrière. A sa tête, il voyait « une douzaine de chefs éprouvés et de talent » ; ceux-ci dirigeraient un corps de « sergents-majors » triés sur le volet et parfaitement formés, qui à leur tour se verraient chargés de diriger l'« armée prolétarienne » dans la dure lutte des classes. L'autorité irait de haut en bas et la responsabilité, de bas en haut ²⁰.

¹⁹ Sur la question des rapports de l'élite et de la masse comme sur celle des processus d'accumulation du capital, Rosa Luxembourg fut le principal adversaire de Lénine. Voir à ce sujet ses articles publiés dans *Die Neue Zeit*, articles regroupés et publiés en français sous le titre *Marxisme, Réformisme et Léninisme*, Paris, 1934. Plekhanov, le premier théoricien marxiste de la Russie, n'était pas d'accord non plus avec « l'élitisme » de Lénine quoiqu'il vacilla entre l'opposition active et le silence. La question : « le parti doit-il grouper une élite de révolutionnaires éprouvés ou devenir un mouvement de masse » fut un des trois points fondamentaux de la rupture entre les communistes russes au Congrès de Bruxelles-Londres de 1903. La majorité qui fut favorable à la position de Lénine devint connue sous le nom de « bolcheviques » alors que la minorité fut désormais appelée « mencheviques ».

²⁰ Lénine, V. I., *Selected Works*, II, 409-457, 133-141, et IV (1) 44-50. Voir le même recours à la terminologie militaire par Staline dans son Rapport au Comité central plénier du parti communiste de 1937. (Il utilise les termes sui-

On créerait d'abord une « avant-garde » de marxistes éprouvés, laquelle propagerait graduellement la doctrine parmi les masses. « L'art de la politique (et la bonne compréhension par le communiste de ses tâches), a écrit Lénine, consiste dans l'appréciation correcte des conditions et du moment où l'avant-garde du prolétariat pourra s'emparer avec succès du pouvoir, puis, pendant et après cette prise du pouvoir, dans l'obtention d'un appui suffisant de la part de couches assez larges de la classe ouvrière et des masses laborieuses non prolétarienne [i.e. les paysans] et, par la suite, dans la conservation, la consolidation et l'extension de son pouvoir » ²¹.

Dans *Que faire ?*, écrit en 1902, Lénine traçait ainsi la ligne de conduite à suivre par l'élite révolutionnaire : « La classe ouvrière doit être poussée en avant du dehors ; il n'y a jamais eu assez d'une telle poussée du dehors... Nous, révolutionnaires professionnels, devons continuer et continuerons ce genre de poussée et avec cent fois Plus de vigueur que nous ne l'avons fait jusqu'à présent » ²².

Or, toujours selon Lénine, cette hiérarchie des rapports entre chefs et subordonnés qui ne fait en définitive que reproduire les divers degrés de développement de la conscience prolétarienne sera aussi nécessaire après la révolution que durant la période antérieure. Après la révolution, la principale tâche du parti sera de promouvoir l'éducation des masses. Le parti se transformera en une « école du communisme ». Il s'agira alors pour le parti non de « suivre » mais de « précéder » les masses, de les « éveiller » à la conscience de leurs intérêts à longue échéance.

vants : « état-major général », « corps d'officiers », « officiers non commissionnés », « soldats ».

²¹ *Ibid*, X, 91-92. Cette théorie a été incorporée dans le texte des statuts adoptés par le dix-huitième Congrès du parti en 1939 et retenue dans les statuts amendés lors du dix-neuvième Congrès en 1952. La Constitution de l'U.R.S.S. se borne à déclarer que le parti représente « le noyau dirigeant de toutes les organisations des masses laborieuses, tant publiques que gouvernementales » (art. 126).

²² *Ibid*, II, 137.

Cette doctrine de la direction active des masses par le parti est essentielle à la compréhension des caractères particuliers de l'opinion publique en Russie Soviétique.

L'opinion publique vise avant tout à influencer l'état d'esprit des masses. Elle cherche à convaincre et à persuader. « Toute la tâche des communistes, écrivit Lénine, se ramène à convaincre les éléments arriérés »²³. Dans *Le Léninisme*, Staline commente ainsi la position de Lénine : « La direction doit être apte à convaincre les masses que la politique du parti est bonne ; apte à propager des mots d'ordre - et à agir en conséquence - qui rapprochent les masses du Parti ».

Mais si le parti, qui représente la « conscience objective » du mouvement prolétarien, doit prendre en mains la direction, il ne doit cependant pas perdre contact avec la conscience prolétarienne « spontanée » représentée par les masses. Celles-ci, au cours de leurs labeurs quotidiens, acquièrent une expérience qui représente, pour ainsi dire, la matière première de la conscience prolétarienne. Cette expérience, le parti doit la connaître ; il doit aussi en tenir compte dans l'élaboration des programmes et dans la définition tactique des lignes générales de conduite. Selon Staline, « le parti est capable de convaincre les masses par leur propre expérience que sa politique est juste, s'assurant ainsi de l'appui de la classe ouvrière et incitant les larges masses des travailleurs à le suivre ». Il est donc essentiel que le parti puisse être mis au courant de l'état d'esprit des divers groupes sociaux. Aussi, faut-il s'attendre à ce que le régime d'expression de l'opinion publique en Union Soviétique permette le dégagement des sentiments populaires, dans la mesure tout au moins où ceux-ci peuvent servir à la définition ou à la ré-orientation des mots d'ordre ou des programmes. Le devoir d'informer le parti a toujours été considéré comme de stricte obligation pour tout citoyen soviétique. Mais il n'en demeure pas moins que le « professeur », c'est-à-dire le parti, lui qui concentre entre ses mains le contrôle des moyens d'information, a le pouvoir de déterminer les termes de référence (valeurs ou objets) de l'opinion publique. Il lui est donc loisible d'étendre ou de restreindre l'expression de l'opinion publique selon les besoins du moment et les problèmes qu'il a à résoudre. Inkeles a fort bien formulé la conception soviétique

²³ *Ibid*, X, 95.

de l'opinion publique : « La théorie soviétique ne néglige pas l'opinion publique. Mais elle répudie plus ou moins complètement la nécessité de la suivre et souligne le besoin de la façonner. Cela implique qu'on étudie l'opinion publique surtout pour déterminer le rythme, de ses propres actions » ²⁴.

Enfin, il faut retenir que l'action du parti s'exerce par les masses, ou plus précisément par les divers groupes sociaux. Chaque groupe, par son activité fractionnaire, a un rôle précis et distinct à jouer pour permettre la réalisation du programme d'ensemble. Les moyens d'information et d'expression devront donc être développés en conséquence. D'où il faut prévoir qu'ils seront hautement différenciés ²⁵.

3. Techniques d'influence sur la masse

[Retour à la table des matières](#)

Pour mener à bien sa tâche de formation de l'opinion publique, le parti dispose de trois moyens généraux : la propagande, l'agitation et l'organisation.

La différenciation typiquement soviétique établie entre propagande et agitation découle de la distinction, que nous venons de constater, entre « avant-garde » et « masse ». C'est Plekhanov qui a formulé pour la première fois cette distinction : « Un propagandiste présente de nombreuses idées à quelques personnes ; un agitateur ne présente qu'une ou peu d'idées, mais il les présente à une foule de gens » ²⁶.

La propagande consiste dans la présentation des idées des principaux théoriciens du marxisme et des principales étapes de l'histoire du parti. Sa principale fonction est d'« armer » ceux à qui elle s'adresse de façon à ce qu'ils soient aptes à répandre « la vérité » et à mener « le bon combat ». Elle s'adresse, donc avant tout aux groupes dominants

²⁴ Inkeles, Alex, *L'opinion publique en Russie Soviétique*, op. cit., 27.

²⁵ Pour cette question voir Inkeles, ibid., 26.

²⁶ Cité par Inkeles, ibid, 43.

de la société, aux membres du parti de même qu'aux sympathisants éclairés. Elle vise à la formation des chefs. Elle doit servir au succès de l'agitation.

Par contraste, celle-ci représente « le principal moyen d'éducation politique des larges masses de la classe ouvrière dans l'esprit du communisme. Elle s'adresse donc au premier chef aux masses et cherche à leur faire connaître les mots d'ordre et les décisions du parti, à leur expliquer la politique du parti et du gouvernement et à mobiliser tous les ouvriers pour une participation active et consciente à l'édification du nouvel ordre social ». Elle vise à créer dans la masse les dispositions désirées.

Les changements survenus dans la structure et la stratification sociales et, par voie de conséquence, dans la composition du parti, par suite de l'évolution socio-économique et des conséquences de la deuxième guerre mondiale, ont forcé les dirigeants soviétiques à différencier l'effort de propagande. On distingue maintenant trois niveaux de propagande : une première forme, qui s'adresse aux éléments supérieurs du parti, vise à former des marxistes éprouvés, capables d'assumer les plus hautes responsabilités et de participer activement à l'élaboration des programmes et des lignes de conduite ; une seconde forme, qui s'adresse à l'ensemble des membres du parti, a pour but de procurer à ceux-ci une connaissance suffisante de la doctrine et du programme du parti afin qu'ils puissent le représenter dignement dans leurs sphères d'activité respectives et comprendre les mots d'ordre qu'ils ont à transmettre et à faire appliquer ; une troisième forme, enfin, qui s'adresse à la nouvelle intelligentsia technique (ingénieurs, spécialistes, industriels, administrateurs), a pour objectif de lui inculquer la doctrine communiste conformément à l'interprétation qu'en donnent les dirigeants du parti. À chacun de ces niveaux correspond un degré propre d'instruction. La formation se fait surtout par communication orale, directe, des écoles spéciales étant abondamment pourvues à cet effet. En outre, les journaux consacrent de nombreux articles écrits spécialement à l'intention de cette intelligentsia ; et des conférences préparées à son intention par les meilleurs professeurs occupent un pourcentage élevé des émissions radiophoniques. Cependant, l'étude personnelle, par la lecture et la réflexion, est toujours considérée comme la méthode fondamentale de formation marxiste

des éléments supérieurs, des membres du parti et de l'intelligentsia nouvelle. Plus un homme est passé maître dans sa spécialité propre et plus on s'attend à ce qu'il ait lu, compris et assimilé le contenu des oeuvres fondamentales de la doctrine communiste.

De son côté, l'agitateur, d'ordinaire un membre du parti mais toujours au moins un sympathisant, a pour fonction de faire l'éducation politique et professionnelle de ses camarades de travail. Le travail d'agitation, qui comporte souvent beaucoup de risques à cause même de la situation délicate où se trouve placé l'agitateur, est considéré comme un devoir strict que le parti peut imposer à quiconque. Ce travail ne comporte donc aucune rémunération pécuniaire ; mais il constitue une des principales voies d'avancement dans le parti. Avant d'être promu agitateur, tout individu doit auparavant avoir suivi un séminaire spécial sous la présidence du secrétaire local du parti. De plus, ce dernier crée des écoles au niveau du district et de la région et le secrétariat du parti à l'échelon correspondant met à la disposition de l'agitateur, livres, journaux, matériel et documents de tout type ²⁷. Enfin, le parti publie une revue semestrielle, le *Guide de l'agitateur*, qui tire à plus de deux millions d'exemplaires et est publié en plusieurs langues. *Le Guide de l'agitateur*, note Inkeles, est, quant à la circulation, le plus important parmi les périodiques de tout type en Union Soviétique.

Les fonctions de l'agitateur sont diverses. La transformation de la structure sociale s'est reflétée dans les conceptions changeantes qu'on s'est faites de son rôle. Le besoin urgent d'une abondante main-d'oeuvre spécialisée tant dans l'industrie que dans l'agriculture a entraîné le développement, à côté de l'agitateur politique proprement dit, de l'agitateur « modèle », qui, par son exemple, propose à ses camarades les attitudes qui conviennent à un bon travailleur soviétique ²⁸. Il militera en faveur de la réduction du gaspillage, de l'honnêteté dans le travail, de nouvelles méthodes de production, etc., selon les circonstances et les besoins du moment. Sa production sera supérieure à quiconque et il travaillera à élever le rendement de ses camarades. Il sera donc un stakhanoviste bien informé. Toujours, il mettra en relief la

²⁷ Inkeles, *ibid.*, 71, qui cite le *Guide de l'agitateur*.

²⁸ Pour une analyse de ces fluctuations, voir Inkeles, *ibid.*, 88-123.

bonne façon socialiste d'entreprendre une tâche, d'aborder un problème ou de se faire une opinion. Homme de conviction profonde, il agira surtout par le contact personnel et par la communication orale directe. Bref, son rôle est de faciliter et d'accélérer la promotion de ceux qui occupent les strates inférieures de la société : il est, selon l'expression reçue, « l'organisateur des masses ». Depuis 1940 surtout une nouvelle catégorie d'agitateurs a été formée. Le désir d'intégrer plus profondément la nouvelle intelligentsia technique dans la société soviétique a conduit les dirigeants du parti à demander aux ingénieurs et aux techniciens de même qu'aux gérants des entreprises de servir comme agitateurs. Leur rôle consiste surtout à manifester de façon tangible la solidarité qui lie les éléments directoriaux et la masse des travailleurs en dépit des différences de statut et d'autorité et de l'écart énorme entre les revenus des uns et des autres ²⁹.

Il découle de ces considérations que le nombre des agitateurs doit nécessairement être très élevé. Inkeles parle d'une « armée d'agitateurs [que le parti] a mobilisée et organisée pour porter son message au peuple » ³⁰. Le parti entretient régulièrement un effectif de quelque deux millions d'agitateurs, soit un pour cent habitants ou un pour soixante-cinq adultes au-dessus de l'âge de quinze ans. La répartition territoriale n'est pas uniforme ; elle varie de région à région et les villes comptent généralement une proportion plus grande d'agitateurs que les campagnes. En 1949, l'Ukraine en comptait un pour cinquante ha-

²⁹ Inkeles énumère ainsi les fonctions remplies par l'agitateur : 1° il contribue à étendre et à améliorer le champ d'action des moyens d'information ; 2° il fournit, par son travail sur les groupes, un cadre dans lequel l'action du parti a le plus de chances d'être efficace ; 3° il forme un important lien personnel entre le parti et le peuple ; 4° étant une personne réelle, visible et tangible, il sert de cible commode à l'agressivité, à l'hostilité et au mécontentement des groupes ; 5° par son travail de communication orale directe, il rend possible un haut degré de différenciation dans le contenu de l'agitation et facilite la concentration sur les problèmes pressants de caractère local ; 6° il est en rapport constant avec des individus, peu nombreux, qui sont, en général, ses camarades immédiats de travail ; 7° il sert de source constante d'information pour le parti sur les attitudes et l'état d'esprit de la population. *Ibid*, 114-118. Sur la façon dont l'agitateur moyen remplit ces divers rôles, voir : Inkeles, *ibid*, 89 et suivantes.

³⁰ Inkeles, *ibid*, 66. Les chiffres qui suivent sont tirés de son livre, 66-67, et sont rapportés par la revue soviétique *Culture et Vie* no 17, 10 décembre, 1946 ; no 1, 11 janvier, 1947 et no 27, 30 septembre 1947.

bitants et Moscou, en 1946, un pour trente habitants. Par contre, dans certaines régions rurales isolées, on remarque de nombreuses fermes collectives, englobant des centaines de personnes, qui n'en possèdent pas un seul et doivent se contenter d'un agitateur de district qui leur rend visite deux ou trois fois par année. En outre, à l'occasion des campagnes électorales, le parti emploie environ trois millions d'agitateurs temporaires.

Ni la propagande ni l'agitation ne rempliraient les fonctions qui leur sont dévolues si les organismes responsables manquaient d'efficacité. Aussi, en Union Soviétique, considère-t-on l'organisation comme une activité spécifique, à côté de la propagande et de l'agitation proprement dites.

Le parti a créé un organisme particulier qui a la charge de la propagande et de l'agitation. Cet organisme est maintenant connu sous le nom de Département de la Propagande et de l'Agitation du Comité Central du parti communiste de l'Union Soviétique (appelé couramment le département de *l'Agit-Prop.*). Ce département constitue donc un élément de la structure générale du parti. Il « assume la responsabilité générale de façonner et de mobiliser l'opinion publique en vue de faciliter et de seconder efficacement la réalisation des buts à longue et brève échéance définis par la direction du Parti comme les fins de la nation entière. Il unifie et coordonne les vastes et multiples activités tendant à influencer l'opinion publique qu'exercent le parti, les services gouvernementaux et les organisations publiques placées sous le contrôle du parti... Dans le cadre des décisions politiques fondamentales adoptées par le Praesidium, (il) détermine tant la ligne générale que l'action particulière dans toutes les questions touchant directement l'opinion publique à tous les niveaux. Il doit porter les décisions du parti et du gouvernement à la connaissance du public, les lui expliquer, y gagner la population et la mobiliser en vue de leur exécution. Il est non seulement la principale voie de communication entre le parti et le peuple, mais aussi le principal instrument à travers lequel l'attitude des masses est communiquée aux dirigeants. Il est à la fois entonnoir et siphon, et ses dirigeants doivent veiller à ce que les lignes de communication soient, comme s'expriment souvent les journaux du Parti, « ouvertes du haut en bas et de bas en haut ». Ses activités vont des questions difficiles et délicates d'interprétation des textes marxis-

tes à l'explication donnée à l'ouvrier ordinaire pourquoi ses normes de production ont été changées ; et du choix de mots d'ordre pour la célébration de l'anniversaire de la révolution à la critique détaillée d'un obscur journal mural manuscrit dans quelque lointaine usine ou ferme » ³¹. Cette longue citation fait comprendre l'étendue des responsabilités confiées au département de la propagande et de l'agitation. Il est à noter cependant que sa fonction se borne à arrêter les politiques à suivre ; les organismes ordinaires du parti et du gouvernement veillent à l'exécution de ces politiques. Ainsi, ce n'est pas le département mais bien des services gouvernementaux spéciaux qui administrent les journaux, la radio et le cinéma. Cependant, des représentants du département siègent régulièrement aux réunions des diverses commissions du ministère de la culture.

L'organisation administrative du département, tout comme le gouvernement et le parti, se modèle selon une structure pyramidale. À sa tête se trouve le directeur, lui-même secondé par trois ou quatre vice-directeurs. Ceux-ci ont la responsabilité immédiate des grands services du département et dirigent le chef administratif de chacun des services. Ces services comportent les mêmes divisions territoriales que le gouvernement et le parti : services républicains, régionaux, etc., jusqu'aux services d'usine et de localité. Les services locaux ne comprennent généralement qu'un secrétaire, qui agit parfois en même temps comme secrétaire du parti. À l'exception du directeur et des vice-directeurs généraux qui sont nommés par le comité central du parti, les responsables de chacun des services territoriaux sont choisis par l'organisation correspondante du parti, avec, dans le cas des fonctionnaires les plus importants, l'approbation de l'échelon hiérarchique supérieur. En outre, chacun des services inférieurs est sous la surveillance du service supérieur, jusqu'à ce qu'on arrive au sommet de la pyramide avec l'administration centrale. Ainsi donc, on peut conclure avec Inkeles que « le contrôle absolu de toutes les questions touchant l'opinion publique est concentré et centralisé au sein du département de la propagande et de l'agitation dont l'autorité s'étend jusqu'au plus modeste secrétaire à la propagande et à l'agitation du plus petit comité

³¹ Inkeles, *ibid.*, 33-34.

exécutif de quelque lointaine organisation de base dans une usine ou un village » ³².

Trois remarques principales se dégagent de cette analyse de la propagande et de l'agitation.

Premièrement, l'analyse confirme la thèse de Stoetzel ³³ selon laquelle la fonction principale de la propagande (et de l'agitation) est la création, chez les individus, des attitudes requises ; plus précisément, elle vise à combler l'écart entre les opinions individuelles et les opinions publiques. Mais, si la propagande traduit l'absence, parmi les individus, des attitudes jugées désirables par le groupe dominant d'une société, il n'en reste pas moins, comme Stoetzel le note, que son succès dépend de l'existence préalable d'un climat général favorable. Or, selon nous, un tel climat ne peut se dégager que là où les conditions sociales d'ensemble permettent un certain niveau de bien-être et laissent prévoir une amélioration constante de ce niveau dans l'avenir. Par conséquent, et c'est ce que notre étude du cas de l'Union Soviétique vise à démontrer, les modalités techniques d'une propagande (et d'une agitation) donnée sont une fonction du système social global et ne prennent un sens que par référence à celui-ci.

Deuxièmement, notre analyse confirme aussi l'hypothèse de E. L. Bernays ³⁴ selon laquelle l'évolution des structures sociales dans les sociétés industrialisées et urbanisées aurait fait apparaître une « propagande nouvelle » qui ne cherche plus seulement à « influencer » l'opinion mais qui, en outre, cherche à « connaître » les attitudes effectivement partagées par les individus. Si la propagande vise toujours à modeler l'opinion publique, elle va généralement dans le sens des aspirations profondes d'une population du moins telles qu'elles sont reformulées par l'idéologie dominante. Nous rejoignons ainsi les commentaires que nous avons faits à propos de la thèse de Stoetzel.

Troisièmement, nous avons souligné plus haut que la propagande [et l'agitation], en Union Soviétique se trouvait parfaitement adaptée

³² *Dix-huitième congrès du parti communiste*, cité par Inkeles, *ibid.*, 39.

³³ Stoetzel, Jean, *op. cit.*, 171.

³⁴ Bernays, E. L., *Propaganda*, Liveright, New York, 1928, 48.

aux besoins et aux intérêts du parti. Si le parti, cette machine colossale, peut se présenter au simple citoyen soviétique comme un être réel, et bien vivant, en chair et en os, c'est grâce à l'ingénieuse organisation de la propagande et de l'agitation. Cette organisation découpe la structure massive de la société en sous structures qui dégagent de façon méticuleuse les groupes communautaires naturels de voisinage et de travail. Il est paradoxal de constater que, dans un pays généralement dépeint comme le prototype parfait de la société « de masse » et d'un collectivisme où tout caractère individuel est aboli, les rapports entre les individus et le groupe qui est chargé jusque dans les moindres détails des décisions communes s'établissent à un si haut degré par une chaîne de communications orales directes, de personne à personne. L'ampleur des échanges de vue partant sur les problèmes communs qui doivent se dérouler en Union Soviétique constitue pour nous un sujet d'étonnement, Et le succès apparent d'un système établi d'après le principe de la plus grande uniformité des fins dans la plus grande diversité des rapports nous confond également.

4. Modalités d'expressions de la masse

[Retour à la table des matières](#)

L'Union Soviétique se définit comme une démocratie prolétarienne. Cependant, puisque, selon la position officielle, l'accord général sur les buts généraux et sur les grands moyens est acquis, la démocratie prolétarienne ne doit pas être aménagée de façon à permettre le dégagement de l'opposition, c'est-à-dire de formules politiques alternatives, cette opposition n'existant pas dans la réalité. Aussi considère-t-on avec mépris les régimes politiques qui permettent une opposition légale, le bi- ou le multi-partisme, etc. Ces régimes, estime-t-on, réalisent tout au plus une forme inférieure de la démocratie, la forme que permet une société où subsistent les antagonismes de classe. De plus, ces démocraties sont purement formelles ; elles reflètent l'hypocrisie de la classe dominante qui, quel que soit le parti au pouvoir, gouverne toujours et fait partout prédominer ses intérêts de classe. Par contre, conclut-on, la démocratie prolétarienne permet la participation

active de la masse à la direction assumée par des chefs qui prétendent représenter ses intérêts réels.

Mais comment s'institue donc la démocratie prolétarienne ? Le principe qui prévaut est connu sous le nom de « centralisme démocratique ». Il comporte quatre éléments : les dirigeants, depuis le Comité Central du Parti de l'U.R.S.S. et les membres du Soviet Suprême jusqu'au secrétariat exécutif de l'organisation locale, sont désignés par leur organisation respective, inscrits sur une liste unique et élus par mode de scrutin universel et secret ; les dirigeants sont responsables non pas devant les citoyens en général mais vis-à-vis de leur organisation respective ; une stricte discipline fondée sur la loyauté, la soumission et l'adhésion unanimes, et non pas sur la règle de la majorité, assure la rapidité et l'efficacité des décisions ; les décisions des organisations supérieures engagent les organisations inférieures. Comme le note Inkeles, « les deux premiers éléments représentent l'aspect démocratique du principe du centralisme démocratique, les deux derniers en étant l'aspect centraliste » ³⁵.

Le centralisme démocratique lie étroitement subordination et participation. « Vivre dans une société, a écrit Lénine, et être libre par rapport à cette société est impossible ». La liberté, telle qu'on la conçoit en Union Soviétique est, pour l'individu, le fruit de la participation aux objectifs et aux efforts collectifs. L'individu ne formule pas les objectifs, il s'y associe. Cette association s'accompagne du droit, voire même du devoir de critique. L'individu doit être, selon la formule reçue, un activiste ³⁶.

³⁵ Inkeles, *ibid.*, 30.

³⁶ Afin de mettre l'accent sur la nécessité de la critique, les statuts du parti furent amendés en 1952 de façon à inclure non seulement le droit « de critiquer tout fonctionnaire du parti aux réunions du parti » mais aussi le droit « de faire rapport à la direction du parti, même au Comité central du parti, des déficiences constatées dans le travail, quelles que soient par ailleurs les personnes impliquées ». L'amendement se poursuit ainsi : « Un membre du parti n'a aucun droit de taire un état de choses insatisfaisant et de laisser passer sous silence les erreurs commises. Une telle omission mettrait en danger les intérêts au parti et de l'État. Et celui qui chercherait à dissuader un membre du parti d'accomplir son devoir de critique devra être sévèrement puni puisqu'il viole les

En effet, chaque citoyen a l'obligation de vérifier l'exécution, par les administrateurs et par ses camarades, des décisions qui émanent des organisations supérieures et des tâches qui ont été confiées à son groupe. Cette vérification s'appelle « contrôle ».

La faiblesse des contrôles institutionnels à la disposition des individus, en tant que tels, est frappante. Le système électoral soviétique n'est pas conçu comme permettant un contrôle effectif. Des commissions spéciales d'enquête (dites commissions de contrôle) ont été créées mais, en raison sans doute de la masse énorme des faits à vérifier, elles n'ont produit que peu de résultats. Dès les premières années du nouveau régime, il est apparu que dans une société où virtuellement toutes les activités étaient planifiées, le contrôle devait être universel et permanent. De sorte que chacun devait devenir le « contrôleur » de son voisin. C'est de cette condition de la réciprocité des contrôles que se sont développées la « critique » et l'« autocritique », qui constituent les véritables formes institutionnalisées du contrôle social en Union Soviétique.

Dans un article paru dans *Le Bolchéviste*, en mars 1948, K. Simonov a formulé en ces termes l'impératif catégorique de la critique et de l'autocritique : « Le processus de développement de la nouvelle conscience, de la nouvelle moralité est un processus très compliqué. Il ne constitue pas un mouvement continu. Il implique au contraire une lutte douloureuse et ardue... Nous ne devons pas critiquer seulement ce qui a été mal fait ; nous devrions aussi nous faire reproche pour ce que nous-mêmes n'avons pas suffisamment bien fait du point de vue de celui qui serait un parfait socialiste ».

L'autocritique « dénonce les défauts et les erreurs dans le travail des personnes, des organisations et des institutions, sur la base d'une discussion libre et concrète par les travailleurs de tous les problèmes de la vie économiques et politique ... (et) développe l'aptitude à voir, découvrir, reconnaître ses propres erreurs et à en tirer des leçons » ³⁷.

intérêts du parti ». Or cette nouvelle règle du parti a été aussi étendue à toutes les activités et domaines où le parti lui-même n'est pas directement impliqué.

³⁷ *Dictionnaire politique de l'U.R.S.S.*, d'après Inkeles, *ibid.*, 183.

Il existe deux formes de critiques : la critique « par en haut », c'est-à-dire celle qu'exercent le parti et les divers organismes de surveillance ; la critique « par en bas », celle qui émane des individus et qui intéresse plus directement notre propos. La critique « par en bas » se décompose elle-même en deux formes, selon que l'individu critique ses camarades ou les fonctionnaires responsables des organismes publics, du parti ou du gouvernement.

Les domaines et les sujets auxquels la critique peut s'appliquer sont rigoureusement définis : elle doit se borner à l'examen des déficiences possibles dans l'exécution des programmes ; elle ne doit jamais porter, du moins tant qu'une nouvelle ligne n'a pas été élaborée, sur les programmes eux-mêmes, ceux-ci ayant été présumément adoptés à l'unanimité. De plus, la critique ne doit jamais viser les membres du Praesidium du Comité Central du P.C.U.S.S.R., non pas parce que ceux-ci sont réputés infaillibles mais parce que leur mandat implique qu'ils ont la confiance absolue de la population. Cependant, les dirigeants peuvent et doivent se critiquer entre eux, et se critiquer eux-mêmes. Ce genre de critique au sommet de la pyramide ne s'exerce que rarement en comparaison de la critique qui prévaut aux échelons inférieurs ; mais, par ses conséquences, elle est infiniment plus grave puisqu'elle signifie généralement la destitution politique de celui qu'elle implique.

La critique est le principal moyen utilisé pour contenir les fonctions bureaucratiques dans des limites raisonnables. Dans une société comme l'Union Soviétique où l'appareil du parti et du gouvernement est développé à l'extrême, le contrôle de la bureaucratie pose un épineux problème dont les dirigeants d'ailleurs sont bien conscients.

Inkeles a étudié avec soin le fonctionnement de la critique.³⁸ Celle-ci, tant la critique « par en haut » que la critique « par en bas », s'exerce surtout au moyen de la presse. Sans doute n'importe quel ci-

³⁸ Inkeles, *ibid.*, 185-205. L'ouvrage de Margaret Mead, *Soviet attitudes toward authority. An interdisciplinary approach to problems of Soviet character*, McGraw-Hill, N.Y., 1951, quoique remarquable par ailleurs pêche cependant par l'usage abusif et parfois naïf de notions et technique « psychologiques » calquées sur la situation américaine !

toyen peut écrire à la presse. Et il semble que les lettres venant d'individus de toutes conditions soient nombreuses. Mais soucieux de ne rien abandonner au hasard, le parti a créé une catégorie spéciale de citoyens auxquels incombe spécialement la responsabilité de la critique « par en bas » dans la presse. Ce sont les *rabselkor* ou correspondants ouvriers et paysans. Ceux-ci ont pour tâche d'écrire périodiquement, au nom de leur organisme, de leurs camarades ou en leur propre nom, des lettres aux directeurs des journaux. Une des fonctions principales des directeurs de journaux soviétiques, qui sont tous membres du parti, consiste justement à créer et maintenir un réseau de correspondants non professionnels le plus vaste possible ; et l'efficacité des directeurs est parfois jugée d'après le nombre de lettres qui leur parviennent quotidiennement.

Selon la *Petite Encyclopédie Soviétique*, le *rabselkor*, lui-même membre du parti ou sympathisant actif, « n'est ni appelé, ni élu (mais) assume volontairement la responsabilité sociale d'informer la presse des insuffisances et des réalisations de son atelier, de la production en général et du travail et de la vie des ouvriers et des employés ». Le *rabselkor* est considéré comme le « porteur actif de la ligne générale du parti » et l'un des nombreux auxiliaires « populaires » de l'appareil du parti. Il est un chaînon important de la chaîne qui lie le parti à la masse et la masse au parti. Il doit « jeter un regard pénétrant sur toutes les phases importantes de la construction socialiste », et Staline a parlé de lui comme d'un « commandant de l'opinion publique prolétarienne ».

Dès 1925, le mouvement *rabselkor* comptait plus de 150,000 membres et en 1939, selon la *Grande Encyclopédie Soviétique*, plus de deux millions. Certains journaux de district avaient cinq cents correspondants. La surveillance du mouvement incombe au département de la propagande et de l'agitation ; mais ce sont les organisations locales du parti qui ont pour tâche de l'organiser.

D'après l'objectif fixé par le parti, les petits journaux devraient recevoir des lettres par dizaines et les grands par centaines. Dans la mesure où les statistiques sont publiées, les résultats paraissent satisfaisants. Ainsi, en 1935 et 1936, la *Pravda* reçut une moyenne annuelle de 120,000 lettres ; en 1937 et en 1938, de 210,000 lettres. Un journal

républicain doit recevoir par an au moins 80,000 lettres et un petit journal de district de 3,000 à 7,000 lettres.

Tous les journaux soviétiques, dont les plus grands ne *comprennent que* quelques feuilles, publient chaque jour quelques-unes de ces lettres et donnent des résumés de celles qui traitent d'un même sujet. Un comité spécial est chargé d'étudier toutes les lettres et d'en transmettre une copie aux fonctionnaires responsables et aux services publics, pour acte, avis ou enquête. Le journal répond en outre à chaque lettre reçue et rend compte au correspondant de la démarche entreprise ; il est aussi chargé, s'il y a lieu, de mener l'enquête réclamée. Enfin, il doit faire part du résultat obtenu.

La *fonction de rabselkor*, forme principale sous laquelle s'exprime la critique « par en bas », entraîne une responsabilité sérieuse. Elle permet aux dirigeants de prendre connaissance des doléances de la population ; elle constitue le contrôle le plus efficace de la machine bureaucratique soviétique et, notamment, elle exerce une action de freinage sur les tendances despotiques si coutumières aux fonctionnaires locaux. Elle dénonce les insuffisances des services publics, de même que les incompétences et les malversations des gérants d'usines ou de fermes collectives. C'est pourquoi on exige de la part des *rab-selkor* des informations exactes. C'est là une fonction non sans dangers puisque le *rabselkor* peut être sévèrement puni pour avoir transmis une information inexacte ou simplement pour s'en être pris à un fonctionnaire dont il ignorait l'influence auprès des dirigeants du parti ³⁹.

³⁹ D'après Inkeles, la critique dans la presse accomplit les fonctions suivantes : 1° elle permet le contrôle de la bureaucratie ; 2° elle permet de former la masse de façon à ce qu'elle devienne en mesure d'assumer la tâche de gouvernement du pays ; 3° elle sert de voie de communication entre le parti et le peuple ; 4° elle permet l'expression des tensions et la canalisation des tendances agressives dans la société soviétique ; 5° elle sert de substitut à un système d'élections libres en ce sens qu'elle permet « de jeter dehors les coquins ». Par contre, toujours selon Inkeles, l'autocritique comporte aussi des aspects dysfonctionnels pour le système : 1° elle peut facilement échapper au contrôle et devenir « destructive » plutôt que « constructive » ; 2° elle peut avoir sur l'opinion publique un effet de boomerang, dans la mesure où les carences que relève le correspondant ne tiennent pas à une déficience administrative, mais

5. Moyens d'information et d'expression

[Retour à la table des matières](#)

L'Union Soviétique, on le sait, a vaincu rapidement l'analphabétisme. Elle s'est consacrée à la tâche de l'édification du socialisme au moyen de l'éducation. Comme plusieurs autres pays, elle est aux prises avec le problème de la présence, sur son territoire, de plusieurs groupes nationaux et linguistiques fortement enracinés. Cette situation rend plus difficiles la diffusion du socialisme et l'uniformation des mentalités. Le groupe dominant, pour des raisons tenant à la fois de l'histoire et de l'économie, se constitue de grands Russes dans une proportion bien supérieure au pourcentage de l'ensemble de ce groupe ethnique par rapport à la population totale. Ce groupe, on l'a vu, institue les contrôles les plus rigides pour assurer son emprise générale, et pour gagner l'ensemble de la population à ses objectifs. Il vise à l'action rapide et efficace.

Or, sur la question des nationalités et plus précisément des langues, il semble qu'il ait choisi la formule la plus difficile et la moins sûre. Il a non seulement toléré la survivance mais encore permis le développement intensif des cultures. Il a ordonné, dans certains cas pour le bénéfice de quelques dizaines de milliers d'individus seulement, la création d'alphabets pour la langue écrite, de lexiques et de grammaires. Il a tenu compte de la distribution linguistique dans le découpage administratif du territoire, cela parfois au détriment de l'homogénéité des régions économiques ; il a ordonné la publication de tous les documents officiels d'intérêt général dans toutes les langues du pays ; il a reconnu le droit de chaque Soviet Suprême républicain de tenir ses délibérations et de publier ses documents dans la langue régionale ; il n'y a pas en Union Soviétique d'« écoles séparées », parce que toutes les langues et toutes les cultures sont considérées comme capables de

résultent du système soviétique lui-même et du programme général établi ; 3° elle ne suffit pas comme moyen de sondage de l'opinion publique, parce que le problème de l'échantillonnage n'est pas résolu (198-205).

servir d'instruments à la formation de bons citoyens de l'Union Soviétique.

Il a fallu traduire en plus de cinquante langues et dialectes les grandes oeuvres du marxisme-léninisme. Dans plusieurs cas, la structure linguistique ne se prêtait pas à la traduction du vocabulaire abstrait et des concepts ésotériques marxistes d'origine largement allemande. Il a fallu parfois constituer toute une série de nouveaux symboles linguistiques et même, dans certains cas, au risque de confusions doctrinales, se satisfaire d'approximations de l'original russe.

Ni Marx, ni Lénine lui-même comme théoricien, n'étaient favorables à la diffusion des cultures particulières sous le socialisme. Ils estimaient plutôt qu'une des conséquences fatales de l'avènement du socialisme serait la disparition des cultures et des entités nationales et leur fusion dans une même collectivité internationale. C'est surtout Staline, géorgien et d'abord commissaire des nationalités sous le nouveau régime, dont on sous-estime grandement la valeur comme théoricien tactique, qui a posé les fondements doctrinaux de la politique des nationalités soviétiques.⁴⁰

Selon Staline, pour aborder la question nationale (et coloniale), il faut d'abord distinguer entre la phase supérieure du communisme et la période de transition ; il faut ensuite distinguer, dans la culture, la forme (langue, etc.) et le contenu (les diverses idéologies) ; dans la phase supérieure du communisme, il va de soi, selon lui, que toutes

⁴⁰ Les principaux écrits de Staline sur le sujet sont : *Le marxisme et la question nationale* (1913) ; le *Rapport* sur la question nationale présenté à la VIIe conférence du P.O.S.D.R. (12 mai 1917) ; *La révolution d'octobre et la question nationale* (1918) ; *De la façon de poser la question nationale* (1921) ; *Rapport sur la réunion des Républiques Soviétiques*, présenté au Xe congrès des Soviets de la R.S.F.S.R. (26 décembre, 1922) ; *Rapport sur les facteurs nationaux dans l'édification du Parti et de l'État*, présenté au XIIe congrès du parti communiste (23 avril 1923) ; *Discours sur les « droites » et les « gauches »* dans les Républiques et régions nationales, IVe conférence du Comité central du parti communiste (10 juin 1923) ; et *Rapport sur les déviations dans la question nationale*, présenté au XVIe congrès du parti communiste de l'U.R.S.S. (27 juin 1930). Plusieurs de ces écrits ont été reproduits, en entier ou en partie, par les *Éditions Sociales* sous le titre : *Le Marxisme et la question nationale et coloniale* par Joseph Staline, Paris, 1953.

les cultures nationales, tant dans leur forme que dans leur contenu, fusionneront en une seule culture internationale. Par contre, dans la période de transition, qui est essentiellement une période de développement économique et d'éducation socialiste, il faut accepter et même favoriser la multiplicité des cultures. Ici, cependant, Staline fait la distinction entre culture nationale bourgeoise et culture nationale socialiste : la première est nationale dans son contenu et bourgeoise dans sa forme ; la seconde, nationale aussi dans son contenu mais socialiste dans sa forme. Or, selon Staline, la culture nationale bourgeoise, parce qu'elle est l'expression des classes dominantes, est néfaste pour les groupes culturels minoritaires : les premières briment les seconds en les privant d'écoles, de journaux et de symboles d'identification nationaux. Inversement, la culture nationale socialiste, justement parce qu'elle favorise l'épanouissement non pas du groupe majoritaire ou du groupe le plus fort mais de l'ensemble de la masse prolétarienne, se trouve, de son côté, à favoriser, par tous les moyens, l'éclosion et l'épanouissement de toutes les cultures populaires et à leur accorder de plein droit une position d'égalité parmi toutes les cultures d'un pays (ou du monde), sans égard à leur composition numérique ni à leur puissance respectives. La culture nationale socialiste de la période de transition devrait cependant permettre l'éducation des masses conformément à l'esprit du socialisme international et renforcer la dictature du prolétariat. Et lorsque le processus de développement économique et d'éducation des masses aura suivi son cours normal, c'est-à-dire, lorsque les masses auront été suffisamment éduquées, conformément à leur culture propre, à l'internationalisme communiste, elles briseront d'elles-mêmes la forme nationale des cultures ; et alors, une culture internationale, socialiste tant dans sa forme que dans son contenu, se développera : « Ainsi donc, dit Staline, l'épanouissement des cultures (et des langues nationales) en période de dictature du prolétariat... est nécessaire afin justement de préparer les conditions de leur dépérissement et leur fusion dans une seule culture socialiste commune, une seule langue commune, lors de la victoire du communisme dans le monde entier ».

Il est clair que dans l'esprit des dirigeants soviétiques, les concessions tactiques sur le fond doivent finalement être au profit de la forme. Le principe général qui préside à la diffusion parmi les cultures

des symboles et des normes socialistes est connu sous le nom de « réalisme socialiste » ⁴¹.

Les Statuts de l'Union des écrivains soviétiques, établis lors du 1er congrès fédéral des écrivains soviétiques en 1924, donnent la définition suivante du réalisme socialiste : « Le réalisme socialiste est la méthode fondamentale de la littérature et de la critique littéraire soviétiques : il exige de l'artiste une présentation véridique, historiquement concrète, de la réalité saisie dans son processus de développement révolutionnaire. En outre, il doit contribuer à la transformation idéologique des travailleurs dans l'esprit du socialisme ».

L'art, comme toute autre expression symbolique de la réalité, reflète les conditions existantes. Dans une société bourgeoise, se développera un art bourgeois ; dans une société socialiste, un art socialiste. Le réalisme bourgeois (ainsi celui de Balzac) vise à une représentation conforme au réel sans doute, mais la conformité ne saurait être qu'ambiguë par suite des contradictions inhérentes au réel ; il ne sait donc représenter qu'un symbolisme formel qui n'engage pas absolument l'artiste. Par contre, le réalisme socialiste fournira une représentation non ambiguë du réel, parce que celui-ci est devenu limpide et cohérent ; l'art doit donc ici reproduire parfaitement le symbolisme socialiste ; l'artiste se trouve complètement engagé dans l'œuvre commune ; il a une fonction sociale spécifique à remplir, l'éducation socialiste du peuple aux lettres, aux arts et aux sciences. Le « vieux » réalisme (le réalisme bourgeois), parce qu'il n'a pas de but, est privé de perspective historique. Par contre, le déroulement entier de l'histoire passée de même que les grands horizons de l'avenir s'ouvrent au « nouveau » réalisme (réalisme socialiste) et cela grâce à l'idéal communiste, idéal qui embrasse toute chose et vers lequel tend irrésistiblement le réel. Dans les termes de l'écrivain soviétique Leonid Leonov « ce monde à venir que nous imaginons est plus réel et plus conforme aux besoins de l'homme que le paradis des chrétiens... » Alors il n'y aura ni pauvres, ni guerres, ni prisons, ni frontières, ni maladies et peut-être

⁴¹ Sur ce sujet, voir : Freville, Jean, Marx, Lénine, Staline sur la littérature et l'art, Paris, 1937. La revue *Esprit* (février 1959) publia sur le même sujet un extraordinaire document non signé dont elle assure qu'il est d'un écrivain soviétique orthodoxe.

même pas de mort. Chacun, suivant la formule, obtiendra selon ses besoins et travaillera selon ses capacités. Le « vieux » réalisme s'enracinait dans le scepticisme ; le « nouveau » réalisme s'installe au cœur de la finalité. Il ne dit pas : « l'homme descend du singe » ; mais « le singe est destiné à devenir homme ». Il dit aussi que le monde de la commune primitive a été nécessaire pour qu'il en sortît l'esclavage ; l'esclavage a été nécessaire pour permettre le féodalisme ; celui-ci, de même, pour l'apparition du capitalisme, dernier stage nécessaire avant l'avènement du socialisme. Le « vieux réalisme » substituait à l'explication cohérente des faits et des événements des liens de causalité illusoire et purement fortuits ; les historiens français donneront dix ou même trente explications différentes de la révolution, c'est-à-dire, ils ne l'expliquent pas. Le « nouveau réalisme » procure au contraire une explication unique et nécessaire des faits et des événements. Ainsi, le premier écolier soviétique venu dira que la révolution française a été nécessaire pour déblayer le terrain et hâter ainsi l'avènement du communisme.

« L'ancien » réalisme est périmé ; le « nouveau » réalisme procure la formule du présent et de l'avenir ; dans le chapitre IV de l'Histoire Abrégée du Parti Communiste (b), Staline écrit : « Il peut y avoir divers systèmes d'idées générales et de théories. Il y en a de vieux, de périmés, qui servent les intérêts des forces sociales retardataires. Leur fonction est de freiner le développement de la société et sa marche en avant. Il y en a par contre de nouveaux, progressistes, qui servent les intérêts des forces sociales d'avant-garde. Leur sens est de faciliter le développement de la société et sa marche en avant ».

Comme tout le reste, la littérature et l'art doivent servir, selon l'expression de Lénine, de « rouages et vis » de la marche soviétique. Selon le décret sur la littérature du Comité Central du parti communiste du 14 août 1946 : « Nos revues (nos livres, nos journaux), qu'elles soient scientifiques ou artistiques, ne peuvent être a-politiques... La force de la littérature soviétique, la littérature la plus avancée du monde, vient du fait qu'elle ne saurait exprimer d'autres intérêts que ceux du peuple, de l'État ». De même Khrouchtchev, devant un groupe d'intellectuels soviétiques a déclaré en 1957 : « La littérature et l'art sont parties inhérentes de la lutte de tout le peuple pour le communisme... La plus haute fonction de la littérature et de l'art consiste dans

le service qu'ils rendent à l'effort de mobilisation du peuple en vue de nouvelles victoires à remporter dans notre marche conquérante vers le communisme ». Et Khrouchtchev continue en disant :

« Un artiste qui sert consciencieusement le peuple ne se demande pas s'il est libre ou non dans son travail. La question ne se pose même pas pour lui : un tel artiste sait parfaitement comment aborder les phénomènes de la réalité ; il n'a pas besoin de se « conformer », ni de se « contraindre ». Représenter fidèlement la réalité selon ses convictions communistes est une exigence de son âme ; il se tient solidement sur ses positions, il les affirme et les défend par son oeuvre. »

C'est le parti lui-même qui est chargé d'interpréter la conformité des oeuvres dans les domaines les plus divers avec le réalisme socialiste. Bien que la présente étude ne doive concerner directement que les grands moyens de communication (presse, radio, cinéma), il était essentiel de faire comprendre le principe selon lequel journalistes, auteurs, conférenciers, publicistes, et autres créateurs du contenu des mass media, pensent, écrivent et parlent ⁴².

⁴² Il va de soi que la surveillance par le parti des publications soviétiques ne se confine pas à la presse, à la radio et au cinéma. Elle s'applique aussi aux publications scientifiques : la conformité des théories scientifiques (du moins dans les explicitations parafilosophiques qui accompagnent généralement leur présentation) au réalisme socialiste est aussi scrutée attentivement. Est-il besoin de rappeler la fameuse querelle entre biologistes au début des années 1930 qui prit aussitôt une allure « philosophique » et reçut finalement une solution « brutale » qui fut inspirée par le parti et par Staline lui-même. Le meilleur exposé des conditions dans lesquelles se déroula le débat est celui de David Joravsky, « Soviet marxism and biology before Lysenko », *Journal of the History of Ideas*, Vol. XX, no 1, Jan. 1959, 85-105. Pour ce qui concerne la presse, la radio et le cinéma, nos remarques s'inspirent largement d'Inkeles, *L'Opinion publique en Russie Soviétique*, op. cit., 125-288.

a) la presse

[Retour à la table des matières](#)

La presse est considérée comme un puissant instrument d'organisation, d'instruction et d'éducation communistes des masses, à la disposition du parti. Elle est aussi, comme nous l'avons vu, le principal moyen par lequel s'exprime la critique « par en bas ». Le principe qui gouverne la presse est le partiinost, ou loyalisme militant envers le parti. Elle est, suivant l'expression de Staline, une « courroie de transmission entre les masses et le parti ». « La presse, dit-il, est le principal instrument à l'aide duquel le Parti parle tous les jours, à toute heure, à la classe ouvrière dans sa propre langue indispensable. On ne peut trouver... aucun autre moyen aussi puissant que celui-là pour tisser des liens spirituels entre le Parti et la classe ouvrière, pas d'autre outil aussi souple ». La presse soviétique, selon les théoriciens, est libre parce qu'elle n'est pas contrôlée par le capital privé ⁴³ ; mais elle ne saurait être « indépendante » ou plutôt « l'indépendance de la presse réside dans sa plus étroite dépendance de la classe ouvrière ». Ici, l'accent porte moins sur l'acte ou l'expression de la liberté que sur ses résultats. Il s'agit non pas tant du droit d'expression que de l'accès aux moyens d'expression. Selon les théoriciens soviétiques, cet accès est dénié à la majorité dans les pays capitalistes alors qu'il est ouvert à tous en Union Soviétique. De même on ne répudie pas la notion d'« objectivité » mais on dit que l'objectivité de la presse doit servir les intérêts des intellectuels et des travailleurs prolétariens, c'est-à-dire, doit comporter l'élément de partiinost. En outre, la presse soviétique s'intéresse davantage aux processus sociaux qu'aux événements. Elle ne s'occupe pas tant de transmettre des nouvelles que de faire de la

⁴³ La Constitution de l'U.R.S.S. déclare que « la loi accorde aux citoyens de l'U.R.S.S.... la liberté de presse (et) ces droits civils sont garantis par la mise à la disposition des travailleurs et de leurs organisations de presses à imprimer, de stocks de papier... et d'autres fournitures matérielles » (art. 125). Mais cette section réfère à la partie principale du même article qui porte sur les droits civils et qui déclare expressément que les libertés ne sont accordées qu'« en conformité aux intérêts des travailleurs et afin de renforcer le système socialiste ».

propagande et de l'agitation, c'est-à-dire de communiquer des idées et des mots d'ordre. Les directeurs de journaux, n'étant pas dans l'obligation de se soumettre à l'afflux quotidien des nouvelles préparent généralement leurs numéros plusieurs semaines à l'avance ! Les problèmes de rendement industriel, les prochaines élections, le stakhanovisme, le parti lui-même sont au premier plan ; les personnes ne sont considérées que comme éléments de processus sociaux : ouvriers « modèles », professeurs « méritants », mères « héroïnes » et autres figures d'héroïsme national. Enfin, la presse n'est pas une entreprise commerciale, elle ne constitue pas un investissement de capitaux en vue de retirer des bénéfices. Elle est entièrement la propriété de l'État, et bénéficie de larges subsides gouvernementaux.

En 1947, il y avait quelque sept mille journaux représentant un tirage global d'environ trente millions d'exemplaires. Prenant l'année 1913 comme terme de comparaison, la presse de langue russe avait augmenté de sept fois et la presse non russe, comportant 78 langues, de vingt-trois fois ⁴⁴. Cependant le tirage des journaux non russes ne représentaient encore en 1939 que le quart du tirage total alors que les peuples non russes constituaient 42% de la population.

La structure de la presse se caractérise par un haut degré de spécialisation. Elle a été agencée de façon à ce que chaque catégorie de journal atteigne un public déterminé et remplisse une fonction définie (journaux agricoles, journaux pour chaque catégorie d'ouvriers, pour chaque secteur d'activité, etc.). Le parti a son journal central (La Pravda) et le gouvernement le sien (Izvestia).

« Tout l'appareil, écrit Inkeles, a été construit pour lui donner le maximum d'efficacité comme instrument du parti pour la mobilisation de l'opinion publique et l'exécution des plans nationaux économiques, sociaux, et politiques ».

A la spécialisation s'ajoute un haut degré de différenciation. La division de la presse en niveaux suit à peu près celle du gouvernement et du parti (presse centrale, presse républicaine et presse locale), cha-

⁴⁴ La proportion en faveur de la langue russe passe de 9 : 1 en 1913 à 3 : 1 en 1947.

que niveau de presse étant sous la surveillance de l'organisation correspondante du parti. À ces catégories, il faut ajouter les journaux muraux qu'on trouve par milliers dans les ateliers, fermes, écoles, etc. ⁴⁵.

Le journal soviétique est de dimension restreinte, quatre ou deux feuilles étant de règle même pour les journaux « centraux ». Inkeles, sur la base d'une étude de contenu des journaux *La Pravda* et *Izvestia*, mentionne qu'environ 58% de l'espace est allouée aux nouvelles intérieures. De ce pourcentage, près de 50% étaient répartis en ordre de fréquence décroissant entre les quatre sujets suivants : agriculture, industrie, administration de l'État et affaires du parti. Les sujets les plus fréquemment abordés dans les 42% de l'espace alloué aux affaires étrangères, traitaient de l'Europe occidentale, des démocraties populaires, des Nations-Unies et des États-Unis.

Le niveau intellectuel du journal dépend avant tout du caractère du groupe auquel il est destiné. Mais il accorde généralement une importance particulière au public intellectuel, à l'intention duquel il publie des articles de haute tenue écrits par des professeurs et des spécialistes des divers domaines. Comme le note Inkeles, le fait qu'on n'hésite pas à consacrer une place considérable à la discussion de sujets économiques (ou autres) d'un intérêt si restreint est une nouvelle illustration frappante du fait que le parti est prêt à sacrifier le nombre à la certitude d'une information plus efficace dans les secteurs décisifs. Une rubrique spéciale, dite « lettres de nos lecteurs » est toujours consacrée, comme nous l'avons vu, à la correspondance des *rabselkor*.

Le directeur du journal, généralement un membre influent du parti, est nommé par l'organisation du parti au niveau correspondant. La confirmation du Comité Central du parti est exigée dans le cas des directeurs des journaux centraux et provinciaux. « De cette façon, remarque Inkeles, le parti s'assure la ligne de communication la plus directe et la plus souple avec la presse et facilite l'utilisation de celle-ci comme instrument de sa politique ». Pour la formation des directeurs et des journalistes professionnels, le gouvernement maintient plusieurs universités et écoles de journalisme qui comptent des mil-

⁴⁵ Pour la répartition territoriale de la presse soviétique, voir Inkeles, op. cit., 138.

liers de diplômés par année. Le rédacteur en chef doit non seulement bien écrire, mais il doit être aussi un spécialiste du socialisme, un expert en questions techniques, un pédagogue et un politicien. Soumis à une double pression, celle de l'organisation centrale du parti et celle de l'organisation locale, il doit manoeuvrer avec habileté. Dans cette situation délicate, rien d'étonnant, dit Inkeles, que le changement de personnel soit élevé parmi, les directeurs des niveaux inférieurs (de 30% à 40% par année).

L'absence relative, en Union Soviétique, de censure, au sens où on l'entend généralement, s'explique par la structure même de la presse, notamment par sa liaison officielle au parti. L'organisme officiel de censure, appelé Administration Principale pour les Affaires Littéraires et l'Édition (Glavlit) a le pouvoir « d'interdire la publication et la distribution (des écrits) qui font campagne contre le régime soviétique et la dictature du prolétariat, divulguent des secrets d'État, suscitent le fanatisme nationaliste ou religieux, ou sont de nature pornographique ». La censure se fait tant avant qu'après la publication. On assure que tous les censeurs sont en fait des employés de la police secrète.

Mais malgré les très larges pouvoirs que le décret octroie à la censure légale, celle-ci est soumise à deux restrictions de fait d'importance considérable. En premier lieu, les oeuvres publiées par la maison d'édition centrale de l'État qui publie la plupart des livres soviétiques ne sont pas soumises à la censure. En second lieu, « les publications du Comité Central du parti communiste et celles de tous les comités républicains, territoriaux, régionaux et de district ainsi que le journal gouvernemental Izvestia, les publications de l'ancienne Académie communiste (et celles de l'Académie des Sciences Sociales) sont exemptées de l'examen politico-idéologique par le Glavlit ». Le parti assume directement la surveillance de ces publications qui constituent la plus grande et la plus importante proportion de tout ce qui s'imprime en Union Soviétique. Le parti, organisme dominant de la société soviétique, ne saurait admettre un contrôle qui lui soit supérieur. La responsabilité qu'a le parti de la formation et du choix du personnel de rédaction, les directives précises régissant le contenu de tous les journaux qu'il promulgue et l'utilisation de son propre appareil de surveillance, paraissent des garanties suffisantes de l'orthodoxie des écrits.

Le système comporte donc son propre mécanisme de censure ; il s'agit du Département de la propagande et de l'agitation du Comité Central, dont nous avons parlé antérieurement : « Le secteur de la presse centrale contrôle la presse nationale ; le secteur républicain, territorial et régional, les journaux des échelons administratifs correspondants ; et le secteur local, la presse de district, de ville et inférieure ».

b) la radio

[Retour à la table des matières](#)

Les insuffisances techniques sont responsables du fait que la radio n'a pas en Union Soviétique l'importance qu'elle a, par exemple, aux États-Unis. Mais l'aménagement du système radiophonique se fait à un rythme rapide et il est certain que les groupes dominants y voient un moyen très efficace d'éducation des masses et de contrôle des opinions.

L'administration centrale de la radiodiffusion est confiée au Comité de la radio de l'U.R.S.S. (V.R.K.). La république russe n'a pas de comité propre, son service radiophonique étant administré directement par le comité de l'U.R.S.S. Mais chacune des quinze républiques fédérées, possède un comité propre ; il en va de même pour les républiques autonomes, les territoires, les régions et plusieurs grandes villes. Chacun des comités des Républiques fédérées est nominalelement sous la responsabilité du conseil des ministres qui en nomme les membres. Et ces comités à leur tour ratifient les nominations aux comités inférieurs, assurant ainsi un contrôle hautement centralisé. L'agencement du réseau radiophonique est donc sensiblement le même que celui de la presse.

Mais, en dépit du fait que les Comités soient responsables devant le Conseil des ministres, il semble que c'est le parti qui les contrôle effectivement. Presque tous les collaborateurs de la radio sont membres du parti communiste. Le microphone ne doit être mis que dans des « mains bolcheviques dignes de confiance ». Et chaque organisa-

tion du parti est tenue de veiller à ce que les cadres de la radio soient composés de « personnes absolument sûres et dévouées sans réserve à la cause du communisme ».

Le pourcentage de récepteurs par mille habitants, quoiqu'il ait augmenté considérablement depuis 1945, est encore relativement faible, surtout dans les régions rurales. En 1954, 18% seulement des familles kolkhoziennes disposaient d'un appareil récepteur. Cette mauvaise répartition géographique, due aux limitations techniques, entraîne une mauvaise distribution des appareils parmi les groupes de population. Les intellectuels, concentrés surtout dans les villes mieux desservies que les campagnes, possèdent, proportionnellement à leur nombre parmi la population générale, un pourcentage plus élevé d'appareils (par millier d'habitants) que les autres groupes sociaux. Cette lacune est partiellement comblée de deux façons : par l'audition collective et par la distribution de hauts parleurs à fils qui transmettent les programmes des postes émetteurs selon le principe téléphonique. En 1955, on comptait plus de 16,000,000 d'appareils de ce genre contre seulement 4,000,000 d'appareils ordinaires à antennes. On admet que les hauts parleurs à fils ont plusieurs défauts, dont le principal est qu'ils limitent l'auditeur à un seul programme, celui que lui retransmet un des postes émetteurs.

Inkeles résume en cinq points les tâches assignées aux dirigeants de la radiodiffusion soviétique « 1° diffuser les informations politiques, accroître les « connaissances politiques » et la « conscience politique » des larges masses de la population ; 2° assurer le développement culturel des masses, augmenter leur connaissance et leur compréhension des grandes oeuvres musicales, littéraires et dramatiques ; 3° rallier la population pour soutenir la politique du parti et du gouvernement et mobiliser les masses ouvrières en vue de l'exécution des tâches politiques et surtout économiques qui s'imposent à la nation ; 4° aider les dirigeants de l'éducation publique à élever le niveau général d'instruction de la population, notamment dans les domaines de l'hygiène et de la santé, de la science fondamentale et des techniques de production ; 5° fournir à la population des moyens de détente positifs et constructifs ». La radio est conçue non pas d'abord comme un moyen de récréation mais « avant tout comme une voie de communication entre le parti et les masses, une des courroies de transmission »

par lesquelles le parti cherche à mobiliser la population pour atteindre les buts de la nation. Elle est « l'une des armes les plus puissantes de la révolution culturelle ». La radio, depuis sa création en 1922 mais surtout après sa réorganisation en 1933, a beaucoup contribué à la réduction de l'analphabétisme. Les cours qui avaient pour objectif à l'origine d'enseigner l'abc aux masses, se poursuivent toujours aujourd'hui mais à un niveau de plus en plus élevé. Les émissions musicales et les lectures littéraires offrent toujours des œuvres de premier choix. Les grands théâtres de Moscou retransmettent directement leurs spectacles. Les émissions scientifiques et techniques constituent de véritables conférences au cours desquelles les meilleurs maîtres sont invités à présenter à loisir leurs théories et leurs méthodes. Seul un speaker présente le conférencier. Il n'existe ni « animateur », ni « co-participants ». La publicité commerciale du gouvernement, interdite en 1935, a été ré-admise en 1947. Cependant cette publicité est groupée en un seul programme d'une durée de 8 à 10 minutes, diffusé trois fois par jour. Comme pour la presse, on partage l'audience radiophonique en publics spécialisés. À en juger par la qualité et par le caractère hautement scientifique et technique de plusieurs émissions, il semble qu'une attention spéciale est accordée aux citoyens les mieux informés.

Par contre, le parti qui surveille le contenu des émissions, veille à ce que les implications politiques des idées ne soient pas passées sous silence, par les invités de la radio. Outre les nombreuses émissions de propagande proprement dite, toutes les émissions doivent comporter un message politique ; selon Kerjentssev, ancien président du Comité de la radio, « tout notre travail dans la radio doit avoir un but politique. Une grande partie de nos émissions est occupée par la musique et la littérature et nous estimons que même dans ces sphères on doit apporter un ferme soutien à la ligne politique, que là aussi il est nécessaire d'exclure une attitude étrangère au Parti... et simpliste à l'égard des éléments du marxisme ».

c) le cinéma.

[Retour à la table des matières](#)

Lénine déclarait dès 1907 : « ... lorsque les masses prendront possession du cinéma et qu'il se trouvera aux mains des vrais défenseurs de la culture socialiste, il deviendra l'un des plus puissants moyens d'éducation des masses ». Ces paroles furent prononcées avant le développement de la radio et de la télévision. Mais les récents progrès accomplis sur le plan des moyens d'information n'ont pas modifié les vues soviétiques concernant le cinéma où le « réalisme socialisme » est appliqué avec de plus en plus de succès tant pour ce qui concerne la qualité intrinsèque de l'art que pour l'expansion du communisme parmi les masses.

L'industrie cinématographique de l'Union Soviétique est devenue l'une des plus grandes au monde. Elle emploie maintenant plus de 200,000 personnes. Des Instituts de cinématographie ont été créés pour la formation de ce personnel. L'industrie est administrée par un service spécial du ministère de la culture, appelé Administration Principale de la Cinématographie de l'U.R.S.S., à la tête de laquelle se trouve un comité exécutif. Les administrations républicaines sont sous la responsabilité du ministère de la culture des diverses républiques, qui contrôle aussi la distribution des films dans les localités. Mais la surveillance réelle du cinéma incombe au parti qui possède à cette fin un secteur spécial pour les affaires cinématographiques au sein de son département de propagande et d'agitation.

L'industrie cinématographique s'est attachée depuis les débuts à la tâche de résoudre deux principaux problèmes : celui du faible nombre de films produits annuellement ; celui de la pénurie de projecteurs de films et de salles de cinéma. Le premier problème semble être sur la voie d'une solution rapide mais le second subsiste toujours.

Selon Lénine, le cinéma devait avoir pour objectif la science tout autant que le drame « et tout cela doit être dirigé vers un but unique - la lutte pour la vie nouvelle, de nouvelles coutumes, pour un avenir

meilleur, pour la floraison de la science et de l'art ». Staline et Khrouchev se sont à plusieurs reprises prononcés dans le même sens.

Conclusion de la première partie

[Retour à la table des matières](#)

L'opinion publique en Union Soviétique reflète à un degré exceptionnel l'effort de conformisation entre l'idéologie communiste et les situations concrètes où se trouvent placés les individus en tant que membres de groupes et d'institutions. Nous avons identifié, à partir d'une reconstitution de la structure sociale, le groupe dominant qui supporte cette idéologie et décrit les mécanismes de contrôle qu'il utilise pour assurer l'accord des opinions aux objectifs idéologiques. Nous avons aussi étudié quels moyens s'offraient aux masses pour traduire leurs réactions au conditionnement imposé par le groupe dominant et examiné le contenu de ces réactions de même que leur degré de conformité aux attentes idéologiques du groupe dominant.

Dans l'exemple étudié, l'opinion publique apparaît comme un puissant moyen de contrôle social. Dans notre analyse, nous n'avons malheureusement pas tenu compte des institutions primaires qui, dans toute société, ont une importance capitale dans la formation des attitudes de base : la famille, les Églises et les écoles. Nous avons dû nous limiter, pour ne pas allonger trop considérablement notre travail, à prendre en considération les institutions spécialement désignées à la formation de l'opinion publique. Mais nous savons qu'en Union Soviétique, la famille, les Églises (dans la mesure où elles fonctionnent effectivement) et les écoles ⁴⁶ n'échappent pas au système général de contrôles établis par le groupe dominant. Dans ces conditions l'une de leurs fonctions consisterait justement à développer chez les individus

⁴⁶ Pour une vue du système d'éducation en Union Soviétique voir : Korolev, F., *Soviet Education*, Northern Book House, Toronto, 1958 ; plus généralement, A. G. Korol, *Soviet education for science and technology*, Technology Press of Mass., Cambridge, 1957.

les attitudes de base qui faciliteront la création et le maintien du régime des opinions jugé désirable par le groupe dominant.

Lorsque nous parlons d'« ajustement » nous envisageons un processus susceptible de comporter plusieurs degrés : ceux-ci vont de la simple interaction entre deux ou plusieurs personnes ou phénomènes jusqu'à la fusion des identités. En outre, un tel ajustement peut être affecté d'un signe positif ou négatif. Appliqué au cas de l'Union Soviétique, l'ajustement reflété par l'opinion publique apparaît poussé à un haut degré et ne comporte invariablement que le signe positif. En d'autres termes, l'opinion publique répond tout a fait aux attentes du groupe dominant ; les objectifs du parti se traduisent parfaitement dans les opinions exprimées.

Mais, le régime des opinions que nous avons exposé ne nous permet en aucune façon d'évaluer le degré de coïncidence entre les opinions publiques et les opinions privées. La technique des sondages qui nous permettrait d'évaluer le degré de coïncidence n'est pas pratiquée en Union Soviétique. Le système idéologique dominant, qui privilégie la conscience collective au point d'exclure toute conscience individuelle autonome, empêche d'ailleurs le problème de se poser. Le postulat doctrinal est le suivant : ce qui est bon pour la collectivité est bon pour l'individu. Et c'est le groupe dominant, utilisant comme instrument de son pouvoir le parti le plus organisé et le plus puissant de toute l'histoire, qui définit ce qui convient à la collectivité.

Par contre, nous avons constaté à notre grand étonnement qu'un système qui privilégie le collectif au point d'exclure virtuellement l'individu autonome façonne l'opinion publique surtout par l'utilisation de techniques individuelles, orales et directes. Cette façon de procéder, unique dans les grandes sociétés modernes, ne vise pas au dégagement des individualités mais tend plutôt, au contraire, à la création de types individuels uniformes de façon justement à assurer une parfaite coïncidence entre les individus et la représentation collective qu'ils se donnent d'eux-mêmes.

Djordjevic, d'un point de vue socialiste, a défini ainsi l'opinion publique : « l'opinion publique est l'opinion socialement conditionnée du plus grand nombre possible sur les questions générales, exprimée pu-

bliquement et orientée non seulement vers une influence sur les affaires publiques, mais aussi vers la participation, c'est-à-dire vers la transformation de cette opinion en force effective, en loi » ⁴⁷.

Cette définition, pour trop descriptive qu'elle soit, concorde assez bien avec nos principales conclusions sur le régime des opinions publiques en Union Soviétique. Cependant, ce n'est pas « l'opinion socialement conditionnée du plus grand nombre possible » qu'il faudrait dire, mais plutôt l'opinion du « groupe dominant » : le parti, soit quelque dix millions d'hommes tout au plus.

Kulcsár Kalman, aussi d'un point de vue socialiste, propose la définition suivante de l'opinion publique : « L'opinion publique est une représentation particulière de l'esprit social en relation avec un problème social donné... dans une société, il n'y a pas d'opinion publique « en général », elle apparaît toujours à l'occasion d'un problème donné. Le développement de l'opinion publique est un processus social objectivement défini dans lequel les facteurs sociaux reflétant les intérêts des diverses strates sociales émergent selon différents degrés d'intensité et d'importance » ⁴⁸. Notre analyse de l'opinion publique en Union Soviétique est parfaitement conforme à cette définition. Il est cependant essentiel d'ajouter que, dans la conception soviétique, l'esprit social ne se dégage pas des processus sociaux eux-mêmes, par voie d'essais et de reprises, mais qu'il est supposé comme un donné déjà existant et prédéterminé, un donné qui, à coup sûr, exerce une influence directe sur le déroulement des processus sociaux eux-mêmes.

⁴⁷ Djordjevic, J., « Le problème de l'opinion publique en démocratie socialiste », *L'opinion publique*, op. cit., 405.

⁴⁸ Kalman, Kulcsár, « Public opinion and demographic factors », *Demografia*, (Budapest), 3-4, 1960, (Sommaire en anglais), 357.

Deuxième partie

L'opinion publique et l'idéologie libérale (États-Unis)

[Retour à la table des matières](#)

« Non seulement, écrivait de Tocqueville au début du deuxième tome de son ouvrage classique *De la démocratie en Amérique*, l'opinion commune est le seul guide qui reste à la raison individuelle chez les peuples démocratiques, mais elle a chez ces peuples une puissance infiniment plus grande que chez nul autre - « Aux États-Unis, la majorité se charge de fournir aux individus une foule d'opinions toutes faites et les soulage ainsi de l'obligation de s'en former qui leur soient propres. Il y a un grand nombre de théories en matière de philosophie, de morale ou de politique, que chacun y adopte ainsi sans examen sur la foi du public ; et si l'on regarde de très près, on verra que la religion elle-même y règne bien moins comme doctrine révélée que comme opinion commune ».

Et James Bryce, un autre observateur classique des démocraties, émit un point de vue semblable dans *The American Commonwealth* : « Planant au-dessus de nos Présidents et Gouverneurs des divers États, au-dessus des conventions et des gigantesques machines de partis, l'opinion publique se distingue, aux États-Unis, comme la grande source du pouvoir, le maître de serviteurs qui tremblent devant elle ». Cependant, de la façon directe et incisive qui lui est coutumière,

Bryce soulève le problème suivant : « La faiblesse évidente du gouvernement d'opinion c'est la difficulté de jauger (ascertain) celle-ci ».

Dans son étude comparative des régimes politiques américain, anglais et canadien, J. A. Corry conclut qu'il est communément admis dans ces pays que c'est l'opinion qui gouverne. Et il formule ainsi son propre point de vue : Le gouvernement démocratique « constitue un effort d'ingéniosité et d'imagination dans l'élaboration de compromis conformes aux convictions profondes de la communauté ... afin d'opérer les ajustements des intérêts et des conflits. L'opinion publique n'invente pas ces compromis, mais elle est le juge de dernière instance de leur bien fondé » ⁴⁹.

Pour Harold D. Lasswell, la démocratie se caractérise aussi par le compromis entre l'opinion publique et le gouvernement : « L'interaction entre l'opinion et le gouvernement (policy) représente la marque distinctive de la règle populaire » ⁵⁰. Par contre, Donald M. Dozer affirme qu'aux États-Unis l'opinion publique ne gouverne qu'en apparence ; en réalité, les gouvernants ne suivent pas l'opinion publique, mais ils la façonnent du dehors afin qu'elle se conforme à leurs objectifs. « L'un des faits persistants et irrésistibles de l'histoire américaine, écrit-il, est la grande séparation entre le gouvernement et le peuple » ⁵¹.

C'est à dessein qu'au début de cette deuxième partie nous présentons ces citations d'auteurs. Nous les croyons représentatives des conceptions concernant l'opinion publique qui prévalent dans les pays démocratiques occidentaux. Nos auteurs représentent des époques, des pays et des courants de pensée différents. Plusieurs constatations se dégagent des points de vue que nous venons de faire connaître.

⁴⁹ De Tocqueville, Alexis, *De la démocratie en Amérique*, Gallimard Paris, 1951, t. 2, 18 [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.] ; Bryce, James, *The American commonwealth*, Macmillan, New York 1891, t. 2, 255 ; Corry, J. A., *Elements of democratic government*, Oxford U.P., New York, 1947, 297.

⁵⁰ Lasswell, Harold D., *Democracy through public opinion*, George Banta, Menasha (Wise), 1941, 15.

⁵¹ Dozer, Donald M., « The gap between government and the people », *The Public Opinion Quarterly*, Spring, 1945, vol. 9, no 1, 70.

En premier lieu, nos auteurs partagent la conviction que les régimes démocratiques reposent sur l'opinion publique. Pour certains, celle-ci gouverne effectivement ; pour d'autres, elle participe activement au gouvernement ; pour d'autres, enfin, elle ne gouverne qu'en apparence. Ces divergences de vue sont trop fondamentales pour être imputées au hasard ou à de simples différences de tempérament. Elles résultent, selon nous, d'une confusion constante chez les écrivains démocratiques entre l'idéal poursuivi et les réalités de fait. Nous nous efforcerons donc, dans notre étude de la nature et des fonctions de l'opinion publique dans les sociétés libérales et capitalistes, de distinguer, avec le plus de rigueur possible, le plan idéologique du plan des situations. Notre tâche consistera, en définitive, à montrer comment l'opinion publique reflète les efforts d'ajustement que les individus et les groupes sociaux tentent d'établir entre les deux plans conformément à leurs objectifs et à leurs intérêts. En d'autres termes, nous appliquerons à notre étude ce corollaire de notre hypothèse de base : l'opinion publique constitue une des fonctions par lesquelles s'expriment, à l'occasion des événements, les efforts d'ajustements entre l'idéologie et le système social.

En deuxième lieu, les auteurs mettent tous l'accent sur le fait qu'en démocratie le peuple doit être le sujet créateur et non pas l'objet conditionné de l'opinion publique. On présume que lorsqu'ils portent un jugement sur un régime démocratique de fait, ce jugement découle généralement de leur appréciation du degré de participation active du peuple à l'élaboration de l'opinion. Il y aurait donc deux formes d'opinions publiques : celle de la participation et de l'adhésion, propre aux régimes démocratiques ; celle de la soumission et de la contrainte, propre aux régimes autoritaires, notamment à l'Union Soviétique. Cette distinction entre deux formes d'opinion, peut être utilisée lorsqu'il s'agit de porter des jugements de valeur, mais ne constitue pas un outil d'analyse, puisqu'elle entraînerait une confusion entre le plan normatif et le plan positif. Nous considérons donc l'opinion publique comme la résultante d'un processus psycho-sociologique qui se déroule conformément à la structure de contrôles d'une société donnée.

En troisième lieu, les auteurs confondent dans la notion d'opinion publique plusieurs processus différents : volonté populaire ou générale

(qui est désir et commandement se portant sur les questions générales) ; volonté majoritaire (qui résulte de la règle conventionnelle selon laquelle, dans les décisions à prendre, prévaut la majorité, telle que la dégagent les processus institutionnalisés à cette fin) ;

l'opinion publique, enfin (qui est appréciation, jugement porté sur une question particulière concrète par référence à certaines positions idéologiques de base). Les opinions publiques peuvent ou non coïncider avec le verdict d'une élection, avec le vote des représentants du peuple à l'assemblée, etc. ; mais elles ne se confondent pas avec ces actes institutionnels. Nous nous heurterons fréquemment, dans notre étude, à cette tendance à identifier opinion publique et processus démocratique de dégagement des majorités : mais c'est à tort qu'on prête à l'opinion publique les attributs dont l'idéologie démocratique revêt la volonté populaire. Cette illusion démocratique constitue une autre source de confusion entre l'ordre des valeurs et l'ordre des faits. Et surtout, elle conduit à restreindre indûment le champ d'investigation : « Plutôt qu'à l'étude de l'opinion publique, écrit Jacques Lambert, c'est à l'étude d'un aspect de l'opinion publique que l'on s'attache d'ordinaire : la contribution de l'opinion publique au gouvernement de sociétés étatiques complexes par les mécanismes de la démocratie représentative »)⁵². Dans notre étude, nous nous efforcerons de situer l'opinion publique par rapport aux fonctions sociales générales qu'elle remplit. C'est là, croyons-nous, la seule méthode qui permette d'établir les caractères et la portée de l'opinion publique dans toute société. Le fait qu'une société donnée soit démocratique ne saurait nous justifier d'adopter une méthode différente.

Cependant, ce fait complique considérablement l'étude du sujet. Les erreurs et les omissions que nous avons sans doute commises dans notre présentation des opinions publiques en Union Soviétique résultent non de la complexité des systèmes idéologique et social en ce pays, mais plutôt du fait que nous ne possédons de ceux-ci qu'une connaissance toute livresque et qu'au surplus nous avons dû puiser si largement nos matériaux d'analyse à des sources secondaires ou encore à des documents traduits. Inversement, dans le cas des États-

⁵² Lambert, Jacques, « Structure sociale et opinion publique », dans : Berger et al., *L'opinion publique*, op. cit., 71.

Unis, les sources d'erreur découlent avant tout de l'énorme complexité des systèmes idéologique et social eux-mêmes. Dans les limites d'un essai, nous avons dû nous borner à proposer certaines interprétations générales que seule une étude beaucoup plus fouillée et détaillée permettra de préciser et de qualifier. En outre, nous ne pouvons pas tenir compte de l'ensemble de l'abondante littérature sur le sujet. Au fur et à mesure de l'analyse, nous référerons aux travaux qui nous semblent importants.

Dans cette seconde partie, nous suivrons le même plan que dans la première. Nous présenterons d'abord la conception libérale du contrôle ; puis, nous essaierons d'identifier les détenteurs des positions de puissance et de décision ; nous présenterons ensuite les techniques d'influence sur la masse ; nous décrirons les modalités d'expression de la masse ; et enfin, nous parlerons des moyens d'expression et d'information.

1. Conception libérale du contrôle

[Retour à la table des matières](#)

Selon notre hypothèse, la conception de l'opinion publique en démocratie se déduit de l'idéologie libérale elle-même. Or, celle-ci comporte trois niveaux de sédimentation qui correspondent aux trois âges de l'idéologie et des sociétés démocratiques elles-mêmes : l'âge du libéralisme originel ; l'âge du libéralisme du statu quo ; l'âge enfin, du Welfare State.

a) Libéralisme originel

La formulation du libéralisme originel coïncide avec le mouvement de révolte contre l'absolutisme étatique et précède de peu le grand démarrage industriel qui allait présider à l'émergence de la société moderne. Déjà le capitalisme commercial a fait apparaître, par suite de la création du marché, un type nouveau de rapports sociaux ; mais les processus généraux de la société sont encore envisagés dans leur simplicité traditionnelle. La société possède ses lois propres et naturelles

de développement ; le gouvernement (c'est-à-dire, Charles I, Georges III, Louis XVI) est un mal qui vient entraver artificiellement le jeu des lois sociales, c'est-à-dire les rapports du marché, le mouvement naturel vers l'harmonie et l'expression de la libre raison des hommes. Voltaire s'attriste du fait que les gouvernements ne se conduisent pas d'après les règles qui régissent les bourses de Londres, Paris ou Amsterdam. Tom Paine, dans *Common Sense*, exprime admirablement l'optimisme social et le pessimisme politique de son époque : « La société, dit-il, dans chaque État, est une bénédiction ; mais le gouvernement, même sous sa forme la meilleure, n'est qu'un mal nécessaire ; et sous sa forme la plus mauvaise, il devient un mal intolérable. ... le gouvernement, comme le vêtement, est la marque de l'innocence perdue ; les palais des rois s'élèvent sur les vestiges des jardins du paradis. »

Au lendemain des révolutions démocratiques, on espérait voir se lever un jour nouveau, le matin de la dixième époque que Condorcet avait dépeint dans son *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* *, Cromwell, Danton, Saint-Just et Robespierre étaient convaincus que la révolution marquerait un nouveau départ de l'humanité et produirait un nouveau type humain, bien supérieur à celui que l'histoire avait connu jusque-là. Jefferson lui-même se disait frappé par le fait que les nobles principes de la révolution américaine procuraient de la vigueur au corps ; que les principes républicains du gouvernement accroissaient la longévité de l'espèce humaine ; que la société agraire et démocratique rendait les hommes plus vertueux. Il semblait donc qu'il était facile de retrouver, dans les conditions de la société civile, les perfections naturelles du corps et de l'âme qu'on prêtait à l'homme dans l'état de nature. Le gouvernement, d'après cette conception, devait être un spectateur plutôt qu'un participant de cette grandiose transformation de l'espèce humaine ; ou plutôt, selon l'image de Jefferson, trop faible lui-même pour favoriser le travail de rapacité des loups, il devait cependant être assez fort pour protéger les pauvres moutons.

Historiens et philosophes fournissent une version dénaturée et insipide de la conception libérale originelle parce qu'ils ne tiennent aucun

* [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

compte des grandes anticipations qui s'exprimèrent à la fin du XVIII^e siècle. Ils présentent la doctrine libérale comme constituée de « dogmes » concernant la nature humaine alors qu'en réalité elle traduisait l'espoir en une régénération future.

L'homme est né libre, mais partout il est dans les chaînes, s'écriait Rousseau. La liberté, dans l'égalité par la fraternité, autant de leitmotivs, de formules qui doivent inspirer l'action d'aujourd'hui et imprégner l'homme de demain. Elles constituent des formules révolutionnaires et non des caractéristiques actuelles d'un régime donné. Le libéral révolutionnaire n'aurait pas dit : Les États-Unis, parce qu'ils constituent une démocratie, sont un pays libre ; mais plutôt, les États-Unis, par le fait qu'ils sont une démocratie, se trouvent en position de développer les conditions favorables à l'émergence d'un peuple libre. C'est donc à tort qu'on s'inspire des écrits des grands libéraux pour y chercher des faits et des preuves alors qu'ils contiennent des attentes, des espoirs, un modèle hypothétique dont on imagine par déduction le fonctionnement.

L'idéologie libérale affirme son but avec netteté : ce but, c'est l'individu comme agent libre et responsable. Elle affirme avec non moins de netteté le moyen qui permettra de réaliser le but : ce moyen, c'est le rapport social harmonieux. De sorte que la conception libérale du contrôle dérive de deux sources : de la perfection de caractère dont est capable l'individu ; des lois des processus sociaux qui produisent les conditions de l'harmonie sociale. Cette conception fait si peu de place aux conflits interindividuels qu'elle ne prévoit, pour les résoudre, que la faible contrainte d'un gouvernement en dépendance virtuellement absolue des mécanismes eux-mêmes. De même, elle suppose une confiance sans limite dans la capacité des processus sociaux de produire l'harmonie, à tel point qu'elle ne se soucie pas de prévoir les modes de groupement des individus. Ceux-ci ne sont considérés qu'en eux-mêmes, d'après ces caractères intrinsèques où ils apparaissent comme égaux et libres, justement parce qu'on anticipe que les processus sociaux feront apparaître ces caractères. Si Madison s'oppose aux factions politiques c'est parce qu'il craint que leur reconnaissance ne contribue à retarder ou même à empêcher de façon artificielle la disparition effective des groupes d'intérêt. Si la Constituante, par la loi LeChapelier, abolit les corporations et prohibe toute association d'in-

térêts, c'est qu'elle ne veut pas que se perpétuent les corps intermédiaires qui, en divisant les individus en groupes, les empêcheraient de prendre conscience des liens d'unité qui les rendent solidaires les uns des autres. La volonté générale apparaît comme indivisible. Elle exprime le consensus profond des individus, mais elle représente en même temps le consensus contraignant du corps social. L'individu lui-même n'est libre que s'il reconnaît cette volonté comme étant la sienne propre. S'il ne veut pas se soumettre de Plein gré, écrit Rousseau, qu'on le force, par tout le poids du corps social, à être libre. Ému lui-même de la majesté de la contrainte exercée par la volonté générale, Rousseau s'écrie : « La volonté générale, reine du monde, n'est pas assujettie au pouvoir des rois ; ils sont eux-mêmes ses premiers esclaves. » Cette contrainte, cependant, est moins redoutable qu'il ne paraît, parce qu'elle exprime en définitive la volonté propre de l'individu en tant que celle-ci se porte sur un objet commun. En d'autres termes, elle s'exerce toujours et exclusivement pour le bien personnel de l'individu. L'individu, dit Rousseau, ne saurait vouloir autrement que la volonté générale sans cesser d'appartenir au corps social. Inversement, le corps social ne veut que par les individus et ceux-ci ne sauraient vouloir autre chose que leur bien propre.

La conception libérale originelle du contrôle pose plus de problèmes qu'elle n'en résout. Le fait que cette conception a été élaborée d'après un modèle hypothétique et non en fonction de conditions concrètes explique sans doute que les problèmes ainsi soulevés sont pratiquement insolubles. Des générations de penseurs et d'hommes politiques se succéderont et s'efforceront de forger les mécanismes qui permettraient de réaliser de façon approximative la conception libérale du contrôle ; mais rarement de tels mécanismes ont réalisé les espoirs placés en eux. On doit reconnaître ici la profonde justesse de l'exclamation : « pour pouvoir se gouverner démocratiquement, il faudrait un peuple d'anges. » La démocratie suppose que les hommes soient parfaits mais elle ne sait pas comment les améliorer.

b) Libéralisme du statu quo

[Retour à la table des matières](#)

Le paradoxe inhérent à la position libérale apparut clairement au lendemain des révolutions démocratiques. Celles-ci avaient détruit les régimes politiques absolutistes ; il fallait les remplacer. Elles avaient aboli les cadres féodaux qui d'ailleurs n'étaient plus que des résidus ; il aurait fallu développer un programme social. Cela ne se produisit pas parce qu'il répugnait à la mentalité libérale qu'on puisse créer du dehors un système social ; plus encore, on craignait que la moindre intervention ne détraquât le délicat mécanisme social dont on attendait la production de l'harmonie générale. Ce n'est donc pas, au départ tout au moins, par inadvertance ou formalisme qu'on négligea d'intervenir dans le système social ; c'est au contraire par respect pour la majesté du rôle auquel on le croyait destiné. Et pourquoi serait-on intervenu puisque, d'après l'hypothèse libérale, c'était toujours au niveau du gouvernement que les abus prenaient origine ; tandis que la société devait spontanément, si les forces qui s'y manifestaient étaient abandonnées à leur libre jeu, produire les conditions d'harmonie ? La version libérale originelle la plus authentique était si confiante dans sa formule qu'elle n'avait même pas prévu l'établissement de mécanismes et de contrôles politiques. Comment aurait-elle pu prendre intérêt à ce problème quand ses adeptes prévoyaient que le rôle de l'État se limiterait à la protection des rapports sociaux et que quelques-uns, comme Herbert Spencer, allaient jusqu'à prédire la disparition éventuelle de l'État ! Une assemblée représentant le peuple et statuant sur les questions d'intérêt général suffirait amplement à remplir les fonctions politiques minimales que l'ère libérale exigerait.

Les véritables contrôles et les pouvoirs effectifs se trouvaient donc remis à la société pour que celle-ci, constituée en personne collective, les fasse valoir et les exerce au nom de tous les individus. Le « corps social » dans son entier, « la volonté générale », ou encore, dans la version anglaise simplifiée, « le plus grand nombre » serait le responsable et le bénéficiaire de ces pouvoirs.

Pour autant que les libéraux originels avaient cherché un centre d'appui social, ils avaient privilégié la bourgeoisie, cette classe montante qui elle-même avait besoin d'une idéologie pour soutenir et légitimer son ascension. Le marché et ses lois autorégulatrices constituaient pour plusieurs le modèle de la société libérale à venir. Voltaire et les encyclopédistes, de même que Locke et Smith, voyaient dans la mentalité du commerçant les mêmes caractéristiques qu'ils prêtaient à l'homme futur de la société libérale. Mais de tels rapprochements exprimaient une tendance, ils n'étaient pas la règle générale. Rousseau n'aimait pas les commerçants ; il réservait son affection au peuple dans sa totalité. Jefferson voyait dans le commerce et la manufacture une des sources des vices des hommes mais il croyait fermement aux vertus de l'agriculture et prêchait les charmes de la vie rurale. Mais tous, quelle qu'ait pu être leur préférence pour l'un ou l'autre groupe social, prévoyaient que les passions humaines s'apaiseraient avec la disparition de l'absolutisme politique. La révolution, et c'était là le grand espoir libéral, déboucherait sur une époque de fraternité universelle. Un progrès indéfini, dans la liberté, dans l'ordre, dans le développement des vertus individuelles et civiques, allait enfin apporter le bonheur à l'humanité.

Mais l'histoire est encore toute chaude des révolutions politiques libérales quand survient le grand bouleversement industriel, qui, à vrai dire, se préparait depuis longtemps, mais que personne, pas même Adam Smith, ne semble avoir clairement prévu. Les hypothèses libérales sont soumises à forte épreuve. Cette société dont on espérait qu'elle établirait les conditions de l'harmonie, voilà qu'elle secrète les antagonismes sociaux et, suivant les processus d'une logique implacable, qu'elle donne naissance à la fois à la classe la plus puissante et à la classe la plus dénuée de l'histoire. Mais les postulats tout hypothétiques des libéraux ne sont pas pour autant abandonnés. Ils sont au contraire retenus avec ténacité ; ils deviennent l'objet d'un culte non pas d'une société, mais d'une classe.

Nous avons montré ailleurs ⁵³, par référence aux États-Unis, comment la grande bourgeoisie européenne et la ploutocratie américaine,

⁵³ Voir les deux articles suivants : « Le libéralisme du statu quo : l'idéologie protectrice » [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.] ;

disposant de contrôles économiques et sociaux qui ne sont limités que par le degré d'expansion du capitalisme industriel, s'efforcent de créer et de conserver un pouvoir politique absolu. Avec ingénuité, les porte-parole de la nouvelle classe dominante convertissent la doctrine libérale originelle, qui avait été d'essence révolutionnaire, en un système idéologique conservateur destiné à justifier les nouveaux pouvoirs de la bourgeoisie ; avec ardeur et constance, ils créent et expérimentent les mécanismes qui permettront d'assurer en permanence la subordination du politique aux intérêts sociaux et économiques dominants. Ils n'hésitent pas à affirmer l'identité de l'ordre bourgeois avec l'ordre naturel et avec l'ordre divin. Ils élaborent un culte fondé sur les symboles qui expriment l'ordre établi, culte qu'ils propagent parmi le peuple ; ils créent des fêtes et inventent des rites pour commémorer et reproduire les grands événements de l'histoire bourgeoise - fêtes et rites auxquels participe surtout le peuple.

Et pourtant, malgré toutes les précautions et tous les efforts, les masses ne sont pas convaincues que l'intention libérale se confond avec le projet bourgeois. Si donc la doctrine libérale prévoyait l'harmonie sociale et le bonheur collectif et que, jour après jour, ces grands espoirs sont frustrés, ne serait-ce pas parce que le projet bourgeois est une imposture ? Rapidement, l'intention libérale se fixe sur de nouveaux objets ; elle prend corps avec d'autres groupes sociaux. En Europe, le socialisme français, le marxisme lui-même ne rompent pas avec l'utopie libérale ; au contraire, ils empruntent à celle-ci leur téléologie.

Afin de conjurer et d'éloigner la menace que font peser sur elle l'insoumission et l'« ingratitude » populaires, la classe dominante intensifie ses contrôles. Elle cherche ce que Jean Lhomme a appelé l'« effet compensateur ». Elle trouve cet effet dans l'État. En Europe, la bourgeoisie restreint l'exercice du suffrage populaire aux éléments que le statu quo favorise ; elle s'assure de clients et d'alliés qui lui seront fidèles ; elle n'hésite pas à appuyer, au nom de l'idéal libéral, la monarchie de Louis-Philippe qui favorisa le développement du capita-

et « Le libéralisme du statu quo : le droit protecteur » [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.], dans : Recherches sociographiques, 4 (1960) et 1 (1961).

lisme en France mais qui fut si impitoyable envers les masses populaires ; elle appuie de tout son poids la dictature de Louis-Napoléon qui, par flair démagogique, se proclamait le plus grand libéral de son temps. Aux États-Unis, où le suffrage avait été virtuellement généralisé sous Jackson et Van Buren, la ploutocratie a trouvé dans la Cour Suprême un effet compensateur bien plus sûr et plus durable encore que tous les expédients inventés dans les pays d'Europe, à l'exception peut-être de l'Allemagne où, cependant, la bourgeoisie qui retardait sur les autres bourgeoisies européennes, n'exerça jamais le pouvoir en son nom et n'y participa activement qu'à partir des dernières années de Bismarck. Selon l'hypothèse libérale, la machine étatique, devenant pour ainsi dire superflue, devait rester peu développée et, en dehors des services généraux qu'elle pouvait rendre à la communauté, n'être utilisée que pour corriger les déficiences qui pouvaient malgré tout se manifester dans le corps social. Or c'est l'ensemble de la construction sociale bourgeoise que l'État eut bientôt à protéger et à soutenir. L'histoire, cette magicienne folâtre et pourtant sérieuse qui se joue des hommes en se servant de leur orgueil et de leurs égoïsmes pour leur faire réaliser des fins qu'ils n'ont jamais recherchées, a rarement inscrit d'événement plus paradoxal que le recours à l'injonction légale promulguée au nom de l'idéal jeffersonien !

c) Le Welfare State

[Retour à la table des matières](#)

Peu à peu, cependant, le complexe réseau protecteur institutionnel que la classe dominante avait élaboré pour perpétuer son contrôle se mit à céder et à révéler des failles de plus en plus larges. La bourgeoisie a dû se résoudre à faire participer les classes défavorisées à ses pouvoirs, économique, politique et social. Dans un article récent publié dans *Recherches sociographiques*, nous avons indiqué que cette évolution s'est nécessairement accompagnée d'une rupture idéologique. Il a fallu substituer à l'individualisme originel une conception qui fît la part des groupes et qui reconnût l'inégalité sociologique de ceux-ci vis-à-vis des différents pouvoirs. Nous avons émis l'hypothèse que le changement opéré consistait dans un ajustement de la doctrine libé-

rale, formulée initialement par rapport au contexte de la société traditionnelle, aux conditions de la société industrielle.

Mais est-ce à dire que le Welfare State marque la fin des contrôles bourgeois ? Ne constituerait-il pas plutôt la mise en application d'un nouvel effet compensateur ? Ne s'agit-il pas de procurer à la masse plus de services et plus d'illusions de pouvoir pour être en mesure de la mieux contrôler ? Thomas Kent déplorait récemment le fait que le Welfare State opérait au petit bonheur sans pensée directrice et sans philosophie de base ⁵⁴.

Nous sommes frappé de l'aspect négatif des lois dites de sécurité sociale. Ces lois cherchent en effet généralement à « corriger » des manques, des absences ; elles portent sur des besoins, sur la pauvreté, la maladie, les accidents, le chômage. Maurice Tremblay ⁵⁵ a interprété le Welfare State comme le résultat des conséquences non désirables ou non désirées du capitalisme de concurrence. Ainsi donc, le Welfare State apparaîtrait comme une réforme somme toute assez superficielle du système plutôt que comme une reprise radicale. Il rendrait plus décente l'utilisation des contrôles, mais il ne remplacerait pas les détenteurs de ces contrôles. La bourgeoisie se serait simplement trouvée de nouveaux clients et alliés parmi la masse du peuple.

C'est du moins la conclusion à laquelle Galbraith aboutit à la fin de son analyse de la théorie du pouvoir compensateur ⁵⁶. Distinguant entre deux types de pouvoirs les pouvoirs originaux (liés aux forces productives du capitalisme industriel et dont bénéficient les entrepreneurs, les financiers et les grands commerçants) et les pouvoirs secondaires ou compensateurs (les gros acheteurs, les unions ouvrières et le Welfare State lui-même), il tend à montrer que l'action des seconds se ramène à une série de réactions aux premiers de sorte que

⁵⁴ Kent, Thomas, « Welfare in Canada : the Challenge », *Canadian Welfare*, September, 1959.

⁵⁵ Tremblay, Maurice, « Le Welfare State et la sécurité sociale », *Service Social*, vol. 9, no 2, 1960. Pour une étude générale du sujet, voir : Dahl, Robert A., Lindblom, Charles E. *Politics, Economics and Welfare*, Harper, New York, 1953.

⁵⁶ Galbraith, John Kenneth, *American capitalism, the theory of countervailing power*, Houghton Mifflin, Boston, 1952, 115-157.

leur fonction en est une de compensation aux déficiences des pouvoirs originaux. Les gros acheteurs sont eux-mêmes des capitalistes qui se sont substitués aux petits épiciers, etc., et qui se trouvent dans une position plus favorable que ceux-ci devant les grands producteurs ; les Unions ouvrières ont accepté l'ensemble des objectifs et des conventions capitalistes et se contentent d'arbitrages portant sur les conditions de travail et les salaires ; le Welfare State, parce qu'il se charge des secteurs économiques les moins rentables, qu'il procure suffisamment de pain et de jeux à ceux qui pourraient encore avoir à se plaindre et qu'il s'efforce de stabiliser l'économie générale, procure une garantie supplémentaire au maintien du grand capitalisme. Ainsi donc par l'effet d'un heureux équilibre entre diverses forces, le système capitaliste aurait trouvé la formule qui assure son avenir ; et la classe bourgeoise elle-même, en modifiant quelque peu l'utilisation de ces pouvoirs, en aurait conservé, à un haut degré, la propriété et la maîtrise.

Trois remarques générales se dégagent des considérations qui précèdent :

En premier lieu, la conception libérale du contrôle n'instaure aucune structure de contrôles. D'après cette conception, c'est le peuple qui est souverain ; c'est en lui que réside la source de tous les pouvoirs. Mais, il n'a pas fallu bien longtemps pour s'en apercevoir, le peuple ne gouverne pas ; il n'exerce aucun contrôle, si ce n'est par l'intermédiaire d'hommes qui agissent en son nom. Pour corriger cette lacune la pratique démocratique a institué des assemblées populaires élues périodiquement par les citoyens. Comme la doctrine libérale elle-même, la pratique démocratique privilégie donc les individus. Ceux-ci élisent (et soumettent à leur contrôle) les gouvernants. Cette doctrine et cette pratique, inspirées pourtant d'un désir sincère de valoriser l'individu, aboutissent à l'anéantissement de l'individu sous le poids du nombre, à ce phénomène particulier de notre époque, la société de masse. Pour avoir refusé, dans l'intention bien sincère d'assurer la liberté et l'autonomie individuelles, de reconnaître l'influence des groupes dans la vie sociale, on plaça l'individu sous la dépendance d'un maître bien plus exigeant, le collectif.

La volonté populaire qui selon la théorie devait résulter d'une discussion rationnelle entre citoyens égaux, et qui devait être déclarée par les représentants du peuple, devint en pratique le produit d'une savante orchestration opérée par les agents des détenteurs des contrôles économiques et sociaux effectifs. Comme l'a si bien montré Burdeau ⁵⁷, l'écart entre la volonté populaire telle que la conçoit la théorie démocratique et la volonté populaire de fait, s'est encore agrandi avec l'avènement de la démocratie dite dirigeante ou sociale. Celle-ci, selon lui, est littéralement écartelée entre la volonté populaire et l'opinion publique. Aux machines et aux organisateurs politiques se sont ajoutés les entrepreneurs en sondage. L'article II de la première constitution française déclare qu'aucune institution ou groupe primaire ne doit s'interposer entre l'individu et l'État ; mais, comme la collectivité ne peut exercer aucun contrôle par elle-même, le véritable problème, aujourd'hui, consiste à décider qui, des groupes restreints ou de l'État, aura la maîtrise de l'ensemble des moyens techniques de formation de la pensée et, partant, façonnera l'opinion publique ⁵⁸. Malheureusement, l'idéologie démocratique ne saurait nous inspirer la solution du problème puisqu'elle écarte d'emblée les groupes de même que les contrôles étatiques.

En deuxième lieu, l'idéologie démocratique, puisqu'elle suppose que les décisions sont prises à la suite d'une discussion rationnelle entre individus, exige la liberté d'information. Comme l'a montré Sauvy ⁵⁹, « la solution démocratique de la libre information est, plus encore que celle de la libre entreprise, fondée sur le calcul des probabilités et une suffisante fluidité. Mais la question est de savoir si la fluidité est suffisant(-, si la loi des grands nombres est admise à faire son curieux travail de police et de polissage. Pour cela, deux conditions doivent être réalisées : a) grand nombre de sources d'information d'une puissance suffisante ; b) absence d'une erreur systématique. » Sauvy aurait pu ajouter une troisième condition : accès facile et

⁵⁷ Burdeau, Georges, « L'évolution des techniques d'expression de opinion publique en démocratie », *L'opinion publique*, op. cit., 137-168.

⁵⁸ Pour une excellente discussion de ce problème capital, voir : Rivero, J. « Le statut des techniques de formation de l'opinion », *ibid.*, 109-136.

⁵⁹ Sauvy, Alfred, « Influence de l'opinion publique sur le pouvoir », *Diogène*, 15, (Gallimard), 1956, 30.

égal aux sources d'information à tous. « La lutte des plus défavorisés par l'information, a écrit François Perroux, demeure la principale garantie contre les mensonges, les ruses de l'information d'« intérêt général » procurée par l'État à l'époque du capitalisme des monopoles. Les régimes d'opinion non seulement ne présentent pas, à eux seuls et par eux-mêmes, la garantie que cette lutte sera efficacement menée, mais ils sont en maintes occasions des dispositifs employés pour la paralyser. » Heureusement, poursuit plus loin Perroux, « le grand capitalisme ne parvient pas à étouffer une information directement contraire à la maximisation des profits de monopole. Il se heurte aux résistances du travail organisé. Il doit compter avec de véritables pouvoirs à base d'informations : le pouvoir des savants, des chercheurs et des techniciens de la science pure et appliquée, le pouvoir de quelques élites politiques et administratives armées d'un savoir économique scientifiquement contrôlé » ⁶⁰.

On peut dès maintenant prévoir que la concentration des moyens d'expression et d'information de même que le coût de leur utilisation, abrogeront le droit égal à l'information et, dès lors, deviendront un des principaux problèmes qui se posent aux sociétés démocratiques.

En troisième lieu, étant donné que le système idéologique privilégie l'individu et que le système social favorise le contrôle par des groupes privés, on doit s'attendre à ce que les problèmes d'intérêt public soient négligés par rapport à ceux qui sont d'intérêt privé. Galbraith a en effet relevé l'écart flagrant entre, d'une part, l'abondance des biens et des services privés et, d'autre part, la pénurie des biens et des services publics. Ses excellentes remarques méritent d'être citées extensivement : « ... (dans les années qui suivirent la seconde guerre mondiale) les écoles étaient vieilles et surpeuplées. Le corps de police était insuffisant et pauvrement rémunéré. Les parcs et les terrains de jeux étaient insuffisants. Les rues et les terrains vacants étaient sales, et l'équipe sanitaire manquait de matériel et d'hommes. L'accès à la ville pour ceux qui y travaillaient était incertain et pénible et le devenait de plus en plus. Les moyens internes de transport étaient bondés à l'excès de passagers, insalubres et sales. La discussion de cette pauvre-

⁶⁰ Perroux, François « L'information, facteur de progrès économique dans les sociétés du XXe siècle », Diogène, 21, (Gallimard), 1958, 35, 44.

té publique faisait concurrence, pour l'ensemble avec succès, aux récits de l'opulence toujours croissante dans le domaine de la production des biens privés. Les automobiles qu'on ne savait où stationner étaient produites à un rythme croissant. Les enfants - quoique sans écoles ... révélaient des dispositions pour des formes toujours plus imaginatives de délinquance, mais étaient admirablement équipés d'appareils de télévision. Nos collègues et nos universités étaient surpeuplés et peu fournis, et ceci était vrai aussi des hôpitaux pour malades mentaux. Le contraste était et demeure évident et cela non seulement [aux yeux de] ceux qui lisent ». ⁶¹ On doit donc s'attendre à ce que le contenu des opinions publiques reflète ce contraste qui prend origine dans le système idéologique.

2. Détenteurs des positions de puissance et de décision

[Retour à la table des matières](#)

La société américaine, justement parce que l'idéologie qui l'imprègne ne prévoit pas de mécanismes institutionnels (publics) de dégagement des élites, manifeste une sérieuse inquiétude au sujet du leadership. Un candidat à un poste quelconque et même, nous assure-t-on, dans certaines localités, celui qui veut devenir pompier ou vidangeur, doit infailliblement répondre à une question sur ses aptitudes au leadership. On raconte à ce sujet qu'un père qui était désireux de faire admettre sa fille dans une école pour « demoiselles distinguées », après avoir réfléchi un moment, donna la réponse suivante à la fameuse question : « Elle n'est pas un leader mais une excellente follower. » Deux ou trois jours plus tard, continue l'anecdote, il reçut des autorités de l'école le télégramme suivant : « Votre fille est admise ; nous avons besoin d'un suiveur parmi notre groupe de chefs. »

⁶¹ Galbraith, John Kenneth, *The Affluent Society*, Houghton Mifflin, Boston, 1958, 252-253. Dans un livre qui manque par ailleurs d'équilibre et de pondération dans la critique, L. L. Matthias a relevé le même contraste entre les services publics et privés : Voir : *Autopsie des États-Unis* (traduit de l'allemand par Madeleine Gabelle) Éditions du Seuil, Paris, 1955.

Non seulement psychologues et sociologues s'efforcent-ils de « découvrir » les chefs au moyen d'expédients plus ou moins ingénieux comme les échelles de prestige, les sociogrammes, etc., et d'autres moyens qu'on appelle « techniques » ou même « méthodes », mais encore ils ont, depuis de nombreuses années, tenté de reconstituer la stratification sociale. Les connaissances effectives semblent diminuer au fur et à mesure que les travaux s'accumulent. Baltzell écrit à ce sujet : « Avec l'assistance d'équipes entraînées aux techniques de l'interview, du questionnaire et à l'opération des machines « IBM », les sociologues ont fait d'abondantes et laborieuses recherches sur la stratification dans les communautés restreintes. Des termes tels que upper-upper, lower-upper et lower-lower furent ajoutés au langage de la pensée sociale ». ⁶²

De telles études, comme celles de W. Lloyd Warner et des Lynds, qui sont menées dans la perspective des recherches « communautaires », nous permettent d'identifier les processus de médiation de l'idéologie dominante et de découvrir les façons dont s'exercent les contrôles sur le plan local. Malheureusement, elles nous permettent difficilement d'identifier les groupes qui détiennent effectivement les contrôles sur le plan social global. Williams, Mills, Riesmann et autres ont, récemment, entrepris cette tâche de reconstitution générale ; mais il serait imprudent de se laisser impressionner outre mesure par le succès de librairie de leurs livres. En dépit des critiques académiques qui lui ont été adressées, le livre de Mills, *The Power Elite*, nous paraît être encore celui qu'on peut consulter avec le plus de profit.

« Le droit, a écrit Max Weber, existe quand il y a une probabilité qu'un ordre sera maintenu par une équipe spécifique d'hommes qui utiliseront la contrainte physique ou psychique dans l'intention d'obtenir l'adhésion (des individus) à l'égard de cet ordre, ou d'infliger des sanctions pour les transgressions. La structure de tout ordre légal influence directement la distribution du pouvoir, économique ou autre ... En général, nous entendons par pouvoir la chance d'un homme ou d'un

⁶² Baltzell, E. Digby, « Who's who in America » and the « Social register » elite and upper class indexes in metropolitan America », dans : Bendix, Reinhard, Lipset S. M. eds., *Class, status and power*, The Free Press, Glencoe Ill., 1953, 177.

nombre d'hommes de réaliser leur volonté propre dans une action commune même contre la résistance de ceux qui sont partie à l'action » ⁶³. Ce sont donc ceux qui détiennent les pouvoirs sociaux effectifs (religieux, économiques, politiques, militaires) qui déterminent l'ordre légal. Et Max Weber indique que ce sont ceux qui ont une plus grande chance d'accès aux sources d'appropriation des biens qui détiennent les pouvoirs.

Or, d'après une étude menée par le National Resources Committee ⁶⁴, « les éléments majeurs de contrôle qui sont significatifs pour la structure de l'économie américaine se trouvent dans les grandes corporations, les grandes institutions financières, dans les associations de commerce et d'affaires, dans les unions ouvrières, les organisations agricoles, les associations de consommateurs et, finalement, dans les gouvernements. Si on pouvait clairement délimiter les contrôles économiques liés à ces organisations, les résultats nous livreraient les éléments essentiels de la structure des contrôles ». Et par contrôle, le National Resources Committee entend la « capacité d'un individu ou d'un groupe d'influencer la politique qu'un autre individu ou groupe adopte à l'égard de l'usage des ressources ». Et les auteurs continuent en disant que les contrôles exercés par les grandes corporations et par le gouvernement influencent à un haut degré les activités des individus.

Par conséquent, les personnes qui occupent les positions-clés dans ces institutions détiennent par là même les positions de puissance et de décision. Se basant sur les travaux de Berle et Means, les auteurs montrent que l'analyse des deux cents plus grandes corporations révèle les faits suivants : pour l'ensemble, les propriétaires des actions d'une corporation, au nombre souvent de centaines de milliers d'individus, ne dirigent pas les corporations, qui sont de fait contrôlées par les directeurs et les officiers exécutifs ; il existe des liens étroits entre

⁶³ Weber, Max, « Class, status and party », traduit de l'allemand par H. H. Gerth et C. Wright Mills, dans : *From Max Webers essays in sociology*, Oxford U.P., New York, 1958, 180.

⁶⁴ National Resources Committee, « The structure of controls » dans : Bendix et al., *Class, status and power*, op. cit., 129-154.

les gérances des diverses corporations (directorats multiples, etc.) ⁶⁵ ; toutes les corporations sont interdépendantes ; ces corporations exercent leurs contrôles de façon généralement indirecte, par leurs clients et leurs alliés ; les corporations contrôlent cinq des principales organisations de groupes de pression : l'American Bankers Association, l'Association of American Railroads, l'Edison Electric Institute, la National Association of Manufacturers et la Chamber of Commerce of the United States ⁶⁶. Chacune de ces organisations exerce en effet une influence prépondérante dans la formation des politiques nationales et locales portant sur une grande variété de questions. D'une façon ou d'une autre, elles exercent une influence prépondérante dans la formation de l'opinion publique.

Le Committee décrit les fonctions de ces organisations en ces termes : « Chacune de ces associations agit comme un centre de collection et de dissémination d'informations. Chacune d'elles facilite le développement de politiques et de standards communs à l'intérieur de sa sphère particulière d'activité productive. Chacune s'efforce de créer l'accord entre les membres à l'égard des politiques gouvernementales, et mène des campagnes pour prévenir l'adoption par le gouvernement de politiques jugées préjudiciables à leurs intérêts et pour encourager l'adoption des politiques favorables. Finalement, chacune ... s'efforce d'influencer les attitudes du public à l'égard des activités et des objectifs de ses membres et des politiques susceptibles d'influencer leurs intérêts. » Puis, le Committee montre que toutes les grandes organisations américaines, comme les unions ouvrières et les associations de fermiers, par exemple, possèdent une structure d'autorité semblable à

⁶⁵ En 1935, les 3544 directorats des conseils d'administration de 250 corporations étaient occupés par 2725 individus. 400 d'entre eux occupant près du tiers des directorats.

⁶⁶ Ainsi 6 des 31 officiers et directeurs de l'American Bankers Association sont officiers ou directeurs de six des plus importantes banques nationales ; l'Association of American Railroads est presque exclusivement composée d'officiers de corporations ; le président du conseil d'administration et 6 des 18 officiers de la National Association of Manufacturers sont en même temps officiers exécutifs des 106 plus grandes corporations industrielles, tandis que 12 des 70 directorats de l'association sont occupés par des hommes qui sont en charge des grandes corporations ; 16 des 57 officiers ou directeurs de la Chamber of Commerce ont part à la direction de 28 des 250 plus grandes corporations.

celle des corporations : dans chaque cas, quelques-uns, par ailleurs interdépendants les uns par rapport aux autres et liés entre eux, sont en mesure de contrôler le grand nombre, de se prononcer en leur nom et, notamment, de manipuler les principaux groupes de pression, de façon à influencer dans un sens favorable la législation, mais surtout à faire comprendre aux petites entreprises et aux associations restreintes que leurs intérêts sont identiques à ceux des organisations géantes.

L'étude du Committee confirme les conclusions auxquelles Berle et Means étaient parvenus et se conforme pour l'ensemble aux analyses plus récentes de Peter Drucker. On sait par ailleurs que l'ensemble des grandes corporations ne contrôle directement que le quart environ de l'économie américaine ; mais, comme le montre Drucker, elles servent de modèle pour l'ensemble de l'économie et de la société. Dans les termes de Drucker, elles constituent l'« industrie directrice » de l'ensemble de l'économie.

La description précédente permet de situer dans leur contexte institutionnel les études de Williams, Riesman, Mills et autres. Elle permet d'établir l'exactitude essentielle de l'analyse de Mills concernant l'élite de puissance ⁶⁷. D'après Mills, l'élite se compose des éléments qui dominent le gouvernement, l'économie et l'armée. L'étude de la composition de ces trois groupes révèle un haut degré d'homogénéité fonctionnelle et sociale de leur personnel. Il note aussi que la suprématie de l'élite économique, qui s'est imposée à la suite de la guerre civile, tend graduellement à disparaître par suite des transformations institutionnelles au sein des corporations. Mais, en général, dit-il, militaires, administrateurs de l'État et officiers des corporations ont la même formation, croient à des valeurs identiques et possèdent les mêmes intérêts. Les meilleurs hommes du New Deal venaient des corporations ; plusieurs hauts officiers militaires détiennent des postes importants au sein des corporations et des gouvernements. Notant l'importance croissante de la production de défense dans une économie aux mains de l'entreprise privée, Mills note : « Ainsi donc, au sommet de cette structure, l'élite de puissance a été formée par la coïncidence d'intérêts entre ceux qui contrôlent les principaux moyens de produc-

⁶⁷ Mills, C. Wright, *The power elite*, Oxford U.P., 1957, voir spécialement le chapitre 12, 269-297

tion et ceux qui contrôlent les nouveaux moyens de violence ; par le déclin du politicien professionnel et l'ascension des capitaines de corporations et des militaires professionnels aux positions de commandement politique explicite ; par l'absence d'un véritable service civil compétent et intègre, indépendant des intérêts nantis ». « Aujourd'hui, continue-t-il, les trois types (d'élites) ont généralement part à l'ensemble des décisions qui se ramifient dans toutes les directions. » Cette élite composite et pourtant homogène contrôle en même temps les principaux moyens d'influence et de prestige. Les membres de cette élite ne s'entendent pas sur tous les points, mais il font toujours front commun dans les moments de « crise ».

L'élite se compose d'abord des hommes de premier plan qui peuvent occuper les positions de commandement dans l'une ou l'autre des sphères : le militaire se transforme en homme politique ; l'homme politique devient banquier, etc. Elle comprend ensuite la strate supérieure de la profession légale, c'est-à-dire les avocats qui sont employés par les corporations financières et industrielles. L'élite comprend encore « ceux qui comptent » dans les grandes décisions politiques, militaires et économiques. Enfin, l'élite se prolonge, mais en se décomposant rapidement, dans les centres de pouvoir moyen, les membres du Congrès, par exemple, et les représentants de la multiplicité des intérêts régionaux et locaux.

Il est à noter que cette élite identifie ses intérêts à ceux de la nation. Elle veille à ce que prévalent et se perpétuent les grands thèmes idéologiques qui légitiment ses contrôles ; mais, en général, elle n'intervient directement auprès du public qu'en dernier ressort. Dans son action sur l'opinion publique, elle agit par l'intermédiaire d'une foule d'agents qu'elle rémunère grassement : intellectuels, journalistes, experts en publicité, spécialistes en relations publiques, étoiles de la radio ou du cinéma, et une foule d'autres « experts », « éveilleurs » et agents de relais de l'opinion publique. L'élite veille à ce que ceux-ci, fort nombreux par ailleurs, bénéficient d'un prestige proportionnel à leur talent et aux services qu'ils rendent. Mais, pour exercer leur métier, ces divers « spécialistes » doivent se conformer aux attentes générales de ceux qui les paient. Ils sont maîtres de leur « art », mais ils ne peuvent pas décider à leur guise de son contenu ni de l'usage que les détenteurs ultimes des contrôles en font.

Il est difficile d'exprimer avec exactitude le rapport des créateurs de l'opinion publique avec l'ensemble de la population américaine. Le groupe dominant, ses clients, ses alliés et ses porte-parole sont certainement au nombre de plusieurs millions, probablement entre huit et dix millions. Chacun des membres de ce groupe exerce une influence proportionnée à sa position relative à l'intérieur des réseaux de contrôles. Un petit nombre seulement sont en mesure de déterminer le contenu de l'opinion publique, tandis que le rôle de la grande majorité se borne à l'exprimer, à la traduire pour le bénéfice de l'ensemble de la population. Il résulte de notre analyse que le groupe des définisseurs et des manipulateurs de l'opinion est aux États-Unis plus considérable qu'on ne le croit généralement. On accorde trop de crédit aux nombreux travaux écrits sur la ploutocratie à la fin du XIXe ou au début du XXe siècle comme ceux de Myers, Henry George et autres. En outre, la structure institutionnelle des États-Unis s'est profondément modifiée depuis 1933. En 1900, « soixante familles » pouvaient contrôler une partie considérable de l'économie américaine, dicter au moyen d'agents et de commis les actes des législatures, influencer les décisions de la Cour Suprême et monopoliser la presse. Une assemblée de quelques banquiers pouvait décider si le pays déclarerait la guerre, annexerait tel ou tel territoire, et déterminer l'orientation de l'économie. En 1930, lorsque Morgan convoqua une dizaine de financiers les plus puissants pour essayer d'enrayer l'effondrement de la bourse par un gentlemen's agreement, la presse à travers tout le pays salua cet accord entre les puissants magnats comme un signe certain d'un retour prochain à la prospérité interrompue. Ils ne réussirent pourtant à sauver du désastre qu'une partie de leur fortune. Leur insuccès, que personne, ni surtout Hoover, alors président des États-Unis, ne pouvait expliquer, apportait une révélation brutale du fait que l'expansion industrielle avait profondément modifié la structure de l'économie américaine. Le groupe qui exerçait les grands contrôles économiques et sociaux s'était élargi ; les détenteurs des positions de puissance et d'influence étaient devenus plus nombreux. Aucun homme, ni aucun groupe restreint ne détenaient les pouvoirs prépondérants. Il fallait dorénavant compter avec la masse du peuple.

3. Techniques d'influences sur la masse

[Retour à la table des matières](#)

Héritiers de la pensée libérale, laquelle était la pensée de gens fortunés et « bien » éduqués, destinée à des gens fortunés et « bien » éduqués, les groupes dominants aux États-Unis ont, dans le passé, affiché un mépris à peine voilé à l'égard du peuple. On n'a qu'à parcourir les pages du *Federalist*, les Mémoires des hommes politiques, les Autobiographies et les discours des millionnaires, les plaidoiries des avocats de corporations, les décisions des juges. On demeure étonné de la quantité et de la variété des vices et défauts qu'on y attribue au peuple - surtout au peuple des villes - dans un pays qui s'enorgueillit pourtant de posséder la plus longue tradition démocratique du monde moderne. Dans l'entourage des ploutocrates, parmi leur clientèle de juges, d'avocats, de journalistes et de politiciens, circulaient des « bons mots » pour traduire ce mépris : « Le peuple élit ses représentants, mais c'est nous qui les payons » ; ou encore : « Il y a bien des députés, des chambres législatives et des juges, mais c'est nous qui sommes le gouvernement » ; ou encore : « laissons-les (progressistes, populistes et autres réformateurs) aboyer, puisque c'est toujours nous qui mangeons l'os » ; ou enfin : « le peuple est comme les enfants ; il se satisfait de bonbons ». C'est un juge fédéral qui, dans une décision majoritaire, déclarait en 1920 : « On doit se rappeler que des trois principes fondamentaux qui sont à la base du gouvernement, et pour lesquels le gouvernement existe ; la protection de la vie, de la liberté et de la propriété : le premier de ces principes est la propriété ». Dans ces conditions, le problème de l'opinion publique ne se pose pas puisque le public est tenu en respect par un réseau de contrôles occultes tout-puissants qui ont sur lui droit de vie et de mort. Nous devons cependant être reconnaissants à des hommes comme Holmes et Brandeis, à ce groupe d'écrivains et de savants généreux qui ont refusé leur part du gâteau pour transcrire dans leurs oeuvres la protestation des défavorisés, protestation, hélas ! trop souvent inefficace mais que leurs descendants devaient recueillir pieusement.

L'opinion publique ne devient vraiment un problème que si les groupes dominants ont consenti - ou plutôt ont été contraints de consentir à faire participer effectivement le peuple aux décisions qui engagent la nation. Il s'agit alors de savoir quelles informations lui transmettre, comment les lui Présenter et, enfin, comment s'y prendre pour connaître les opinions publiques.

Le premier - et de beaucoup le plus important conditionnement dont nous devons tenir compte, pour identifier les techniques d'influence sur la masse, c'est évidemment le caractère capitaliste de la société américaine. La plupart des grands moyens d'expression et d'information s'y trouvent donc entre les mains d'entreprises privées et il est normal de s'attendre à ce qu'ils servent d'abord les intérêts privés.

John C. Calhoun, philosophe, homme d'État et porte-parole des intérêts sudistes entre 1820 et 1850, a écrit par référence au contexte américain : « Ce que l'on appelle l'opinion publique n'est pas l'opinion globale de la communauté tout entière ; l'opinion publique n'est pas autre chose, habituellement, que la voix des intérêts les plus puissants ou des plus fortes combinaisons d'intérêts et, assez souvent, celle d'une fraction étroite, mais énergique et active de la nation. » Cette description de l'opinion publique aux États-Unis demeure encore, selon nous, celle qui correspond le mieux à la pratique de tous les jours.

Au terme d'une étude remarquable sur « La formation de l'opinion publique aux États-Unis » ⁶⁸, André Mathiot a formulé les conclusions suivantes : 1° La concentration économique domine les moyens d'information. Des compétiteurs massifs se disputent un public massif... 2° L'influence majeure des forces et des moyens de formation de l'opinion est incontestablement d'accroître la similitude des vues quant aux idées fondamentales... 3° Ces forces et ces moyens peuvent, dans des limites assez étroites, modeler ou infléchir l'opinion, mais à la condition d'agir indirectement, subtilement, et après une préparation psychologique sérieuse ... »

⁶⁸ Dans : L'opinion publique, op. cit., 339-376.

La publicité dite institutionnelle (institutional advertising) ⁶⁹ constitue peut-être le modèle du genre d'« influence » que les spécialistes des opinions visent à exercer sur le public. Il s'agit d'inciter le public à croire que telle ou telle firme n'a rien d'autre en vue que l'intérêt du public, qu'elle consacre une large part de ses profits à des expériences de laboratoire coûteuses afin de servir un produit toujours amélioré au public ; que dans les épreuves chimiques ou autres, le produit en question se montre supérieur aux produits concurrents ; qu'elle contribue au bien-être général par les taxes qu'elle verse aux divers gouvernements ⁷⁰ ; que les succès remportés par l'entreprise résultent en définitive des efforts de la population qui a raison d'être fière des réalisations du système capitaliste. D'après Borden, ce genre d'arguments qui fait appel au bon jugement du public et qui vise à montrer les entreprises sous le jour d'institutions scientifiques et de bienfaisance, tend de plus en plus à prévaloir dans tous les domaines de l'information, qu'il s'agisse de politique, de loisirs et même de religion. Mais ce serait la publicité institutionnelle qui aurait indiqué la voie.

Il n'est pas possible de se méprendre sur les intentions de cette publicité. Le leitmotiv de Ford n'a pas perdu sa vérité : « L'industrie ne supporte pas le peuple ; c'est le peuple qui supporte l'industrie ». Comme le montre Herbert M. Baus, la même remarque s'appliquerait aussi bien à toute forme d'influence sur l'opinion publique. Parlant de l'information politique, il écrit : « La publicité politique est dans une large mesure de la propagande - la dissémination d'idées afin de confondre l'esprit des gens et de les disposer à bien suivre les directives (soften them to guidance) ; (de même que) la publicité d'affaires ne diffère pas essentiellement des relations publiques... Elles visent à développer de bons sentiments à l'égard des affaires (business) » ⁷¹.

⁶⁹ Voir sur le sujet : Borden, Neil, *Economic effects of advertising*, Richard Irwin, Chicago, 1944 ; et Pearlin, Leonard et Rosenberg, Morris, « propaganda techniques in institutional advertising », dans : Katz, Daniel, *Chairman, Public opinion and propaganda*, The Dryden Press, New York, 1954.

⁷⁰ Ainsi la Standard Oil Company of California mentionnait dans sa publicité que : « L'État de Californie à lui seul, en tant que propriétaire des titres de la rivière Sacramento, a reçu de la Standard quelque \$6,700,000. en moins de 10 ans... des royautés dont bénéficient les Californiens sous forme de réduction de taxes ». Dans : Pearlin et al., *ibid.*, 480.

⁷¹ Baus, Herbert M. *Publicity*, Harper, New York, 1942, 233.

En d'autres termes, il s'agit, sur tous les plans (religieux, éducationnels, etc.) d'adapter la « publicité » à l'âge des masses et de la machine.

Sans doute, l'idéologie américaine dominante ne concède de droit aucun monopole de la technique « publicitaire » à quelque groupe que ce soit. Tous les citoyens bénéficient de la garantie du premier amendement à la constitution qui refuse au Congrès le pouvoir de restreindre la liberté de religion, de parole, de presse, d'assemblée et de pétition. Mais comme Irion l'a montré ⁷², les individus et les groupes qui cherchent à utiliser les moyens d'information et d'influence de façon à proposer des stéréotypes, préjugés ou valeurs étrangers ou hostiles aux bonnes traditions de l'américanisme deviennent l'objet d'une contre-publicité savamment orchestrée par les manipulateurs bien nantis de l'opinion et tombent généralement sous le coup du ridicule ou de l'indignation générale. Bien plus, certaines institutions, comme les unions ouvrières, n'ont généralement pas le droit de commanditer des émissions radiophoniques ou télévisées, ce qui revient à les priver d'un des moyens les plus puissants aux États-Unis d'influencer le public. Irion indique encore que les groupes ruraux n'ont pratiquement aucune influence directe sur l'opinion publique qui est surtout d'essence métropolitaine. Enfin, Irion montre que les « classes moyennes », dont on dit pourtant qu'elles incarnent la bonne façon de vivre américaine, n'exercent directement aucune influence sur la formation de l'opinion publique. Ceux qui, parmi ce groupe fort nombreux, ont régulièrement accès aux moyens d'expression et d'information, le font le plus souvent en tant que représentants d'intérêts qui ne sont pas ceux de leur groupe.

Mais les « admonitions morales », les restrictions légales à l'occasion, la situation peu favorable de beaucoup de groupes vis-à-vis des moyens de communication - tout cela, quoique favorisant le groupe dominant, n'est pourtant rien en comparaison de l'arme des armes à sa disposition. l'argent.

⁷² Irion, Frederick C., *Public opinion and propaganda*, Thomas Y. Crowell, New York, 1950, 333-407.

Dans un excellent article, François Perroux ⁷³ a montré comment, dans une économie décentralisée et reposant sur l'entreprise privée, l'information possède un coût et doit avoir un rendement. En d'autres termes, il a montré que l'information est soumise à la loi du système capitaliste, ou plutôt qu'elle est une fonction majeure de ce système. L'information doit procurer un profit à ceux qui paient pour sa dissémination et elle obéit par conséquent aux offres et aux demandes qui en déterminent les prix et les coûts. Il résulte de cette condition que l'information dépend de la structure des préférences à tel moment donné. Il existe, au sens rigoureux du terme, un marché de l'information où celle-ci se vend et s'achète. « L'information s'intègre encore à de nombreux plans, aujourd'hui, comme l'objet même de la production et de l'échange. La presse, la publicité, les public relations vendent de l'information, plus précisément les supports d'une information. Les ingénieurs conseils, les ingénieurs sociaux, les conseillers techniques, fiscaux et juridiques, les comptables, les spécialistes du marketing, procurent, contre argent, de l'information ; il en est de même des professeurs, avocats, médecins, chercheurs scientifiques, travailleurs de laboratoires. » D'autre part, « les fabricants et les vendeurs de produits, les industriels et les commerçants sont très inégaux entre eux..., ils sont donc très inégaux aussi sous le rapport de leur capacité d'acheter, de créer, de répandre l'information. Au surplus, les fabricants et vendeurs d'information, les entrepreneurs de la presse et de la publicité sont très inégaux entre eux et par rapport aux autres industriels et commerçants. L'information circule donc dans des régimes économiques de concurrence monopolistique, d'oligopoles, de groupes et d'ententes. L'augmentation de l'information de toute sorte qui atteint le public s'est déployée, ainsi que le capitalisme contemporain, sous la loi du monopole et de la concentration. Les organismes les plus grands, les plus puissants, les plus influents en raison même du secteur d'activité auquel ils appartiennent, détiennent un pouvoir économique et un pouvoir sans épithète qui est fonction de leur capacité d'être informés et d'informer... Les meilleurs services en matière d'information peuvent être acquis par les plus grands et les plus puissants : ils s'attachent les meilleurs personnels pour la recherche technique, pour la prévision, l'étude des marchés, la publicité, les public

⁷³ Perroux, François, « L'information, facteur de progrès économique au XXe siècle », Diogène, 21 (Gallimard), 1958, 32-60.

relations, les meilleurs intermédiaires entre leurs firmes et l'État ; ils peuvent s'assurer des positions stratégiques dans la presse ».

Ces remarques, que Perroux applique à l'information économique, peuvent être étendues sans risque d'erreur à tout genre d'informations. Toutes les informations ont un coût et doivent avoir en dernière analyse un rendement, que ce soit sous la forme d'un profit monétaire, politique, social ou moral. Ces coûts et ces profits, ce sont les groupes dominants (vendeurs ou acheteurs) dans chacun de ces domaines qui les déterminent.

De plus, tout comme l'information elle-même, les moyens d'expression (la presse, la radio, la télévision, le cinéma) constituent aux États-Unis des entreprises capitalistes et à un haut degré monopolistiques, et, au surplus, dépendant de la publicité - donc, de ceux qui vendent la publicité - pour leur existence. Ce caractère des moyens d'expression est trop connu, il a été discuté par trop d'auteurs américains ou autres pour que nous nous y arrêtions longtemps. Notons cependant que la presse reçoit une plus grande part de ses revenus en publicité de la multitude des petits annonceurs plutôt que du petit nombre des gros annonceurs ; inversement, la radio et la télévision, à cause des conditions techniques qui leur sont propres, dépendent dans une très large mesure de quelques gros annonceurs. Aux États-Unis, plus de la moitié de l'ensemble des émissions sont commanditées par une dizaine de gros annonceurs. Notons aussi qu'aux États-Unis les grandes chaînes de journaux possèdent en propre près des deux tiers des postes émetteurs de radio ou de télévision et qu'ils détiennent des intérêts puissants dans les quatre grands réseaux radiophoniques nationaux.

Il n'y a donc pas lieu, dans ces conditions, d'être surpris du fait que l'information soit présentée au public de façon à l'abrutir plutôt qu'à l'éduquer et qu'elle soit au surplus si souvent incomplète, biaisée et erronée. Les sondages d'opinion, aux États-Unis, révèlent l'ignorance profonde des individus sur les questions les plus élémentaires ou les plus fondamentales du point de vue idéologique. Ainsi, si la dévotion aux symboles de la démocratie est exceptionnellement grande, un petit nombre seulement connaissent leur contenu approximatif. Lors d'une enquête, 31% d'un échantillon national de la population adulte admi-

rent n'avoir jamais entendu parler du Bill of Rights, 36% déclarèrent en avoir déjà entendu parler, mais ne savaient pas de quoi il s'agissait, et 12% l'identifièrent de façon erronée. Si nous songeons à la virtuosité avec laquelle les gangsters, les political bosses et les grands magnats de la finance et de l'industrie jouent avec les articles du Bill of Rights, c'est à croire qu'il ne reste plus que les professeurs de science politique, les avocats et les journalistes spécialisés pour connaître la charte qui contient la substance des idéaux professés par 180,000,000 d'hommes. Lorsque Gaston Berger dit que « l'opinion publique exprime le sentiment des incompetents » ⁷⁴, il traduit par là les déficiences inhérentes au régime américain d'information quant à son contenu et à sa forme bien plus que - ce qu'il avait à l'esprit - la médiocrité intellectuelle des connaissances partagées par le grand nombre.

Dans ses nombreux écrits sur l'opinion publique, Alfred Sauvy s'est attaché à l'étude des erreurs et des mythes que celle-ci véhicule. Selon lui, ce qui passe pour de l'information n'est souvent que le produit de la suggestion.

Dans *Le pouvoir et l'opinion*, il montre d'abord que ces erreurs et ces mythes ont été consciemment propagés par les fabricants de l'opinion et que leur succès découle du fait que ces erreurs et mythes vont dans le sens des tendances normales de l'homme au luxe, au confort et au conservatisme. Et il dégage une conséquence très grave de ce phénomène : « Dès lors, en montrant l'effet favorable de nombreuses mesures impopulaires, en dénonçant l'illusion de largesses qui ne sont que des auto-libéralités, en soulignant l'intérêt que présente la primauté de l'investissement sur la consommation, en mettant en doute des impossibilités préconisées de presque bonne foi, l'objectiviste (le spécialiste, l'expert) se condamne à passer pour un maniaque de l'austérité, en même temps qu'un théoricien ignorant des difficultés et des souffrances de la population. Entouré de ses amis les faits, il est isolé des hommes » ⁷⁵. En d'autres termes, l'information qui se conforme au

⁷⁴ Berger, Gaston, « L'opinion publique, phénomène humain, dans : *L'opinion publique*, op. cit., 17.

⁷⁵ Il faudrait ajouter ici une seconde condition qui rend la situation du spécialiste presque intenable dans un tel régime opinion : le fait qu'il soit généralement un employé et qu'il n'ait aucun contrôle sur l'utilisation que celui qui le paie

modèle de la publicité tend à provoquer des stimulations « par en bas » et il devient très difficile de ré-orienter l'opinion qui en résulte. On pourrait ici appliquer la remarque de cet Allemand qui prétendait que les gens stupides font des soldats invincibles en disant que contre la stupidité, les dieux eux-mêmes luttent en vain (Gegen die Dummheit, streben die Goetter selbst umsonst).

Sauvy montre ensuite que l'écart entre l'opinion et l'observation rationnelle méthodique est dû, très souvent, à l'influence des intérêts industriels, financiers, commerciaux, politiques ou religieux. Il cite de nombreux exemples de cette déformation systématique des faits par les fabricants d'opinions. Ainsi, par exemple, les intérêts commerciaux, par leur publicité, ont complètement induit les Français en erreur sur les qualités nutritives et thérapeutique ; de l'alcool et des vins et doivent par conséquent porter la responsabilité des méfaits de l'alcoolisme en ce pays. L'industrie de l'automobile a propagé avec succès l'argument erroné selon lequel il y avait moins de véhicules proportionnellement à la population en France que dans les autres pays européens et fait accompagner cette erreur de suggestions de toutes sortes pour accroître les ventes. Le résultat, selon Sauvy, a été désastreux pour de « nombreux jeunes ménages qui ont réduit leur logement et limité leur famille pour acquérir une voiture ». On peut dire sans exagération que les « connaissances » que véhicule l'opinion publique concernant l'alimentation, l'hygiène, le vêtement tout aussi bien que les goûts littéraires et artistiques, et l'occupation des loisirs sont propagées directement ou indirectement par les intérêts industriels et commerciaux. Il faut aussi mentionner la part des gouvernements, des Églises et autres institutions dans la propagation de connaissances qui leur sont « utiles » mais qui sont parfois sans fondement aucun mais plus souvent simplement biaisées ⁷⁶.

fait de l'information qu'il a communiquée à ce dernier. D'autre part, les manipulateurs de l'opinion ont imaginé des techniques subtiles pour empêcher le spécialiste d'exercer, en tant que spécialiste, une influence sur le public.

⁷⁶ Il est certain aussi que le simple fait de la participation de plusieurs au processus de connaissance produit ce que Sauvy appelle « un véritable jugement collectif d'où découle le diagnostic de l'opinion ». De la sorte, pour des raisons purement structurelles, il est donc normal qu'il y ait un écart entre l'opinion présumée (actuelle) et l'opinion vraie. Mais ce phénomène ressortit plutôt de la psychologie que de la sociologie.

Il semble bien que l'on doive conclure, avec François Perroux, à la nécessité d'une information distincte de celle que réunissent et diffusent les intérêts privés ; à la nécessité, pour tout dire, d'une information d'intérêt général « démystifiée ». La seule source alternative d'information à notre disposition serait l'État. Mais comment la dégager dans un système où l'État lui-même est « largement dépendant du capitalisme des monopoles » ? Les grands intérêts « J'assiègent et même l'occupent, les contre-courants de l'opinion et contre-attaques des partis risquent

d'exténuer l'action politique » sur le plan de l'information. De plus, en régime libéral, toute intervention de l'État, notamment dans le domaine de l'information, est suspecte. Et pourtant, comme l'écrivait André Siegfried en 1954, dans le courrier de l'UNESCO : « La trop grande concentration de la presse ou de l'information, sous quelque forme que ce soit, nécessite une surveillance venue d'en haut pour que tous les points de vue puissent s'exprimer et être présentés au public ». D'après Émile Hughes, en France tout au moins, la majorité de la population est prête à accepter que l'État maintienne un service d'information publique ⁷⁷. Aux États-Unis, la suspicion envers le gouvernement est plus profondément enracinée que dans tout autre pays occidental. La commission d'enquête sur les relations entre les Mass communications et le gouvernement, dirigée par le plus grand spécialiste américain des libertés civiles, Zechariah Chafee, jr., tout au long de son volumineux rapport, s'est trouvée confrontée au problème du rôle de l'État dans l'information. La commission était à la recherche d'une formule qui permettrait à la fois de corriger les erreurs dans les informations venant de sources privées et de fournir les informations que celles-ci ne produisent pas et, d'autre part, d'empêcher le contrôle de l'information par l'État « selon la ligne de Goebbels ». Finalement, le rapport aboutit à des propositions fort ambiguës qui se ramènent au fameux précepte de la « fonction supplétive de l'État ».

Mais il est incontestable que d'ores et déjà, même aux États-Unis, l'État remplit beaucoup plus qu'« une fonction supplétive » sur le plan

⁷⁷ Hughes, Émile, « Le ministère de l'information en France », dans : *L'opinion publique*, op. cit., pp. 168-185.

de l'information. Durant la dernière grande guerre, le gouvernement américain a disséminé une propagande aussi systématique et aussi bien orchestrée que celle de l'Allemagne. L'effet de propagande recherché est moins évident depuis la fin de la guerre, mais le gouvernement, par de nombreux services généraux ou spéciaux, continue d'être une importante source d'information. Pour sa part, le Président, qui dispose de nombreuses sources d'information, peut agir profondément sur l'opinion. Il faut mentionner la part croissante que prend le gouvernement, sous le couvert de son programme de défense, au financement et à l'orientation de la recherche organisée, tant fondamentale qu'appliquée. Ces dernières années, plus de 80% des sommes dépensées pour la recherche organisée venaient de sources gouvernementales. De plus, un service spécial de l'Office of Public Affairs, le State Department's Division of Public Studies, a été créé en 1944. Ce service est chargé de faire l'analyse de l'opinion publique sur les questions importantes de l'heure. Le service a pour fonction première de chercher à modeler l'opinion publique selon les buts de l'administration et de l'exécutif. Il prépare en outre des rapports spéciaux à l'intention des autres services du State Department. En d'autres termes, le gouvernement a un double objectif : fournir à la population les renseignements qu'il juge à propos de lui procurer et se renseigner sur l'état de l'opinion publique.

Mais, un régime démocratique, bien plus directement et immédiatement qu'un régime dictatorial, est sous la dépendance de l'opinion publique que les fabricants d'opinion ont contribué à former. « L'opinion publique, a écrit Lester Markel, est devenue... un instrument puissant de politique nationale. Nous devons apprendre à l'utiliser ; mais, avant de pouvoir le faire de façon efficace, nous devons la mieux connaître » ⁷⁸.

Le problème a été très bien posé par Merton ⁷⁹. Il s'agit, pour ceux qui ont à prendre les décisions, de découvrir les mécanismes et les procédés d'observation des sentiments et des orientations qui conviennent à une structure sociale donnée. Dans les sociétés modernes deve-

⁷⁸ Markel, Lester, ed., *Public opinion and foreign policy*, Harper, New York, 1949, 5.

⁷⁹ Merton, Robert K., *Social theory and social structure*, op. cit., 353-356.

nues si complexes, il faut, selon lui, développer « l'équivalent fonctionnel d'un plébiscite permanent... permettant aux autorités de connaître les désirs populaires ». De leur côté, Sauvy et Irion insistent sur le fait que les hommes publics, pris qu'ils sont entre les faits et les hommes, par le caractère fébrile de leur vie et la nature de leurs contacts, sont naturellement détournés des sources authentiques d'information. Ils ont donc particulièrement besoin d'informations supplémentaires pour corriger leurs impressions premières.

Les intérêts commerciaux et industriels ont, par la publicité, fourni le modèle social d'information publique ; ils ont aussi créé les deux principaux moyens utilisés aux États-Unis pour connaître l'opinion publique : l'aviseur en relations Publiques qui, joignant la technique au flair, cherche à connaître « le pouls » du public auquel les intérêts de son employeur sont liés ; et le sondage d'opinions par lequel, au moyen de questionnaires et de techniques statistiques, on arrive à identifier les opinions publiques sur les questions les plus diverses (préférences des consommateurs, capacité de payer, etc.). Il va sans dire que l'accès à ces techniques est, en principe, ouvert à tous, mais leur coût très élevé en restreint pratiquement l'usage aux très grandes entreprises privées, aux principales confessions religieuses, aux moyens d'information monopolistiques et aux gouvernements. Dans le présent essai, nous nous bornerons à l'étude de la pratique des sondages.

Nous avons, dans la première partie, montré que la pratique des sondages systématiques des opinions est à peu près inconnue en Union Soviétique parce que le système social, la structure pyramidale des contrôles et le caractère obligatoire de l'idéologie s'y opposent. De même, les régimes fascistes d'Allemagne, d'Italie et du Japon qui, pourtant, étaient fort préoccupés de l'orientation de l'opinion populaire, n'ont pratiqué les sondages que de façon sporadique et subsidiaire ⁸⁰. Parmi les sociétés modernes, ce sont la Grande-Bretagne et surtout les États-Unis qui utilisent le plus intensément la technique du sondage. Mais, même aux États-Unis, une enquête a révélé que les membres du Congrès et du Sénat ne mentionnent pas les résultats des

⁸⁰ Sur le sujet, voir : Nielsen, Waldemar A., « Attitude research and government », *Journal of Social Issues*, vol. 2, 1946, pp. 2-13.

sondages, pourtant fort nombreux, comme constituant leur première source d'information sur l'état des opinions : avant les sondages, par ordre de préférence, ils mentionnent la correspondance personnelle, les contacts avec le public et la presse ⁸¹.

Par contre, il est certain que le gouvernement fédéral a souvent recours à des sondages d'opinion avant de formuler des programmes politiques nouveaux et surtout pour apprécier les réactions de la population à la suite de l'application d'un nouveau programme. Ainsi, par exemple, durant la guerre le « Treasury Department, quelques semaines après une campagne de vente de bons (de la victoire) était en mesure de savoir combien de gens avaient été mis au courant de la campagne, combien connaissaient les quotas établis pour les individus et la localité, les slogans qui avaient été lancés, l'effet de l'achat de bons sur les tendances inflationnaires, et autres détails de même nature ... Et surtout, (le département) était en mesure de déterminer l'influence des divers item d'informations sur la propension des individus à acheter des bons » ⁸². Plusieurs hauts administrateurs et hommes politiques obtiennent secrètement et régulièrement des informations, de la part des organismes privés de sondage, concernant leur popularité personnelle et l'orientation du public sur les questions qui les touchent de plus près. C'est ainsi que McCarthy avait réussi, grâce à l'aide financière de millionnaires du Texas, à édifier une imposante machine qui lui permettait non seulement d'agir rapidement sur l'opinion publique mais encore de connaître les réactions populaires à chacune de ses déclarations ou dénonciations.

Les sondages ne constituent évidemment qu'une des nombreuses sources de renseignements à la disposition des industries, des moyens de communications de masse et du gouvernement. Leur marge d'erreur est considérable et parfois difficile à apprécier. Ils exercent peut-être une influence artificielle sur l'orientation de l'opinion. Ils ont retiré beaucoup de leur prestige du succès remporté lors de prédictions des résultats d'élections. Mais, en 1948, les résultats de l'élection présidentielle bafouèrent complètement toutes les prédictions. Cet échec

⁸¹ Voir : Doob, Leonard W., *Public opinion and propaganda*, op. cit., 165.

⁸² Campbell, Angus, « The use of interview surveys in federal administration, *Journal of Social issues*, vol. 2, 1946, 15.

a porté un dur coup au prestige des instituts de sondage. Ce prestige cependant a été rétabli par la suite.

Plusieurs spécialistes de l'opinion publique parlent, les uns avec horreur, les autres avec dévotion, du polling cult que les Américains semblent en voie de développer. Selon Leo P. Crespi, « il est singulier de trouver autant de groupes dont le fonctionnement repose sur des informations sûres - les administrateurs gouvernementaux, politiciens, éditeurs, industriels, chefs d'unions - qui paient sans se plaindre des sommes de plus en plus élevées pour l'analyse de l'opinion publique » ⁸³. Gallup, l'initiateur et le maître incontesté de la pratique du sondage, relie ce nouveau culte à la foi démocratique des Américains. Il exprime sa conviction profonde que la pratique des sondages permettra de mieux connaître le fonctionnement de la démocratie : « Ce n'est pas faire preuve d'un optimisme exagéré que de suggérer ... que la collecte continue des faits concernant l'opinion publique procurera aux théoriciens de l'avenir un arrière-plan solide à partir duquel il sera possible d'établir une théorie réaliste de l'opinion publique telle qu'elle se manifeste concrètement dans la vie de tous les jours. A mesure que les recherches sur les opinions publiques se poursuivent sur plusieurs fronts et que plus de faits deviennent connus, les partisans tout aussi bien que les critiques de la démocratie pourront situer le débat sur un fond commun d'évidences » ⁸⁴.

Même si le sondage d'opinion ne constitue pas le « pouls de la démocratie » que Gallup voudrait qu'il soit, il n'en reste pas moins qu'il exerce une fonction importante dans le système idéologique et la structure institutionnelle des États-Unis. Dans une société libérale, en effet, les opinions ne sont pas « dictées » d'en haut en conformité avec une doctrine rigoureuse et une structure pyramidale de contrôles rigide ; elles sont simplement « suggérées » par en haut et médiatisées par une structure de contrôles à laquelle participent plusieurs pouvoirs, interdépendants sans doute, mais néanmoins distincts. De plus, l'évolution socio-économique des États-Unis a développé une stratifi-

⁸³ Crespi, Leo, P., & Opinion-attitude methodology and the polls to rejoiner », *Psychological Bulletin*, vol. 43, 1946, 562.

⁸⁴ Gallup, George, Rae, Saul Forbes, *The pulse of democracy*, Simon and Schuster, New York, 1940, VII.

cation sociale fort complexe de sorte que les conditionnements qui pèsent sur les différents groupes sont fort variés et parfois contradictoires les uns avec les autres. Or, les techniques traditionnelles d'expression populaire (le scrutin, par exemple) sont devenues, comme nous le montrerons par la suite, tout à fait incapables de traduire le comportement des citoyens par rapport à la multiplicité des questions pratiques qui se posent tous les jours. C'est pourquoi la constitution d'un nouvel « art politique » dans le domaine psycho-social est-elle devenue nécessaire. Et comme l'indique Stoetzel notamment, « la perfection des techniques de connaissance et de contrôle des opinions en permettent la possibilité ».

Dans leur état actuel, les sondages visent deux objectifs principaux : l'évaluation de l'état réel de l'opinion et la prédiction des conduites à partir de cet état. Comme l'indique Alain Girard ⁸⁵, l'enquête d'opinion n'est pas d'abord un moyen d'action ; elle est surtout un moyen, entre autres, d'information. Selon la majorité des auteurs, l'enquête d'opinion s'est révélée fort utile pour la détermination des réactions du public à des phénomènes restreints, à des événements subits et à des problèmes concrets qui affectent les attitudes profondes des individus. Elle ne crée pas l'opinion publique et ne peut être utilisée avec profit que lorsque celle-ci a déjà été produite. La première fonction des sondages d'opinion consiste donc à déterminer scientifiquement la distribution des sentiments d'une population donnée par rapport à telle ou telle question. Ils permettent de départager les opinions « présumées », et les opinions « vraies ». Comme Sauvy l'a établi au moyen de plusieurs exemples, il arrive souvent qu'on soit induit en erreur sur le contenu réel des opinions en se laissant guider par des « impressions » et des « intuitions ». Ainsi on croit généralement que les Parisiens sont d'avis que le coût des logements est trop élevé alors qu'une enquête a révélé qu'au contraire une majorité parmi tous les groupes accepteraient de dépenser davantage pour le logement. De plus, les sondages d'opinion permettent souvent de découvrir que ce qu'on croit être une opinion majoritaire ne représente en réalité que l'expression d'un petit groupe particulièrement actif, influent ou fanatique.

⁸⁵ Girard, Alain, « La connaissance de l'opinion publique et la méthode des sondages », dans : *L'opinion publique*, op. cit., 255.

Si les groupes dominants doivent dorénavant compter avec l'opinion publique, est-ce à dire qu'ils la suivent toujours ? Il devrait être clair qu'il n'en est rien. Des enquêtes menées auprès des représentants et des sénateurs de même qu'auprès d'industriels, d'éditeurs, de directeurs de journaux, etc., révèlent hors de tout doute que pour la très grande majorité d'entre eux, l'opinion publique, même l'opinion connue, ne représente qu'un des nombreux facteurs qui entrent en ligne de compte dans la détermination de leurs décisions ⁸⁶. En d'autres termes, la connaissance de l'opinion publique ne remplace pas l'autorité du chef ; elle l'accroît plutôt en la rendant plus efficace.

Quelques théoriciens, fidèles à la conception de Bryce, identifient la démocratie à un régime où l'opinion publique serait souveraine. Un tel régime peut être souhaitable ou non, mais, aujourd'hui, en dehors de l'imagination des idéologues il n'a pas d'existence. En général, d'ailleurs, une pareille conception repose sur une confusion entre opinion publique et volonté populaire. Il devrait être clair, à la suite du précédent exposé que l'opinion publique n'est en aucune façon la forme sociologique sous laquelle se présente la volonté populaire comme on le prétend souvent à tort.

Les fabricants et les manipulateurs de l'opinion se font une représentation plus réaliste du statut de l'opinion publique et du rôle qu'elle remplit dans le système des décisions. Dans un article publié dans la revue *Advertising and Selling*, un théoricien de la publicité pose la question : « Qu'est-ce donc que l'opinion publique ? » Et il répond : « En termes simples, (l'opinion) est une « attitude de masse ». Il s'agit d'un état d'esprit qui résulte de suggestions répétées jusqu'à ce que le nom d'un produit ou d'une compagnie devienne comme auréolé de distinction et digne de toute confiance. » Pour l'auteur, l'« émotion irrationnelle » est le fondement des actions humaines. « La plus forte de toutes les motivations, continue-t-il, est la confiance, qui est un autre nom pour la crédulité et la foi. La conviction intellectuelle pure (si

⁸⁶ Voir sur le sujet : Cartwright, Darwin, « Public opinion polls and democratic leadership », dans, Katz, ed., *Public opinion and propaganda*, op. cit., 226-233 et Doob, op. cit., 164 et suivantes.

telle chose existe) n'est qu'une bulle sans importance par comparaison (avec la confiance) » ⁸⁷.

Une telle conception de l'opinion publique, pour révoltante et excessive qu'elle soit, nous révèle les hypothèses psychologiques implicites à partir desquelles les fabricants et les manipulateurs de l'opinion exercent leur métier. Elle nous permet peut-être aussi de déceler les fonctions latentes remplies par les sondages d'opinion.

En effet, la perception de la stratification sociale que se font ceux qui détiennent les positions de prestige et d'influence aux États-Unis est naturellement influencée par l'idéologie libérale qui privilégie l'individu et ignore les groupes. La société tend à leur apparaître comme une masse indifférenciée d'individus. Ils distinguent donc de façon très imprécise ceux sur qui s'exerce leur autorité. Par ailleurs, ils se représentent mal la distribution hiérarchique de la structure de contrôles dont ils font partie. Ils ne savent pas toujours, lorsque se posent des questions concrètes, qui prendra les décisions, ni d'où viendront les contrôles qui seront mis en application. Dans ces conditions, il est plausible de penser que le recours au sondage des opinions publiques accomplisse les deux fonctions latentes suivantes : en premier lieu, opérer une sorte de réduction de la « masse » en ses éléments différenciés concrets (groupes d'âges, sexes, groupes économiques, religieux, raciaux, etc.) ; et, en second lieu, permettre aux détenteurs des positions de décision et de prestige de prendre conscience de leur rang hiérarchique propre et de leur part de responsabilité dans les décisions à prendre.

⁸⁷ Wiseman, Mark, « Why non-prospects are productive salesmen », *Advertising and Selling*, vol. 41, no 8, aug. 1948, 48.

4. Modalités d'expression de la masse

[Retour à la table des matières](#)

Aux États-Unis - comme dans les sociétés démocratiques occidentales en général - la masse s'exprime de deux façons : comme peuple souverain qui traduit sa volonté par les mécanismes primaires établis à cet effet au sein des régimes démocratiques (partis politiques, suffrage, élection périodique des représentants) ; comme addition d'individus et de groupes plus ou moins différenciés et plus ou moins puissants qui expriment leurs désirs et leurs doléances au moyen de mécanismes secondaires (notamment les groupes de pression et les pétitions) développés dans une large mesure à cause des insuffisances des mécanismes primaires.

Comme nous l'avons dit antérieurement, on confond souvent volonté populaire et opinion publique. Nous croyons que pareille confusion est source de graves erreurs - théoriques et pratiques. Elle tend à dépouiller les régimes démocratiques de la grandeur et de la majesté dont l'idéologie libérale les avait revêtus. Par cette confusion, en effet, ce n'est pas l'opinion qui est élevée à la dignité de volonté ; c'est bien plutôt celle-ci qui est ravalée au niveau de celle-là.

Le peuple souverain, chaque fois qu'il se prononce, rend une décision (verdict) obligatoire, qui doit être respectée par tous, par les plus puissants parmi les groupes dominants comme par le simple manoeuvre. Le peuple souverain fait les présidents, les gouverneurs ; il élit ses représentants qui légifèreront en son nom ; il désigne plusieurs officiers importants qui maintiendront l'ordre et appliqueront la loi. Il a aussi le pouvoir de les destituer si tel est son désir. Le peuple souverain émet des ordres ; il formule des commandements. Il est le détenteur des ultimes contrôles et son verdict est sans appel. Inversement, l'opinion publique connue exprime un jugement, une préférence à l'égard de telle ou telle question. Elle n'émet pas de commandement, ni de normes obligatoires ; elle n'oblige personne quoiqu'elle puisse, à

l'occasion, influencer les décisions que prennent les détenteurs des positions de puissance.

Mais le pouvoir du peuple souverain est soumis à plusieurs restrictions légales et pratiques qui en limitent sérieusement la portée.

En premier lieu, la souveraineté que le peuple possède à titre absolu, il ne l'exerce directement que sur la fraction de l'élite politique soumise par le régime démocratique à l'épreuve périodique de l'élection. La plus grande partie de l'élite politique - notamment les hauts fonctionnaires et aux États-Unis les Secrétares (ministres) des grands départements eux-mêmes - échappent à son contrôle immédiat. De plus, le peuple souverain n'exerce aucun contrôle direct sur les élites non politiques, c'est-à-dire sur les détenteurs des contrôles économiques et sociaux. En conséquence, seulement une partie, et à beaucoup d'égards la partie la moins importante, de la classe dominante est soumise à sa volonté. Le peuple est donc un souverain qui n'a aucune part, comme souverain, aux décisions souvent majeures que prennent les détenteurs de nombreux contrôles et qui engagent pourtant son bien-être et sa liberté d'action. C'est là une conséquence pratique de l'idéologie libérale qui, tenant en suspicion le pouvoir politique, l'a effectivement subordonné aux autres pouvoirs et, notamment, au pouvoir du capital privé. Enfin, l'évolution socio-économique et l'émergence du Welfare State ont entraîné un accroissement considérable des contrôles et des fonctions politiques. Comme ces contrôles et ces fonctions ne sont pas d'ordinaire exercés par ceux que le peuple élit, une partie de plus en plus considérable du pouvoir politique échappe à sa volonté souveraine. C'est à la lumière de ces faits et de ces développements que Brandeis a conclu que la démocratie politique tendait à devenir illusoire dans une société où régnait le despotisme industriel : le peuple, selon lui, ne pouvait être véritablement souverain que si à côté de la « démocratie politique » on créait la « démocratie industrielle » ⁸⁸.

⁸⁸ Par « démocratie industrielle » Brandeis n'entendait pas l'élection des chefs d'entreprise, etc, par le peuple, ni l'appropriation par ce dernier des moyens de production. Il entendait plutôt l'établissement de contrôles gouvernementaux sur l'activité économique à l'intérieur du système capitaliste et la reconnaissance pleine et entière des droits syndicaux.

En second lieu, l'acte de volonté souveraine ne s'accomplit directement qu'à intervalles plus ou moins réguliers, lors des élections. D'après la doctrine démocratique, entre les élections, ce sont les représentants qui déclarent, au nom du peuple, la volonté populaire et l'incorporent dans les lois. On touche ici à la racine même de la différence essentielle entre volonté populaire et opinion publique. La volonté populaire réside dans le peuple en tant que corps juridiquement constitué ; l'opinion publique est l'expression psycho-sociologique des groupes et des individus en tant qu'ils s'expriment comme membres de la société et de groupes. De cette différence essentielle découlent certains caractères spécifiques qui distinguent la volonté populaire de l'opinion publique. La volonté populaire résulte de la fiction démocratique selon laquelle tous les individus, du seul fait de leur qualité d'hommes, sont considérés comme aptes à se prononcer, en toute égalité et liberté, sur les questions d'intérêt général. C'est donc une notion abstraite qui se concrétise par l'acte de l'électeur et par l'acte du législateur. Inversement, l'opinion publique n'a pas d'existence formelle ou abstraite. C'est à tort qu'on la personnifie dans le langage de tous les jours. Il n'existe que des opinions publiques orientées sur une multitude d'objets les plus divers, d'objets au surplus qui se modifient et changent constamment selon une succession et un rythme que les éveilleurs d'opinions déterminent en fonction des exigences de la vie quotidienne et des intérêts en jeu. On ne devrait pas dire : « l'opinion publique veut que... » mais plutôt : « il s'est formé une opinion publique sur telle ou telle question... » Ainsi, par exemple, si la ségrégation aux États-Unis est devenue récemment un problème d'opinion publique et non plus seulement une question concernant les seuls détenteurs des positions de puissance, c'est que le Président, la Cour Suprême et autres représentants des groupes dominants ont expressément donné un mandat aux éveilleurs de l'opinion à cet effet. De même, si la question de l'université des jésuites est devenue au Canada français un problème d'opinion publique c'est parce que André Laurendeau et d'autres journalistes à sa suite, de même que les professeurs d'université en ont délibérément fait un problème d'opinion publique. Tant qu'une question n'est débattue que par le peuple souverain (au moment des élections, par exemple) ou par ses représentants réunis en assemblées populaires en vue de légiférer au nom du peuple, elle est l'objet de la volonté populaire et non de l'opinion publique.

En troisième lieu, dans les démocraties modernes, la volonté populaire est canalisée par les partis politiques. Ceux-ci, par leurs programmes portant sur les questions générales d'intérêt public, permettent une première forme de concrétisation de la volonté générale. Les partis politiques se présentent comme des équipes parmi lesquelles le peuple choisira celle qui gouvernera en son nom ; celui-ci exprime son choix par l'acte du vote, selon un mode donné de scrutin, en faveur de l'une ou l'autre équipe. En d'autres termes, le régime de partis traduit concrètement le fait que, dans nos sociétés complexes, la volonté populaire n'est pas unanime au sujet des fins et des grands moyens. La volonté populaire effective est donc toujours une volonté majoritaire ou tout au moins exprime la convergence d'une pluralité de volontés minoritaires. Il n'en va pas de même de l'opinion publique qui, quoiqu'elle repose souvent, comme nous le montrerons, sur l'illusion d'une majorité, représente plutôt l'expression des idées prépondérantes (c'est-à-dire les représentations de plus grand poids) dans une société à l'égard de telle ou telle question. Ainsi, la participation directe d'un riche industriel et d'un simple manoeuvre à la formation de la volonté générale est toujours égale à l'unité, c'est-à-dire se ramène à leur vote individuel ; mais leur participation à la création des opinions publiques, du moins quand certaines questions spécifiques sont en jeu, est inégale : à la limite, l'un est en mesure de les former tandis que l'autre ne fera que les refléter.

Mais il est non moins important de montrer les points de convergence entre la volonté populaire et l'opinion publique que de reconnaître leurs différences essentielles. Si elles différaient dans leur contenu comme dans leur nature, il en résulterait une absence totale de correspondance entre les valeurs sociales et les normes politiques, c'est-à-dire une rupture idéologique complète entre la société et l'État. Une telle situation rendrait la vie en société virtuellement impossible et signifierait la disparition de l'État pour toutes fins pratiques.

D'une part, en dépit des différences de nature et de finalité entre la volonté Populaire et les opinions publiques, il est évident que celles-ci entrent, par plusieurs voies d'accès, dans la formation de celle-là. Ce qu'un peuple exprime comme étant sa volonté majoritaire est étroitement lié à ce qu'il juge être désirable, bon ou utile par ses opinions

prépondérantes. Les mêmes idéologies, normes, stéréotypes et préjugés entrent dans le dégagement de l'une et la formation des autres. De plus, des mécanismes sociaux puissants sont mis en oeuvre pour que la volonté générale traduise les opinions prépondérantes (système électoral, machines politiques, corruption des consciences, achat des votes, etc.). Les mêmes groupes utilisent les mêmes procédés de publicité et de propagande pour influencer le dégagement de la volonté populaire et pour façonner l'opinion publique.

D'autre part, il est de l'intérêt des représentants élus, qui doivent se soumettre, à intervalles réguliers, au verdict de l'électorat, de tenir compte des courants des opinions publiques sur les questions qui font l'objet de projets de lois. D'après la théorie démocratique, le législateur ne doit se soumettre à l'influence d'aucun groupe ou intérêt particulier : il doit n'avoir en vue que le bien général et légiférer selon sa conscience et la volonté générale ⁸⁹. Cependant, dans la pratique, les considérations d'ordre électoral ou partisan priment souvent l'obligation morale du bien général dans la détermination des positions des législateurs. Lors d'un sondage auprès de 58 des 197 membres de la législature de l'État de New York, 57% ont répondu qu'ils croyaient de leur devoir de légiférer selon leur conscience plutôt que de suivre le sentiment prépondérant de leur district électoral tandis que 39% prenaient la position inverse. Plusieurs sondages auprès des représentants au Congrès indiquent que la grande majorité de ceux-ci prétendent n'avoir en vue que l'intérêt général. Selon un sondage national tenu en 1944, 77% de la population considéraient que le représentant devait tenir compte de l'opinion prépondérante de son district sur les questions importantes tandis que seulement 20% étaient d'opinion qu'il devait agir uniquement selon sa conscience ; mais, 31% s'opposaient à ce que le représentant se laissât dicter sa ligne de conduite par l'opinion publique tandis que seulement 11% favorisaient ce point de vue ⁹⁰. On peut conclure qu'en principe tout au moins une proportion

⁸⁹ Edmond Burke, dans son fameux discours aux électeurs de Bristol, a donné la formulation classique de cette conception.

⁹⁰ Hartman, George W., « Judgments of state legislators concerning public opinion », *Journal of Social Psychology*, vol. 21, 1945, 105-114 ; Gleek, L. E., « 96 Congressmen make up their minds », *Public Opinion Quarterly*, vol. 4,

considérable d'Américains sont d'avis que le représentant doit être autre chose que l'écho de l'opinion de ses électeurs ⁹¹. D'ailleurs les hommes politiques d'expérience savent combien courte est la mémoire de l'opinion, combien elle est changeante aussi. Il serait imprudent, même d'un point de vue purement électoral, de la suivre sans discernement. De plus, les pressions de l'opinion sur le représentant sont elles-mêmes souvent contradictoires parce qu'elles sont liées à des intérêts divergents de sorte que le représentant ne peut appuyer les supporteurs d'une opinion particulière sans du même coup s'aliéner les tenants de l'opinion adverse. Enfin les concordances de fait entre le jugement des représentants et l'opinion publique prépondérante peuvent être l'effet du hasard ou encore résulter du fait que le représentant est soumis aux mêmes influences que les électeurs. En certaines grandes occasions cependant l'opinion publique se manifeste avec une intensité particulière ; elle exprime alors, par-delà les intérêts immédiats, la conscience collective profonde et s'identifie, pour ainsi dire, à la volonté populaire. Bien imprudent alors serait celui qui passerait outre à l'avertissement de l'opinion !

Si la plupart des auteurs confondent à tort, comme nous croyons l'avoir démontré, volonté populaire et opinion publique, certains ont perçu de façon plus ou moins claire la différence entre ces deux formes d'expression populaire. Ainsi Jacques Lambert ⁹² distingue entre opinion publique primaire (ou prépondérante) et opinion publique secondaire (ou majoritaire). Sous la première forme, dit Lambert, l'opinion publique s'ordonne en fonction des situations de faits et des intérêts particuliers ; tandis que sous sa seconde forme, elle s'ordonnerait en fonction des situations symboliques de l'intérêt général. Cette distinction se conforme assez bien à certaines différences que nous avons relevées entre volonté populaire et opinion publique, mais elle est entachée de plusieurs défauts graves ; par exemple elle ignore que les deux espèces d'opinions diffèrent essentiellement dans leur nature et

1940, 3-24 ; Golman, Eric F., « Poll on the Polls », *Public Opinion Quarterly*, vol. 8, 1944, 461-467.

⁹¹ Sur le sujet en général, voir : Smith, Charles W., Jr., *Public opinion in a democracy*, Prentice-Hall, New York, 1942.

⁹² Lambert, Jacques, « Structure sociale et opinion publique », dans : *L'opinion publique*, op. cit., pp. 71-107.

les fonctions qu'elles sont appelées à remplir. Au surplus - répétons ici un point capital que nous avons déjà mentionné - refuser de reconnaître la spécificité de la volonté générale par rapport à l'opinion publique, c'est priver l'idéologie démocratique de toute visée transcendante, c'est lui enlever toute puissance d'attraction, la priver d'une finalité supérieure aux intentions immédiates, et souvent mesquines, de ceux qui agissent en son nom. C'est se placer dans l'impossibilité de viser un idéal ; c'est se soumettre sans résistance au déterminisme des faits.

On s'étonnera peut-être que nous n'acceptons pas une distinction qui se veut purement opérationnelle au nom d'un idéal que nous serions désireux de voir préserver. Cette objection mérite d'être écartée avec assez de soin.

Nous sommes convaincu que tout système social repose sur une intégration idéologique tout autant que sur une intégration des mécanismes sociaux. En d'autres termes, l'idéologie (c'est-à-dire les représentations collectives des normes, des valeurs et des aspirations) constitue un élément important du fonctionnement du système social. Il n'y a donc aucune justification à la « factualiser » (i.e. dans le cas présent, à la réduire en opinion) quand il s'agit d'en faire l'analyse fonctionnelle. Le premier démagogue venu ne se méprend d'ailleurs pas sur la fonction de l'idéal tant dans l'existence des sociétés que dans la vie des hommes : il sait que c'est l'évangile de Jean-Jacques Rousseau et non le text-book du compilateur de statistiques qui assurera son succès. La « vérité » y perd peut-être en un sens ; du moins une certaine vérité. Mais, la vérité des chiffres n'est qu'une minime partie de la vérité de l'homme.

Même sur un plan rigoureusement analytique, la distinction de Lambert entre opinion prépondérante et opinion majoritaire porte à Confusion. En effet, plusieurs spécialistes de l'opinion, tels Schank, Katz, Lippmann et Stoetzel, ont insisté sur le fait que l'opinion publique (c'est-à-dire l'opinion prépondérante de Lambert) résulte souvent de l'illusion de l'existence d'un sentiment majoritaire à l'égard d'une question donnée ⁹³. Les psychologues ont montré que beaucoup

⁹³ Schank, R. L., « A Study of a community and its groups and institutions conceived as behaviors of individuals », *Ps. Mon.*, 43, no 195, 133 et suivan-

d'hommes ne se sentent en sécurité que s'ils se savent du côté du grand nombre. Cette tendance serait même un facteur puissant du conformisme social. La majorité favoriserait toujours l'accord des opinions. De sorte que l'opinion prépondérante (i.e. la plus puissante) tendrait en même temps à se présenter comme l'opinion majoritaire (ce qu'elle n'est pas nécessairement). Et Stoetzel de souligner que l'effort de publicité et de propagande consiste justement à créer l'impression que les idées qu'un groupe veut faire prédominer sont effectivement Partagées par la majorité de la population. « Le sentiment illusoire de l'existence d'une majorité, dit-il, si on réussit à le communiquer à un nombre suffisant d'individus, se transforme en une opinion publique véritable ». Par ailleurs, l'opinion prépondérante est l'opinion de ceux qui parlent le plus fort, qui ont un accès plus facile aux moyens d'expression et d'information, ou qui sont socialement et économiquement les plus puissants. Et justement parce qu'elle est exprimée avec plus de force et plus souvent que les autres opinions, elle finit par créer l'illusion qu'elle représente l'opinion du grand nombre, de la majorité. Et alors, elle le devient effectivement.

L'absence d'une distinction entre volonté populaire et opinion publique rend impossible la découverte des fonctions véritables remplies par des acteurs et des mécanismes sociaux comme le « boss » politique, les grandes associations volontaires de citoyens et le groupe de pression. Ce dernier point mérite d'être étudié avec attention ⁹⁴.

tes ; Stoetzel accorde une si grande importance au sentiment de majorité qu'il propose cette définition de l'opinion publique : « ... le sentiment dominant au sein d'une certaine communauté sociale, accompagné plus ou moins clairement, chez les sujets, de l'impression que ce sentiment leur est commun », op. cit., 147. Walter Lippmann propose une définition semblable : « ... l'opinion publique est celle qui est partagée par la majorité ou qui est présentée comme telle ». *Public opinion*, Macmillan, New York, 1934, 29.

⁹⁴ Par suite de la complexité du sujet et de l'importance particulière du groupe de pression, nous ne discuterons pas les autres modalités d'expression de la masse. Pour l'influence des lettres écrites aux représentants, voir Katz, op. cit., 220 et suivantes ; pour les associations volontaires, outre la belle analyse de Merton, voir : Lloyd, Warner W., *Structure of american life*, Edinburg U.P.

1952, 161 et suivantes ; pour le « boss » politique, outre l'analyse de Merton, voir : Katz, op. cit., 194 et suivantes ; 602 et suivantes. Nous devons aussi restreindre notre étude des modalités d'expression de la masse au seul plan politique. Il est clair que le public s'exprime aussi sur tous les autres plans, no-

John H. Hallowell ⁹⁵, de son point de vue doctrinal, se montre sévère à l'égard de la « politique de pression » dont la théorie a été formulée par E.R. Bentley et son école. Selon lui, cette école « conçoit la politique comme l'expression des intérêts de groupes ». « Cette théorie, représente, dit-il, une [conception politique qui exprime] la dégénérescence de ce que le politique devrait être ». Et il cite le président Wilson : « Les intérêts n'unissent jamais les hommes ; les intérêts ne peuvent que diviser. » Car, conclut Hallowell, « seulement l'idée de but (purpose) peut unir les hommes, un but qui transcende l'intérêt ».

Nous avons présenté ce point de vue d'un théoricien contemporain de l'idéologie démocratique parce qu'il nous procure un excellent exemple de la confusion qui résulte de l'ignorance de la distinction entre volonté populaire et opinion publique. Hallowell a raison de critiquer les tenants de la politique de pression dans la mesure où ceux-ci tendent à ramener l'ensemble du phénomène politique à l'aspect « pression » ; mais il a tort de vouloir exclure cet aspect de la théorie politique. En effet, le groupe de pression existe ; c'est un fait contre lequel l'indignation morale ne peut rien. Il s'agit plutôt d'identifier la fonction qu'il accomplit dans le système politique américain.

Selon nous, le groupe de pression est la forme par excellence sous laquelle s'exprime l'opinion publique sur le plan politique. Dans la théorie démocratique, nous l'avons vu, c'est la volonté populaire qui incarne le but. Celui-ci par conséquent ne dirige les actions des hommes que dans le sens limité où s'applique la volonté populaire. Nous touchons ici à la racine même de la différence essentielle entre le système idéologique soviétique et le système américain : En Union Soviétique, en effet, le but (i.e. le socialisme) s'applique virtuellement à toutes les actions des hommes. C'est la raison pour laquelle, comme nous l'avons montré dans la première partie, le régime des opinions publiques en ce pays est complètement déterminé par l'intention socia-

tamment, sur le plan économique, en faisant connaître ses préférences par l'achat plus massif de certains produits, etc. Mais, de telles préférences sont évidemment « suggérées » par la publicité.

⁹⁵ Hallowell, John H., *The moral foundation of democracy*, The Univ. of Chicago Press, 1954, 54-56.

liste telle que définie par les groupes dominants. Tel n'est pas le cas aux États-Unis. Nous avons vu que la volonté populaire ne se dégage qu'à l'occasion de certains actes spécifiques tels que le vote ou la loi : une grande partie des fonctions et des actes politiques échappe donc plus ou moins complètement à son emprise directe. De plus, nous savons que les groupes dominants ne peuvent, du moins en théorie, détenir le contrôle de la volonté populaire ; ils doivent se contenter de participer, comme citoyens, à son dégagement. Dans ces conditions, le « boss » politique, les groupes de pressions, etc., constitueraient des mécanismes secondaires établis par les groupes dominants dans le but d'exercer un contrôle sur les actes de la volonté populaire, particulièrement les actes législatifs, de même que de médiatiser les intérêts politiques des groupes d'intérêts que la volonté générale ne reconnaît pas. Ces mécanismes permettraient donc l'expression des opinions publiques et non de la volonté populaire.

Nous sommes ici encore assez éloignés de la conception selon laquelle le groupe de pression constituerait simplement un autre mécanisme - à côté du vote - d'action politique populaire. Sans doute le groupe de pression tend, comme l'a dit Holmes, à faire de chaque opinion publique une loi. Mais nous allons essayer de montrer que l'opinion publique qui s'exprime par le groupe de pression, c'est l'opinion prépondérante (i.e. celle qui résulte de l'action des groupes dominants).

Tous les auteurs qui ont étudié le groupe de pression insistent sur trois points essentiels : le groupe de pression, pour exercer une influence effective, doit représenter des intérêts économiques, sociaux ou électoraux puissants ; il doit exercer son action (auprès des législateurs, des commissions législatives et des administrateurs) par une présence plus ou moins permanente (lobbying) et se faire ainsi représenter à Washington et dans les autres centres stratégiques par de véritables professionnels du métier qui utilisent des techniques toujours plus perfectionnées avec un art parfait ; le groupe de pression, pour être pleinement efficace, doit enfin publier des revues et des brochures et utiliser intensivement les grands moyens d'information et d'expression : ceci afin d'agir en même temps sur le public de façon à créer l'illusion de majorité dont nous avons parlé. Il résulte des conditions

précédentes que la mise sur pied et le maintien d'un groupe de pression est une opération fort coûteuse.

Son coût même en fait une arme politique au service des intérêts privés dominants plutôt que de l'intérêt général qui ne peut jamais se donner d'« organisation ». Ainsi, l'American Federation of Labor au cours d'une seule campagne (lors du Taft-Hartley Bill) dépensa près de \$820,000. Il n'est pas rare que pour une seule campagne, la National Association of Manufacturers dépense \$10 millions. Le Political Action Committee qui représente les intérêts politiques des unions ouvrières, l'American Farm Bureau, l'American Chamber of Commerce Committee, et autres puissantes organisations, dépensent chaque année des millions de dollars pour leur activités comme groupes de pression au service des intérêts qu'ils cherchent à promouvoir ⁹⁶.

Dans quelle mesure les activités de ces groupes affectent-elles les actes législatifs et l'opinion publique en général ? D'après Irion ces activités procurent à leurs groupes des profits annuels s'élevant à des milliards de dollars, versés par les gouvernements sous formes de réductions de taxes, de subsides spéciaux, d'octrois de défense ou de lois. Le Report du Comité de la Chambre des représentants, constitué en 1950 pour étudier les activités des groupes de pression, déclare sans ambages que depuis 1913 - année où les interventions « organisées » ont commencé à se substituer aux influences « personnelles » - les groupes de pression, par leur lobbying, sont graduellement devenus en mesure de contrôler les gouvernements au point où ceux-ci sont plus souvent inspirés, dans les actes législatifs et administratifs, par des considérations liées aux intérêts privés plutôt qu'à l'intérêt général. Il note aussi que le lobbying est devenu une véritable profession, qu'il tend à être un art spécialisé de sorte que souvent ce n'est pas le groupe de pression lui-même qui définit ses intérêts, mais bien plutôt ses délégués dans les capitales qui les lui « imposent ». Cette remarque s'applique surtout aux nombreuses associations de « masse » qui ont pour objectif la promotion non d'intérêts de groupes mais de

⁹⁶ Les principaux documents et les grandes sources pour l'étude de ce problème sont contenus dans le General Interim report of the house select committee on lobbying activities (Buchanan Committee), House Report no 3138, 81st Con., 2nd Sess., Washington, 1950.

buts « sociaux », tels les droits civils, les droits de la femme, etc. Souvent même les « professionnels » partent en campagne au nom de l'association qu'ils « représentent » avant même que les dirigeants locaux de ces associations aient été mis au courant ! En pratique, conclut le Report, loin de permettre une voie d'accès pour le peuple à la législation, les lobbies constituent souvent un moyen détourné qu'utilisent de puissants intérêts afin de faire promouvoir, soi-disant au nom de groupes fort nombreux, des lois qui en définitive ne profitent directement qu'à quelques-uns.

Aux États-Unis, où il n'existe pas de modalités « obligatoires » d'expression de la masse dans le sens qu'elles seraient imposées par en haut il est clair que les moyens d'expression effectivement utilisés sont fort nombreux et variés. De plus, nous avons restreint notre exposé à des considérations sur les grands moyens collectifs qui découlent directement du régime des opinions publiques et du système idéologique dominant. Nous n'avons pas parlé de la multitude des associations volontaires au niveau communautaire auxquelles les auteurs attribuent généralement tant d'importance sans toutefois pouvoir montrer en quoi la community consciousness, le community leadership, les community associations affectent réellement les grandes décisions qui se prennent au niveau général. On peut se demander si les espoirs que les éducateurs et les agents de services sociaux placent dans les associations volontaires locales ne reposent pas sur une vision surannée, devenue inexacte, des caractères et des fonctions de ces associations. Des études récentes indiquent que nombre de telles associations, faute de pouvoir poser correctement les problèmes communautaires dans leur contexte général et faute surtout de pouvoir les résoudre par des mesures prises localement, se sont insensiblement transformées en debating clubs où les membres se réfugient dans une agitation toute verbale et sans effet. Pendant ce temps les grands mass media déversent à flots sur la population les mots d'ordre et les stéréotypes qui conditionnent les comportements réels ; et le marchand, le manufacturier ou l'éditeur du journal local « agit » avec succès auprès des détenteurs des contrôles monopolistiques qui se trouvent dans les capitales ou les comités de direction des grandes firmes industrielles, financières ou commerciales des métropoles. De plus, on peut raisonnablement mettre en doute l'efficacité pratique de l'éducation au « sens civique communautaire » quand les individus sont laissés sans défense devant les grands

réseaux d'influence collective qui les conditionnent de plus en plus profondément dans leur vie même de tous les jours. Enfin les résultats de l'éducation communautaire sont lents à se produire et demeurent toujours mal assurés tandis que les conditions évoluent rapidement, souvent sous l'influence du dehors, et exigent sans cesse de nouveaux ajustements de la part des individus. Cet ensemble de circonstances explique sans doute en partie la diminution récente du nombre d'associations volontaires aux États-Unis. Il expliquerait aussi la préférence de plus en plus marquée des individus à faire partie, des grandes associations régionales ou nationales de « masse » plutôt que des associations communautaires : ainsi, les individus se donnent tout au moins l'illusion d'une participation aux grandes décisions qui se prennent ailleurs mais qui, par suite des transformations structurelles et institutionnelles de la société américaine, sont les décisions qui comptent réellement dans leur vie et dans celle des groupes restreints. Cette multitude d'individus à la recherche de « participation » (belongness), par le seul poids de leur nombre, procurent aux grands groupes de pression une influence que, dans une société démocratique, l'argent seul ne saurait produire.

Ainsi donc, en dehors de l'acte de vote par lequel se dégage et s'exprime la volonté populaire, l'individu, aux États-Unis, n'a pratiquement d'autres possibilités, s'il désire une action efficace, que de s'exprimer comme membre d'une collectivité, d'un grand nombre. Cette condition résulte de l'idéologie démocratique, qui fonde le consensus social sur la règle de la majorité ; elle résulte aussi du système social, qui permet au pouvoir de l'argent et au pouvoir du prestige de créer l'illusion de la majorité. En d'autres termes, les opinions publiques ne reflètent rien d'autre que des intérêts privés, généralement les plus puissants, qui se donnent l'apparence de l'intérêt général. C'est du moins la conclusion d'une analyse qui s'est située rigoureusement au plan de l'idéologie dominante et des mécanismes institutionnels et qui n'a par conséquent pas tenu compte de l'effort des hommes pour échapper au conditionnement social.

5. Moyens d'expression et d'information

[Retour à la table des matières](#)

Nous ne nous proposons pas de reproduire ici une analyse complète et détaillée de la structure et du fonctionnement des grands moyens de communications de masse aux États-Unis. Pour l'ensemble, il suffit de renvoyer à l'abondante et excellente littérature sur le sujet ⁹⁷. Nous nous bornerons simplement à identifier certaines fonctions qu'exercent les moyens de communications dans le régime des opinions publiques que nous avons reconstitué.

Les Américains ont acquis la réputation d'être le peuple qui jouit à la fois du plus haut niveau de vie et de plus de loisirs au monde. Comment le surplus de ressources et les nombreuses heures de loisirs sont-ils utilisés ? On pourrait penser que ces deux facteurs en eux-mêmes favorables au développement intellectuel, moral et physique de l'individu contribuent effectivement au développement de personnalités fortement individualisées. Il n'en est rien. Ce surplus de biens et de loisirs à la disposition de l'individu est au contraire canalisé par une multitude d'activités et de mécanismes orientés vers l'acquisition d'une pensée, d'attitudes et de sentiments « de masse ».

a) Le livre

Un indice certain de cette situation nous est fourni par le peu d'intérêt que les Américains manifestent à l'égard de la lecture des livres, activité fondamentalement individuelle. Une enquête nationale menée par le Survey Research Center a révélé que 48% des adultes n'avaient lu aucun livre durant l'année entière précédant l'enquête, 18%

⁹⁷ Pour une enquête sérieuse sur les mass communications en général, voir : Chafee, Zecharish, jr., *Government and mass communications*, (A Report from the Commission on Freedom of the Press) The Univ. of Chicago Press, 1947, 2 vol. La conclusion de cet ouvrage contient une critique assez acerbe du rôle du gouvernement au Canada comme manipulateur des mass communications.

n'avaient lu que de un à quatre livres tandis que seulement 25% avaient lu dix livres ou plus. Ces statistiques indiquent que l'habitude de lire des livres est une activité concentrée, réservée, pour ainsi dire à des « professionnels ». En outre, 74% de l'ensemble des lecteurs n'avaient lu exclusivement ou surtout, que des livres de « fiction », 21% exclusivement ou surtout des livres d'autres catégories tandis que 4% s'étaient concentrés sur un seul livre, la Bible. Ces pourcentages indiquent que les Américains lisent davantage pour se distraire et se « détendre » que pour se former⁹⁸. Commentant l'indifférence marquée des Américains envers les livres - indifférence qui semble s'accroître d'année en année - Irion écrit : « Peut-être l'Américain moyen ignore les livres à cause même du fait que certains d'entre eux contiennent des idées ! »⁹⁹.

De plus, quelques livres sont lus par un très grand nombre de lecteurs. Parmi les millions d'individus qui ont lu d'un à quatre livres durant l'année, la grande majorité ont lu les mêmes livres, les best sellers...¹⁰⁰. Dans une ré-impression (1948) du livre de Dale Carnegie, *How to Win Friends and Influence People*, on proclame triomphalement qu'« à date plus de 3,500,000 exemplaires ont été vendus ». Or, on ne le remarque pas assez, le Best Seller Writing and Editing tend à faire perdre au livre son caractère naturellement « individualisant » : à la relation intime entre l'auteur et le lecteur, il substitue le rapport impersonnel entre le manipulateur de sentiments collectifs et la masse. En principe, ce sont les spécialistes des mass media qui devraient publier les livres à succès - Pourvu qu'ils écrivent agréablement. De fait, durant ces dernières années, un nombre imposant de sociologues, d'agents de relations publiques, et même au moins un économiste, ont reçu la distinction d'avoir publié un best seller : mentionnons Riesman, Mills, Wright, et... Galbraith. Dans une large mesure, ce n'est pas le « public » mais l'éditeur, les agences de publicité, les comités

⁹⁸ Campbell, Angus, Metzner, Charles A., « Books, libraries, and other media of communication », Survey Research Center, University of Michigan, reproduit dans : Katz, op. cit., 235-242.

⁹⁹ Irion, op. cit., 210.

¹⁰⁰ Sur le livre populaire, voir Hart, James David, *The popular book ; A history of America's literary taste*, Oxford U. P., New York, 1950.

du livre du mois, les journalistes, bref les éveilleurs d'opinions qui déterminent quels livres deviendront ou non best sellers.

On peut donc conclure que seulement 25% de ceux qui lisent des livres - ceux de la catégorie : 10 livres ou plus - en retirent un profit qui leur soit « personnel ». Ce qui représente un peu plus de 13% de toute la population adulte du pays, soit à peu près le pourcentage de ceux qui sont « payés » expressément pour lire (professeurs, etc.) : c'est là un indice certain du fait que la population américaine a perdu, pour l'ensemble, le goût de la culture personnelle.

b) Les magazines

[Retour à la table des matières](#)

Par contre, la lecture des magazines est beaucoup plus générale. Les grands magazines populaires distribuent chacun entre quatre et dix-sept millions de copies mensuellement. Il faut noter qu'aucun magazine destiné aux « intellectuels » ou aux amateurs du pur sensualisme n'entre dans cette catégorie. Les grands magazines sont ceux qui font une large part à l'information, à la « science vulgarisée » ou qui distribuent des avis techniques et pratiques. Le Reader's Digest présente toutes ces caractéristiques à la fois et, justement, il vient en tête de liste avec une circulation qui atteint le chiffre de vingt millions [éditions en langues étrangères comprises]. Il est intéressant de noter que le magazine qui le suit du point de vue circulation est le Ladies' Home Journal lequel, dit-on, contient tout ce qu'une bonne ménagère doit savoir. Le magazine se présente donc d'emblée comme un important moyen de communication de masse ; il donne parfois l'illusion de s'adresser à un public constitué d'individualités distinctes. Mais, en réalité, une poignée d'éditeurs, situés aux points stratégiques des réseaux d'informations et constamment mis au courant par leurs « experts » du « climat d'esprit » prévalant parmi les grands nombres, sont en mesure d'exercer une influence considérable, et parfois décisive, sur la formation de l'opinion publique. Les auteurs qui ont étudié le contenu des divers magazines concluent qu'ils sont un des moyens de relais les plus puissants de l'idéologie américaine, ce complexe assez mal intégré d'aspiration démocratique et d'inspiration capitaliste.

c) La presse

[Retour à la table des matières](#)

Floyd H. Allport a insisté avec raison sur le fait qu'il ne faut pas confondre « opinion publique » et « la présentation publique de l'opinion » ¹⁰¹. Il est certain que plusieurs tombent dans le piège grossier de la journalistic fallacy. Le directeur de journal, le correspondant, les auteurs de lettres au journal émettent publiquement des opinions privées. Les grands moyens de communications de masse, surtout la presse, offrent aux individus la possibilité de faire connaître leur point de vue. Le journaliste professionnel, qui au surplus a développé le flair et les techniques du métier, ne se fait pas d'illusion sur l'écart qui existe parfois entre l'opinion qu'il exprime dans son éditorial et le « climat de pensée ambiant ». Au contraire, il sait que son rôle consiste justement à éveiller des opinions ou à modifier des opinions déjà existantes. Le journaliste est l'éveilleur des opinions par excellence. Nous pourrions même dire davantage : c'est le journaliste qui, en définitive, choisit les problèmes eux-mêmes à l'égard desquels les opinions se départageront. C'est lui qui décide, dans une large mesure, pour prendre des exemples canadiens, que le « scandale du gaz naturel », la « prison de Bordeaux », l'« Université des jésuites », le parler « joual », etc., deviendront ou non matière des opinions publiques. Il y a toujours eu dans le passé, il y aura toujours de très graves questions que, pour une raison ou pour une autre, le journaliste n'a pas posées et ne posera pas et qui par là même demeureront toujours ignorées du public. Le journaliste sélectionne donc les sujets qui serviront de matière à la formation des opinions publiques : mais d'après quels critères ? C'est là poser le problème des pressions et influences multiples qui s'exercent sur lui, de sa situation au sein d'une entreprise privée qui doit rapporter des profits à ses propriétaires, de la situation de cette entreprise au sein d'une société démocratique et capitaliste soumise à l'influence prépondérante des intérêts dominants - de ces inté-

¹⁰¹ Allport, Floyd H., « Toward a science of public opinion », *The Public Opinion Quarterly Journal*, vol. 1, no 1, jan. 1937, 20.

rêts mêmes qui s'offrent à payer et paient le gros prix pour que telle ou telle opinion qui les favorise finisse par prévaloir, Celui-là est vraiment un grand journaliste, un grand homme, qui, par delà tous les conditionnements qui font pression sur lui, réussit néanmoins à faire prévaloir la marque de sa personnalité et à écrire chaque matin ses impressions sur l'une ou l'autre des questions de l'heure de telle façon que chacun de ses milliers de lecteurs ait l'impression qu'il leur adresse une lettre personnelle : tel un Walter Lippmann, aux États-Unis ; tel un André Laurendeau, chez nous.

Mais de tels hommes sont rares : peu de journaux peuvent s'offrir pareil luxe ; peu de journalistes peuvent s'astreindre à l'ascèse de plusieurs années d'obscurité et de gêne matérielle relatives qui précèdent généralement les années de notoriété. Encore ne sont-ils jamais complètement à l'abri des coups bas.

Pour l'ensemble et pour tout dire, le métier de journaliste est un métier ingrat, qui soumet celui qui l'exerce à l'esclavage de la technique de plus en plus contraignante des transmissions des nouvelles, un métier qui apparente sa condition à celle du travailleur à la chaîne où la rapidité des mouvements requis tend à substituer à la capacité de réflexion la sûreté de réflexes conditionnés. Comme l'a montré un représentant de la profession journalistique, Jacques Kayser ¹⁰², dans ces conditions, il n'y a pas lieu d'être surpris de constater tant d'erreurs chez les journalistes les mieux intentionnés : l'information universelle et instantanée en est largement responsable. De plus, parce qu'il est généralement peu rémunéré, le journaliste doit utiliser les loisirs qu'il devrait normalement consacrer à la lecture et à la réflexion à diverses tâches plus ou moins avouables. Aux États-Unis, ce sont souvent des journalistes qui « surveillent » les intérêts des gangsters, des bosses politiques et d'autres individus peu recommandables. S'il réussit à se faire un certain nom dans sa profession, son calvaire, loin d'être terminé, s'aggrave encore : il se mettra alors au service des grands magazines, de la radio ou de la télévision ce qui contribuera à lui enlever les faibles possibilités de réflexion personnelle qui lui restaient encore.

¹⁰² Kayser, Jacques, « Presse et opinion », dans : *L'opinion publique*, op. cit., pp. 229-239.

Et ce n'est pas tout. Aux États-Unis, le journaliste a une forte chance d'être employé par une entreprise dite « chaîne de journaux » d'où vient 80% de la circulation globale quotidienne. Supposons qu'il s'agit de la chaîne de journaux Hearst ou de la Scripp-Howard. Alors le journaliste, où que soient situés les bureaux de son journal, saura qu'il est étroitement surveillé Par des gens qu'il ne connaît pas, qui ont leurs bureaux quelque part dans un énorme édifice de New-York ou de Chicago, qui ne le connaissent pas non plus, mais auquel un inconnu communique régulièrement des rapports sur sa vie privée, ses contacts, ses allégeances politiques, ses habitudes et ses opinions journalistiques, et ainsi de suite. Parler de la liberté du journaliste, c'est parler du pouvoir d'un lointain propriétaire, du pouvoir d'un conseil d'administration de soumettre le journaliste à leur opinion.

Le journaliste est, dit-on, un éveilleur des opinions, peut-être le principal éveilleur des opinions. Mais est-ce bien exact ? D'après la grande majorité des spécialistes, la presse demeure aujourd'hui le plus puissant instrument de formation de masse. Les sondages indiquent hors de tout doute qu'à mesure qu'on s'élève dans les niveaux économiques et éducationnels, l'information que les individus retirent de la lecture des journaux conditionne davantage leurs opinions et leurs actions. On affirme généralement que la pensée du quart supérieur de la population est dominée par les journaux. Mais d'où vient la pensée qui s'exprime dans les journaux ? Le cas des journalistes (et peut-être de certains journaux) hors-série mis à part, qu'en est-il de l'immense majorité, de ceux qui ne signent peut-être même pas les chroniques, articles ou comptes rendus qu'ils rédigent ? Ne sont-ils pas plutôt que des éveilleurs d'opinion, des agents de relais ou des porte-parole des groupes dominants ? Par leur situation même ne sont-ils pas précisément les instruments des détenteurs des positions de puissance et d'influence ? La question ici posée est très grave étant donnée, justement, l'influence prépondérante des journaux dans la formation des opinions publiques.

Nous devons tenir compte du fait que la presse américaine est une entreprise entièrement capitaliste. Ils sont très nombreux les éditeurs qui, devant des commissions d'enquête ou à l'occasion de discours, ont déclaré, d'une façon ou d'une autre, que leurs intérêts ne se distin-

guaient en rien de ceux des gérants ou propriétaires de toute autre forme d'entreprise capitaliste. Le journal, à leurs yeux, est une industrie dont ils attendent de forts dividendes. Or, tous les éditeurs savent que les profits du journal viennent des annonces et non de la vente. Ils savent aussi que les journaux qui ont la plus grande circulation et qui sont le mieux outillés reçoivent la part du lion de la publicité. Ils répugnent donc à concevoir le journal comme un instrument d'éducation des masses parce qu'ils estiment que l'éducation n'est pas une marchandise en grande demande ; ils conçoivent plutôt le journal comme un moyen d'information dite « objective », un centre de renseignements utiles, un digest des amusements les plus divers et comme un moyen de relais de l'idéologie dominante. Et les éditeurs sont des hommes très importants dans un journal. De plus, les éditeurs des grands journaux n'ont rien à craindre. Qui les délogerait ? Seule l'intervention de l'État pourrait y parvenir. Or, ils savent que leurs journaux perpétuent une opinion publique qui ne favorise guère l'intervention étatique. Il y aurait aussi lieu de craindre les écarts de langage des intellectuels. Mais il se sont aussi prémunis contre ce danger en menant dans la presse une campagne de tous les jours tendant à jeter le discrédit sur les éducateurs, à les maintenir dans des conditions matérielles et psychologiques injustifiées, en faisant courir sur ceux qui osent élever quand même la voix les calomnies les plus basses. Déjà en 1936, Howard K. Beale pouvait écrire : « La presse américaine représente une des plus grandes contraintes à la liberté des professeurs » ¹⁰³. Les unions ouvrières ? On sait que les éditeurs se sont aussi protégés de ce côté.

Il est vrai que la presse américaine est une « tour de puissance ». Mais quel maître sert cette puissance ? Quel est le véritable employeur du journaliste qui sert d'éveilleur des opinions publiques ? Il n'y a qu'une réponse, selon nous : ce sont les intérêts privés (sociaux, économiques, religieux) qui dominent la presse. Là même repose la garantie de leur pouvoir sur l'opinion. Rien ne montre mieux la puissance du contrôle des intérêts privés sur la presse que la disparition presque totale de la presse politique partisane et de la presse dite d'opinion.

¹⁰³ Beale, Howard K., *Are American teachers free ?* Scribners, New York, 1936, 536.

d) La radio et la télévision

[Retour à la table des matières](#)

Les États-Unis sont un des seuls pays au monde où la radio et -la télévision soient complètement aux mains de l'entreprise privée. Les grandes chaînes de journaux ont beaucoup investi dans ces nouveaux moyens de communication et les contrôlent en partie. De plus, ces moyens de communication, qui doivent aussi rapporter des profits, dépendent d'une poignée de gros annonceurs nationaux ou régionaux. Enfin, 66% des postes émetteurs sont reliés à l'un ou plusieurs des quatre réseaux nationaux. Seuls les riches et les puissants peuvent utiliser ces mass media. Plus encore que toute autre forme d'entreprise, ceux-ci incarnent les caractères et les intentions du capitalisme américain. Sans doute, la charte légale que détiennent les propriétaires des sociétés radiophoniques les oblige-t-elle à utiliser ces moyens « dans l'intérêt public ». Par contre, la section 326 de la Federal Communications Act défend expressément aux gouvernements d'abroger en quoi que ce soit « la liberté de parole et autres libertés »... telles que définies par les bénéficiaires des chartes.

Avant la passation de l'Act, la Federal Communications Commission avait, en 1941, tenté d'établir un contrôle sur l'administration des sociétés radiophoniques « en vue de protéger le public ». En 1944, la question était encore devant le Congrès. Le rapport annuel de la Columbia Broadcasting System. donnait l'avertissement suivant aux actionnaires de la société : « La question qui est devant le Congrès ... consiste à savoir si le peuple américain désire que le gouvernement ait le pouvoir de lui dicter ce qu'il peut ou non entendre sur les ondes. La loi proposée reçoit l'attention diligente des officiers de votre compagnie en coopération avec la *National Association of Broadcasters*. Au moment où près de dix millions d'hommes sont en uniforme pour la défense de la liberté, il est vital qu'une radio libre, l'outil essentiel d'un peuple libre, soit préservée ».

Mais quelle liberté s'agissait-il de protéger ? Niles Trammell, président de la National Broadcasting Corporation, a fourni la réponse suivante : « On avance maintenant l'argument que le Business Control des activités radiophoniques n'a rien à voir avec le contrôle des programmes. On oublie alors que « celui qui contrôle le portefeuille contrôle l'homme ». Le Business Control signifie le contrôle complet, et il est inutile d'arguer dans le sens opposé ».

Le Code of the National Association of Broadcasters que les propriétaires des postes émetteurs se sont donné établit qu'aucune période ne sera vendue pour la présentation de sujets controversés. Le Code établit cependant qu'il n'y a aucune matière à controverse – tant sur le plan des faits que des opinions - dans les discussions qui touchent les questions d'affaires. Mais toute discussion des problèmes concernant le travail est matière à controverse -et cela au point où on ne concède même pas le droit à une union ouvrière de commanditer une émission, une symphonie par exemple.

Mais en quel sens les « intérêts d'affaires » échappent-ils à la controverse ? Le président de la National Broadcasting Corporation, Niles Tammell, répond : « Nous vendons du temps pour une raison spécifique, et cette fin consiste à vendre au public des marchandises produites par les manufacturiers américains ». Inversement, en quel sens même la diffusion d'une symphonie commanditée par une union ouvrière porte-t-elle a controverse ? Le Code répond : « La situation se complique encore du fait que les employeurs, en règle générale, n'aiment pas voir discuter sur les ondes leurs problèmes ouvriers et sont enclins à manifester du mécontentement (frown upon) envers ces postes émetteurs, surtout dans les localités plus petites, qui procurent une voie d'accès aux unions ouvrières ». Mais qu'advient-il des coupables ? « ... Il existe de puissants comités dans les diverses localités qui assureront la suspension de ces « propriétaires de postes émetteurs » coupables. Ils feront peser leur influence de façon à ce que ces propriétaires réalisent naturellement qu'ils devront renoncer à leurs activités à moins de faire quelque chose pour remédier à la situation. Quand de telles influences s'exerceront sur les postes émetteurs coupables, ceux-ci devront cesser leurs activités, parce qu'ils ne pourront

certainement pas diffuser des programmes sans fonds » ¹⁰⁴. Ainsi donc, la radio et la télévision américaines sont devenues deux puissantes agences de publicité qu'utilisent, en maîtres absolus, les gros intérêts privés. Le président de l'American Tobacco Company s'est exprimé franchement sur cette question : « Supposant 100% comme la valeur totale d'un programme de radio (i.e. en termes de contenu de l'émission) nous accordons 90% aux messages commerciaux, c'est-à-dire au sujet de ce qui est dit du produit, et nous concédons 10% au spectacle (show). Nous sommes « commerciaux » et nous ne pouvons pas nous permettre d'être quelque chose d'autre. Je n'ai pas le droit de dépenser l'argent de l'actionnaire seulement dans le but d'amuser le public. En particulier, les annonceurs sont naturellement opposés à commanditer un programme susceptible d'offenser même une minorité d'auditeurs... La dernière chose que je peux me permettre de faire, c'est d'offenser le public. » ¹⁰⁵

Le contenu et le caractère des émissions américaines radiodiffusées et télédiffusées découlent directement et normalement de l'absolue dépendance de ces grands moyens de communications vis-à-vis du grand capitalisme. Ce contenu et ces caractères sont trop connus pour qu'il soit opportun de les décrire ici. Notons cependant, en général, que la radio et la télévision, aux États-Unis, sont surtout considérés comme des moyens d'évasion ou d'amusement, et à un degré tout à fait restreint, d'éducation. Ils constituent pourtant de puissants instruments aux mains des gros intérêts tant pour la vente des produits de la manufacture que de l'idéologie dominante. Et ce contrôle absolu ne paraît pas prêt d'être menacé. Sondage après sondage montrent que les Américains, les plus importants consommateurs de mass media du monde, sont généralement satisfaits du système de radio et de télévision tel qu'il existe actuellement ¹⁰⁶. La majorité demeure convaincue

¹⁰⁴ Sur cet aspect de la question, voir : Durr, Clifford Judkins, « freedom of speech for whom ? » *Public Opinion Quarterly*, 8, 1944, 391-406. Voir aussi : White, Llewellyn, *The American radio*, The Univ. of Chicago Press, 1947.

¹⁰⁵ Cité par Irion, op. cit., 124.

¹⁰⁶ Interrogés en 1948 sur leur appréciation de la qualité de la radio, les individus d'un échantillon national ont formulé les opinions suivantes :

Excellente	14%
Bonne	56%

que toute intervention gouvernementale conduirait à la perte des libertés américaines.

Dans nos brèves remarques, nous avons tenté de replacer les mass media dans leur contexte idéologique et institutionnel. Les études adoptent généralement une démarche inverse : elles partent des goûts des consommateurs, comme si dans une société capitaliste c'était le consommateur qui déterminait les caractères des marchandises et les conditions de leur production. C'est là, à notre avis, une illusion, une mystification bien caractéristique d'une société qui repose à la fois sur l'aspiration démocratique et l'inspiration capitaliste. Comme toutes les marchandises offertes sur le marché, les produits des mass media ont un coût et doivent rapporter à leurs propriétaires plus que ceux-ci n'ont investi dans la production. Ils doivent donc les vendre massivement. Les ratings, qu'on présente généralement comme le signe du respect de la liberté du public propre aux sociétés démocratiques, constituent au contraire tout d'abord la manifestation d'une prudence typiquement capitaliste. Il s'agit de ne pas investir sans discernement dans une marchandise dont le consommateur n'aimera pas l'aspect ou la couleur. Les ratings visent précisément la détermination des goûts des consommateurs de mass media à partir des mêmes critères qui sont appliqués à tout autre produit du marché. Premièrement, le consommateur doit retirer pleine satisfaction de son achat : le produit doit lui « convenir », ne pas le blesser, etc. Deuxièmement, le consommateur doit retirer du produit le plaisir anticipé : celui-ci doit le distraire, l'amuser, surtout le « détendre ». Pour les spécialistes des mass media, la pratique des ratings est l'indice certain d'une société démocratique qui se fonde sur la liberté de l'individu. La réponse à

Convenable	18%
Pauvre	4%
Pas d'opinion	8%

D'après Lazarsfeld Paul F., et Kendall, Patricia L., *Radio listening in America*, Prentice-Hall, New-York, 1948, 46.

En 1945 l'appréciation était un peu moins favorable qu'en 1948. Voir : Field, Harry et Lazarsfeld, Paul F., *The People Look at Radio*, (Chapel Hill), Univ. of Carolina Press, 1946, 6. Mais interrogés en même temps sur leur appréciation des écoles et des Églises, les individus se disent beaucoup moins satisfaits de celles-ci que de la radio.

quiconque passerait des remarques désobligeantes sur l'envahissement des horaires par les soap operas, les programmes questionnaires, les spectacles à la Hollywood est connue : « Que voulez-vous, c'est le public qui le veut ainsi. Nous sommes dans un pays libre, n'est-ce pas ? ». Notre étude devrait avoir montré que le lecteur de magazines et du journal, l'auditeur de la radio et le téléspectateur sont libres en effet -précisément tout comme l'acheteur d'une automobile ou d'un jouet d'enfant est dit libre.

Au terme de notre analyse, nous pouvons conclure que l'opinion publique américaine permet la conciliation de l'idéologie démocratique libérale et des réalités sociales. Mais comment accomplit-elle cette fonction ? Nous avons vu que l'idéologie libérale privilégie l'individu et ignore le groupe. Elle subordonne rigoureusement l'État aux processus sociaux. L'idéologie libérale a placé une foi sans limite dans la vertu des processus sociaux. Elle croit que du libre jeu de ceux-ci, découleront automatiquement la liberté et la perfection morale de l'individu. Ainsi donc l'individu est effectivement libre par rapport à l'État mais il est soumis au déterminisme des processus sociaux. Ce déterminisme est virtuellement absolu puisque le système social ne présente aucun mécanisme qui pourrait contrôler effectivement les processus sociaux. La pratique récente du Welfare State ne nous paraît pas avoir apporté des modifications essentielles à cette condition de base.

Pour avoir voulu soustraire l'individu au pouvoir de l'État, l'idéologie libérale l'a abandonné à des contrôles non moins contraignants, les contrôles des pouvoirs sociaux et économiques. L'individu est libre de sa personne et de sa destinée et précisément il est libre de dominer autrui s'il détient une position de puissance et d'influence. Il est libre de chercher à se soustraire à cette domination s'il est pauvre, mais précisément comme on est libre de se priver d'eau, de vêtements et de logement. Dans une société libérale et capitaliste, le seul frein effectif, le seul « pouvoir compensateur » réel qui puisse restreindre la domination des pouvoirs de fait, c'est le poids du nombre, la masse, l'opinion publique.

Or, les idéologues et théoriciens reconnaissent implicitement cette condition précaire de l'individu et la nécessité d'un contrepoids massif, lorsqu'ils déclarent qu'en démocratie c'est l'opinion publique qui gouverne. L'opinion publique se voit donc investie de la redoutable mission de permettre l'ajustement entre la liberté absolue de l'individu que l'idéologie postule et son état de dépendance virtuellement absolue vis-à-vis des pouvoirs sociaux et économiques de fait. Mais qu'en est-il effectivement ?

L'exemple américain montre que les modalités et les moyens d'expression, tout comme les éveilleurs eux-mêmes de l'opinion publique sont sous le contrôle presque absolu des gros intérêts privés. L'opinion gouverne, mais il s'agit d'une opinion préalablement conditionnée. Ce n'est qu'en apparence qu'elle se dégage d'une libre discussion entre les individus. Partout où nous avons tourné notre attention, derrière les apparences, nous avons vu s'exercer l'influence, parfois secrète ou lointaine, mais toujours active, de ceux qui détiennent le pouvoir de l'argent et du prestige - c'est-à-dire le pouvoir réel de décider du contenu des libertés démocratiques.

Conclusion générale

[Retour à la table des matières](#)

Dans notre étude, nous avons tenté de montrer qu'il n'est pas sans intérêt théorique et pratique de considérer les régimes des opinions publiques à la lumière des systèmes idéologiques. À notre connaissance, c'est la première fois qu'un tel effort est tenté de façon systématique. Nous avons peut-être erré sur les questions de détail ; nous avons sans doute ignoré certains aspects importants du sujet. Mais aurions-nous réussi à faire comprendre que les opinions publiques sont fonction d'un système social donné et qu'elles s'expliquent par rapport à lui, notre travail n'aurait pas été inutile.

La méthode utilisée dans ce travail fait apparaître sous un jour nouveau une foule de questions théoriques et pratiques que pose l'opinion publique. Dans la présente conclusion, nous allons indiquer comment elles affectent les jugements de valeur.

1. Idée de but et opinions publiques

L'idée de but (the idea of purpose) représente la pensée directrice qui anime et oriente le système social. Par cette idée, la vie sociale et, dans une large mesure, la vie individuelle, prennent un sens. Cependant les représentations concrètes de cette idée se dégagent des efforts des individus et des groupes conformément aux positions respectives où les place la stratification sociale. De sorte que l'idée de but est à la fois transcendante et immanente au système social et aux individus

eux-mêmes. La manifestation sociale du but se présente comme un mouvement dialectique continu qui va de l'intention de transcendance à la condition d'immanence pour retourner à la première - sans qu'aucune synthèse finale ne puisse être jamais achevée.

Or, selon nous, les opinions publiques reproduisent, reflètent, ou même peut-être expriment ce mouvement dialectique. Nous croyons avoir montré que les régimes des opinions publiques soviétique et américain se déduisent rigoureusement des idéologies communiste et libérale et des efforts des acteurs sociaux pour incarner respectivement l'idéologie communiste et l'idéologie libérale dans les actes sociaux. Les opinions publiques expriment un effort d'adaptation entre les idéologies dominantes et les réalités sociales. Nous constatons maintenant que cette adaptation s'accomplit selon un processus dialectique.

Il résulte de ces considérations que tout jugement de valeur sur les opinions publiques n'a de sens que s'il est porté par référence au but auquel un régime donné d'opinions renvoie nécessairement. Ainsi il est inutile et stérile de juger le régime des opinions soviétique à partir de normes idéologiques qui sont étrangères à l'idéologie communiste ; ou le régime des opinions américain, en fonction de normes idéologiques que ne comporte pas l'idéologie libérale.

Mais devons-nous donc adopter une position de relativisme moral ? Non pas ! Puisque précisément c'est le but qu'il s'agit, en dernière analyse, de juger à travers les diverses manifestations sous lesquelles il se présente dans les régimes des opinions.

2. Liberté et opinions publiques

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons vu que l'idéologie communiste tout comme l'idéologie démocratique se prononcent résolument en faveur de la liberté - ou plutôt de conceptions spécifiques de la liberté. Dans les deux exemples étudiés, les protagonistes de chacun des régimes des opinions affirment en outre que ceux-ci permettent et assument l'existence de la

liberté. Or, du point de vue communiste, la liberté de l'homme se réalise par la conformité parfaite de ses fins personnelles aux fins de l'État et plus précisément du parti. Du point de vue libéral, la liberté consiste dans l'autonomie de l'individu par rapport à l'État et dans l'absence de restrictions imposées aux divers acteurs sociaux. Chacune des sociétés a développé un système de contrôle des opinions publiques qui place celles-ci au service de la « liberté ».

Le jugement que nous allons porter sur ces deux conceptions opposées de la liberté doit nécessairement se référer aux valeurs transcendantes auxquelles nous adhérons. Par liberté, nous entendons la faculté pour l'individu de parvenir aux fins suprêmes pour lesquelles il existe. Comme chrétien, la liberté nous apparaît comme la voie vers la perfection spirituelle. C'est la société qui procure à l'homme les moyens : elle ne saurait pas définir pour lui la fin ultime. Pour être libre, l'homme doit choisir par lui-même le chemin de sa perfection. D'après le critère moral de la liberté que nous venons de définir et auquel nous adhérons, nous croyons que l'homme est virtuellement - sinon toujours en fait - infiniment plus libre dans une société libérale que dans la société soviétique. Et cela justement parce que le prétexte de la contrainte sociale dans la société soviétique, c'est la grandeur, la majesté du collectif, de l'État, du parti ; tandis que dans une société libérale, le prétexte de la contrainte sociale, c'est la grandeur et la dignité de l'individu. Peut-être l'homme soviétique sera-t-il parfaitement heureux quand le processus dialectique aura complètement effacé toute différence entre opinions privées et publiques : mais il n'aura plus la liberté essentielle du choix. Dès maintenant il doit garder secrètes ses pensées non conformistes. Sans doute, l'homme libéral est-il de fait soumis aux contrôles quasi-dictatoriaux de l'argent et des influences dominantes des groupes privés qui possèdent les moyens de production des biens et d'expression des idées. Mais au moins l'idéologie à laquelle la société adhère lui permet de le dire ; on l'admira pour son courage, même si en même temps on lui enlève les moyens de vivre. Le non-conformisme de quelques-uns, d'un Milton, d'un Léon Bloy, d'un Henry George a procuré aux sociétés libérales une majesté qui est malheureusement trop peu souvent remarquée. Dans quel régime idéologique autre que le régime libéral, pourrait-on voir un Norman Thomas, persécuté toute sa vie pour ses convictions socialistes et pourtant toujours bien portant, crier à ses auditeurs au beau

milieu d'une attaque impitoyable contre le McCarthisme : « Dans ce pays dit libre, nous sommes arrivés au point où la liberté de parole n'existe plus ! » Nous n'ignorons pas, certes, les nombreuses atteintes aux libertés et aux droits civils qui sont de pratique courante aux États-Unis. Plusieurs sont allés en prison pour leurs convictions. Mais on permet l'existence d'une *American Civil Liberties Union* qui prend en main leur défense et investit en publicité à cette fin des centaines de milliers de dollars par année. Non ! en général, les non-conformistes on ne les supprime pas, on ne les enferme pas. On se contente de les affamer. Et des ventres affamés, parfois, produisent des Léon Bloy. Mais nous devons savoir qu'aucun régime d'opinions publiques ne vise à la production des Léon Bloy. Il est illusoire de réclamer la liberté des opinions publiques quand celles-ci ont précisément pour fonction d'assurer le conformisme social !

3. Vérité et opinions publiques

[Retour à la table des matières](#)

De même, quel jugement porter sur la « vérité » du réalisme socialiste et sur la « vérité » du réalisme libéral ? Par vérité objective nous entendons un rapport adéquat entre les choses et l'esprit. Une perception ne peut être objectivement vraie si l'esprit succombe aux « mots d'illusion » ou s'il permet l'interposition des prismes déformateurs des idéologies et des préjugés. Ici encore, nous savons que les deux régimes d'opinions étudiés n'ont pas pour but la vérité mais visent la production d'idées qui soient favorables au système social établi. Que ces idées soient en même temps objectivement vraies, c'est là, pourrait-on dire, le fruit d'heureuses coïncidences. Mais les individus, malgré tout, peuvent désirer prendre leur distance par rapport aux informations que les mécanismes créés à cette fin transmettent et qui fournissent la matière première à partir de laquelle les opinions publiques se constituent : un journaliste peut vouloir contrôler le rapport d'un service de nouvelles par le rapport communiqué par un autre service ; un chercheur peut désirer confronter les documents officiels avec des sources indépendantes, etc. A la suite de notre étude, il devrait être clair que les sociétés libérales offrent à ces individus des possibilités réelles de recherche indépendante ; tandis que le système soviétique est juste-

ment conçu de façon à les empêcher. Il existe actuellement dans les bibliothèques publiques américaines des milliers de livres, brochures, lettres aux journaux, etc., écrites par de tels individus soucieux de la vérité, et qui démasquent les mensonges et les demi-vérités que véhiculent les mass media ; en Union Soviétique ces livres, etc., sont supprimés. Dans la société américaine, il existe des centaines d'individus qui veillent constamment à ce que le public soit bien informé sur les questions les plus diverses ; en Union Soviétique, de tels individus sont supprimés sans pitié ; et ils n'ont que peu de possibilités de se manifester par suite de la pénurie de moyens indépendants pour connaître la vérité.

4. Éducation et opinions publiques

[Retour à la table des matières](#)

L'idéologie communiste efface toute distinction essentielle entre la sphère publique et la sphère privée ; inversement, l'idéologie libérale crée un large fossé entre les deux sphères. Cette opposition explique dans une large mesure, la divergence des positions entre l'Union Soviétique et les États-Unis en ce qui concerne l'utilisation des moyens de communications de masse comme instruments d'éducation.

En Union Soviétique, les moyens de communications de masse, qui sont la propriété de l'État, sont considérés comme de puissants outils d'éducation. Dans une société où l'individu et la collectivité doivent s'harmoniser, cette conception va de soi. On s'est d'abord servi abondamment des moyens de communications de masse pour réduire l'analphabétisme populaire ; puis, au fur et à mesure des progrès collectifs, on procéda à l'élaboration de véritables programmes éducatifs à long terme : artistiques, scientifiques et techniques. Le contenu des mass media s'élève au fur et à mesure de l'élévation intellectuelle des masses. journaux, radio, cinéma même, ont pour principale tâche la promotion intellectuelle des masses. Les meilleures élites intellectuelles sont mises à contribution et on n'hésite pas, en dehors de la surveillance idéologique de routine, à leur faire confiance. Un savant n'a pas à craindre qu'on lui demande de « vulgariser » parce qu'il sait qu'on a

prévu pour lui un public de spécialistes ! S'il s'agit de transmettre des connaissances vulgaires à un large auditoire on aura recours à un répertoire, non au savant. Toutes les ressources sont judicieusement utilisées, chacune à sa place et en son temps. L'idée ne viendrait à personne d'apprécier ces dizaines de milliers de collaborateurs, venus de tous les rangs de la société soviétique, d'après les critères qui conviennent aux étoiles de cinéma ! On demande à tous de livrer des connaissances ; ils les livrent. Les résultats commencent à être connus. On peut assurer que le contenu actuel des mass media soviétiques est plus riche que celui des mass media américains et l'écart va s'accroissant. Il est vrai que ce résultat n'a pu être acquis que grâce à des initiatives venues de l'extérieur de l'individu. Celui-ci n'a pas choisi d'avoir beaucoup de connaissances : on les lui a imposées.

Par contre, aux États-Unis, il n'est pas exagéré de dire que les mass media, dans l'ensemble, n'ont pas pour objectif de promouvoir l'éducation. Le respect pour l'individu va si loin qu'on hésite toujours à l'influencer en profondeur. Si, à l'occasion, on lui livre des connaissances, on s'entourera de multiples précautions afin que l'opération soit la moins douloureuse possible ; afin, pour ainsi dire, qu'il ne s'en aperçoive pas. Si on fait appel à des spécialistes, disons à la radio ou à la télévision, on fera en sorte qu'ils ne se présentent pas pour ce qu'ils sont : on minutera leur temps avec parcimonie ; on les entourera de non spécialistes ; on les obligera à répondre le plus brièvement possible à des questions formulées par d'autres - par des professionnels des réactions populaires ; enfin, on les obligera presque toujours à parler devant un public indifférencié. Le respect pour l'individu va si loin qu'on renonce pour ainsi dire à utiliser les mass media pour lui communiquer des idées, sauf de façon sporadique, comme avec une mauvaise conscience. On lui fournit bien des « informations » générales sur une multitude de sujets mais on répugne à le former en profondeur.

J'ai montré antérieurement que cette tendance se trouve encore accrue par le fait que les mass media sont la propriété d'intérêts privés ; les produits des mass media constituent, au sens fort du terme, des marchandises. Néanmoins, au Canada, où la radio et la télévision sont largement subventionnées par l'État, la situation n'est guère meilleure. On utilise largement les fonds publics simplement pour distraire et

« informer » les auditeurs et, à un faible degré seulement, pour les éduquer... mais avec combien de timidité ! Il semble donc que l'inspiration capitaliste des mass media ne suffit pas à expliquer la situation ; l'aspiration démocratique est un facteur tout aussi important d'explication.

Mais à force de respecter la sphère privée de l'individu, ne risque-t-on pas de produire un état généralisé d'inculture ? À force de chercher à communiquer des notions communes ne risque-t-on pas de ne voir que le mass man dans l'homme ? Depuis tout ce temps que nous avons la radio et la télévision, quels progrès tangibles ont été accomplis ? Il suffit de parcourir le livre si troublant de Konecky, *The American Communications Conspiracy*, pour se rendre compte que le danger est bien réel. Au début de son livre, il cite la lettre de Lee de Forest à la National Association of Broadcasters à l'occasion du quarantième anniversaire de la radio : « Qu'avez-vous fait messieurs à mon enfant [i.e. la radio] ? Il fut conçu comme un puissant outil de culture, de belle musique... [bref] pour l'élévation du niveau intellectuel de la masse des Américains. Mon enfant, vous l'avez avili, vous l'avez fait descendre dans la rue... pour qu'il y recueille de l'argent de n'importe qui et pour n'importe quoi... Mon enfant, vous l'avez résolument maintenu à l'âge mental moyen de treize ans... comme si vous et vos commentateurs estimaient que la majorité des auditeurs ont des intelligences de morons. Bien plus encore, la malédiction des annonces commerciales est devenue de plus en plus exécration, d'année en année ». ¹⁰⁷

Si l'on songe à la moyenne d'heures quotidiennes que chaque individu consacre à se laisser « distraire » Par les mass media, si l'on songe, au surplus, au fait que l'étudiant, l'intellectuel, le professionnel, tout comme l'ouvrier et le paysan - que tous nous sommes également soumis au conditionnement intellectuel d'une opinion publique façonnée par ces mêmes mass media, - n'est-on pas en droit alors de se demander si l'on n'est pas en danger de voir se perdre ce que, malgré

¹⁰⁷ Konecky, Eugene, *The American communications conspiracy*, Peoples Radio Foundation, New York, 1948.

Note de l'auteur : Cette citation se trouvait en anglais dans le texte manuscrit. J'ai tenté de la traduire de mon mieux.

tout, il importe de préserver plus que tout au monde : la faculté et le goût de se retirer parfois dans la solitude de son esprit pour réfléchir sur la grande aventure où l'homme social se trouve engagé - ou sur tout autre sujet de son choix ?...

Fin du texte de l'article.